

Impact de Développement du Fonds d'Investissement des Biens Awqaf

Un modèle de développement durable



Impact de Développement du Fonds d'Investissement des Biens Awqaf

Un modèle de développement durable

Département de Développement Du Secteur Financier Islamique (IFSDD)
Division des Investissements En Finance Islamique (IFI)
Fonds D'Investissement Des Biens Awqaf (FIBA)
Décembre 2019

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT DE LA BID



La Banque Islamique de Développement (BID) mise sur des solutions innovantes pour surmonter les principales difficultés rencontrées par ses pays membres et les communautés musulmanes dans les pays non-membres en matière de développement. Par ailleurs, la BID souhaite se repositionner comme la banque des acteurs de développement. C'est pourquoi elle considère que la prise de décision, le financement et les initiatives en matière de développement doivent être davantage décentralisés, adaptés au contexte des pays membres et des communautés musulmanes, et soutenus par des ressources financières locales.

À cette fin, la BID est parvenue à redynamiser le concept des **awqaf (dotations caritatives islamiques)**, profondément ancré dans l'histoire des pays membres, en vue d'élargir le champ d'action de nos partenaires locaux de développement. Pour ce faire, elle a créé un fonds d'investissement à impact innovant qui s'appuie sur un modèle de développement unique et vise avant tout la viabilité financière des organismes financés : le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA).

Le modèle du FIBA a pour but de privilégier les solutions intergénérationnelles à long terme plutôt que les palliatifs à court terme pour résoudre les problèmes majeurs liés au

développement. Grâce à son mandat unique prévoyant la constitution et le développement de waqfs fonciers, **le FIBA élargit le champ d'action des services d'assistance et organisations de la société civile locales, en mettant à aux disposition des sources de revenus pérennes afin qu'elles puissent prendre leurs propres décisions en matière de développement, eu égard au contexte local.** En outre, le FIBA s'inscrivant dans le cadre de grands projets d'infrastructure sociale, ses initiatives peuvent apporter une viabilité opérationnelle à long terme aux projets de développement.

Grâce à la supervision technique de qualité assurée par les équipes de la BID, les projets du FIBA constituent une source

durable de financement en faveur du développement et devraient se caractériser par une pérennité et une rentabilité à long terme.

Le modèle du FIBA représente, pour la communauté internationale de développement, un mécanisme innovant visant à combler le déficit significatif de financement dans le cadre de la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) du Programme mondial à l'horizon 2030. En tant que moteur d'investissement puissant et à fort impact, le FIBA fait figure d'exemple pour la création d'autres fonds axés sur le développement et étayés par la finance sociale islamique.

La longue expérience du FIBA montre qu'au-delà de l'histoire, le concept des awqaf peut être un levier efficace du développement international à l'avenir. Au départ, le FIBA a été créé il y a près de vingt ans afin de résoudre un problème bien précis, à savoir la pénurie de ressources financières permettant de développer des terrains awqaf inoccupés, qui ne sont généralement pas lucratifs. En effet, via son fonds unique, la BID a financé le développement de nombreux biens immobiliers awqaf sous-utilisés ainsi que la création d'autres biens awqaf.

Aujourd'hui, le FIBA a évolué pour devenir un modèle beaucoup plus large, puisqu'il financé la construction ou l'acquisition de biens immobiliers générateurs de revenus et utilisés comme awqaf en faveur d'ONG et d'autres acteurs orientés vers le développement, même lorsque les terrains n'étaient pas auparavant eux-mêmes des awqaf. Dans le futur, le FIBA devrait poursuivre son évolution et mettre ainsi l'accent sur l'importance des awqaf comme puissant outil de financement durable de divers besoins en matière de développement, en particulier dans le domaine de l'infrastructure sociale.

J'estime que la présente publication participe à la réflexion actuelle sur le rôle de la BID pour le développement de produits innovants. Elle présente à la communauté internationale le concept et le potentiel des awqaf en tant que composantes de la finance islamique sociale, étayés par l'impact établi des projets awqaf.

Outre l'impact direct des projets du FIBA sur les communautés en matière de protection sociale, de nombreux projets ont également eu un impact indirect. À titre d'exemple, certains projets ont influencé le cadre juridique et réglementaire, en incitant les pouvoirs publics à adopter de nouvelles lois et règlements awqaf spécifiquement conçus pour faciliter la mise

en œuvre des projets du FIBA. Il s'agit là d'un accomplissement considérable. Dans de nombreux pays membres et pour les communautés musulmanes, dans les pays non membres les terrains awqaf représentent une accumulation intergénérationnelle de richesses sociale souvent inexploitées et mal gérées.

Par ailleurs, la présente publication permettra aux acteurs du développement familiaires du concept waqf de réfléchir aux enseignements tirés en matière de meilleures pratiques et d'utilisation des investissements awqaf. Elle souligne notamment l'importance de structures de gouvernance adaptées afin de garantir une gestion efficace et durable des biens awqaf. Elle met également en évidence le rôle des awqaf en faveur de la pérennité des projets de développement. Pour ce faire, des composantes awqaf sont intégrées à ces projets, qui leur apportent des sources renouvelables de qui couvrent les coûts de fonctionnement et allègent ainsi la charge fiscale pour œuvrer à la réalisation durable d'objectifs sociaux.

Enfin, je saisis l'occasion d'exprimer mes sincères remerciements et ma profonde gratitude aux participants du FIBA qui ont cru en cette initiative et qui la soutiennent depuis sa création en 2001.



D' Bandar M. H. Hajjar

Président de la Banque islamique de développement

MOT DE L'ÉQUIPE DU FIBA ET RESUME

La publication sur l'impact du FIBA est le fruit du travail de l'Équipe du FIBA pour présenter près de vingt années d'initiatives menées par un fonds unique en son genre. L'objectif premier de ce fonds est de promouvoir le développement socioéconomique en améliorant les conditions de vie de personnes démunies dans les pays membres et les communautés musulmanes des pays non-membres de la BID, notamment dans les régions les plus touchées par la pauvreté.

Par la présente publication, l'Équipe a souhaité produire un document qui, d'une part, permet une évaluation interne de la performance et de l'efficacité du FIBA dans la mise en œuvre de projets et, d'autre part, décrit les différents types et degrés d'impact des projets awqaf auprès de l'ensemble des parties prenantes.

La présente publication est également l'occasion de réfléchir aux enseignements tirés et à la manière de s'appuyer sur les expériences passées pour améliorer et amplifier l'impact des futures initiatives, d'autant que le FIBA poursuit son évolution au-delà de son mandat et ses activités traditionnels. La présente publication a en outre pour but de sensibiliser aux activités menées par le FIBA, afin que ses associés comprennent l'impact de leur investissement et que les personnes extérieures qui s'y intéressent puissent obtenir de plus amples informations.

Plutôt que de se contenter de présenter les résultats directs du financement du FIBA, le présent rapport vise avant tout à décrire son impact en matière de développement, c'est-à-dire à évaluer sa réelle incidence sur les activités des bénéficiaires dans le cadre de l'autonomisation et de l'amélioration des conditions de vie des personnes (bénéficiaires finaux) recevant une aide humanitaire ou des prestations sociales.

L'accent a donc été mis sur des projets achevés, avec des biens pleinement opérationnels et générant un excédent de revenus locatifs utilisé par des organisations bénéficiaires, dont l'impact en matière de développement peut être mesuré, estimé ou vérifié.

Comme l'on pouvait s'y attendre, et comme cela arrive souvent dans le domaine de la recherche, la principale difficulté rencontrée par l'Équipe a été de recueillir des données/informations issues du terrain (des bénéficiaires du financement du FIBA), étant

donné que certains projets remontent au début des années 2000. L'absence de données de référence et d'archives historiques précises a donc représenté un défi majeur. Autre difficulté rencontrée en raison du grand nombre d'activités menées par les bénéficiaires et des multiples ressources communes à leur disposition la mise en évidence de l'impact précis des revenus générés par les projets du FIBA. Ainsi, la présente publication donne une indication de l'impact obtenu, avec plus ou moins de certitude, mais contient tout de même des preuves solides d'un réel impact socioéconomique.























La présente publication relate les événements marquants de notre périple awqaf à la BID s'agissant du FIBA et se compose de la manière suivante :

1. Une brève présentation du concept awqaf ;
2. Une discussion autour de l'importance des awqaf en général et du FIBA en particulier dans le cadre des activités internationales de développement ;
3. Une présentation de la manière dont le concept des awqaf a été transformé en outil concret de développement via le FIBA ;
4. Une présentation générale du portefeuille du FIBA et de l'impact social de certains bénéficiaires ;
5. Une présentation approfondie d'études de cas et des principaux enseignements tirés de chaque projet ; et
6. Une vision prospective des futurs problèmes en matière des awqaf.

À titre d'exemple, les études de cas présentent l'impact des projets awqaf à divers niveaux et auprès de différents groupes, dont :

1. les bénéficiaires finaux des activités menées par les organisations bénéficiaires ;
2. les organisations bénéficiaires, qui ont accès à des fonds leur permettant d'assurer leur viabilité et stabilité financières ; et
3. les gouvernements, lorsque les projets FIBA les ont incités à adopter un nouveau cadre réglementaire awqaf spécifiquement instauré pour faciliter la mise en œuvre des projets FIBA et des futurs projets awqaf en général.

Le tableau ci-dessous présente les bénéficiaires finaux des activités menées par les organisations bénéficiaires et décrites dans les études de cas :¹

Organismes bénéficiaires du waqf		Nombre de bénéficiaires à long terme	Nombre total de bénéficiaires	Financement par le waqf	Autre/commentaires	SDGs
BID-Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf		7 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou en informatique et trouvé un emploi ; les autres bénéficiaires participent à des programmes à long terme.	43,000	Total	92% des participants au programme ont trouvé un emploi qui, pour la plupart, a changé leur vie.	   
Fujairah Welfare Association (EAU)		6 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou ont participé à des ateliers et au programme « Familles productives ».	9 Million	Partiel	50 000 parrainages chaque année (orphelins, étudiants, familles, besoins spécifiques) et de nombreuses initiatives ponctuelles.	     
Towfiq Welfare Society (Somalie et Kenya)		Aide apportée à 20 000 orphelins, étudiants et enseignants.	400,000	Partiel	Gestion d'organismes d'infrastructure sociale, dont sept écoles et une université avec un hôpital intégré.	    
Haute Autorité du Waqf (Sénégal)		12 500 étudiants des principales daaras (écoles coraniques) devraient en bénéficier.	12,500	Partiel	Soutien apporté à 64 daaras (écoles coraniques).	  

¹ Par souci de commodité, les chiffres indiqués sont arrondis. Pour le Sénégal, il s'agit des chiffres prévus/estimés.



La présente publication donne une indication de l'impact obtenu, avec plus ou moins de certitude, mais contient tout de même des preuves solides d'un réel impact socioéconomique

Par ailleurs, la présente publication souligne le rôle potentiel des awqaf en faveur :

1. des chaînes de valeur caritatives ;
2. des activités des ONG dans des régions fragiles et gangrenées par des conflits ; et
3. de la pérennité des projets de développement, en y intégrant des composantes awqaf.

La présente publication met l'accent sur la nature mobilisatrice des ressources du FIBA, qui signifie que chaque investissement peut avoir le triple impact financier suivant sur la disponibilité des ressources en matière de développement :

1. Il participe directement au financement de projets immobiliers d'envergure, qui offrent la possibilité d'une génération de revenus pérennes (**les projets approuvés représentent en moyenne 18,9 millions USD**) ;
2. Il mobilise et rassemble des ressources financières supplémentaires issues de la BID, des organisations bénéficiaires et/ou de philanthropes (**le ratio de mobilisation de ressources par le FIBA est d'environ 5,5/1**) ; et

3. Il redonne vie à des biens précédemment affectés et débloque ainsi d'énormes ressources inexploitées (**près d'un million de mètres carrés de surface bâtie a été financé**).

La présente publication n'existerait pas sans le dévouement de l'Équipe FIBA².

De précieuses contributions directes et informations ont également été reçues de la part de divers professionnels internes et externes à la BID. L'Équipe souhaiterait en particulier exprimer sa sincère gratitude envers les personnes suivantes pour leurs contributions directes au contenu de la présente publication et, par extension, à leurs entités et départements respectifs :

- D^r Layachi Feddad, spécialiste supérieur en charia, IIRF
- D^r Mohammad Abdullah, Directeur, Charia, Investissement des entreprises chez First Abu Dhabi Bank (FAB)
- Khalid Ahmed, jeune cadre, BID
- Ahmed Berthé, économiste, RSDD, BID
- Jawara Gaye, spécialiste supérieur en éducation, BID

Enfin, l'Équipe est redevable envers les organisations bénéficiaires, qui ont joué un rôle central dans la production de la présente publication. Nous souhaitons en particulier exprimer nos vifs remerciements à la direction des organisations dont les projets sont présentés dans le chapitre sur les études de cas pour leur temps, leur soutien et leur hospitalité.

Nous espérons que la présente publication décrive fidèlement les efforts colossaux déployés par les parrains/bénéficiaires du financement du FIBA ainsi que les initiatives menées par ce dernier, qui constitue un levier unique de promotion du développement socioéconomique à l'échelle mondiale.

**En vous remerciant,
L'Équipe du FIBA**

² L'Équipe du FIBA est composée des membres du personnel de la Banque islamique de développement ci-après : Équipe de rédaction du rapport : Bayan Atallah Almazroui, Assistant technique, Yoseph Alsawady, jeune cadre, Ghassen Khelifi, jeune cadre, Al-Amin Mutallab, jeune cadre, Dr Mohamed Ali Chatti, Chef de division, IFI, Directeur par intérim, DDSFI, Syed Asim Raza, Dr Mohamed Ahmed Mohamed Salem, Mohamed Guerhazi, Hassan Mahfouz et Mohammad Iqbal Jhumka (émérite).



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS DU PRÉSIDENT DE LA BID	04
ABRÉVIATIONS	11
CHAPITRE 1 : INTRODUCTION	12
A. Informations contextuelles sur les awqaf	14
B. Soutien concret de la BID aux awqaf	15
CHAPITRE 2 : LES AWQAF COMME COMPOSANTES DE LA FINANCE SOCIALE ISLAMIQUE	16
A. Les awqaf du point de vue de la charia et de la jurisprudence islamique	18
1. La tradition des dotations dans l'islam	18
2. L'investissement dans et le développement de biens awqaf du point de vue de la charia	19
3. Le rôle de la jurisprudence en matière d'encouragement de l'investissement dans des biens awqaf	19
4. Les exigences jurisprudentielles afférentes à la redynamisation du concept d'awqaf	20
B. Similitudes et différences entre les awqaf islamiques et les dotations occidentales : théorie et pratique	21
CHAPITRE 3 : L'IMPORTANCE DU FIBA EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT	22
A. Le rôle des awqaf en matière de développement	24
1. Caractéristiques du waqf comme principe de développement économique	25
2. Possibilités de synergie avec d'autres initiatives menées par la BID en vue de soutenir la société civile	26
3. Étude de cas sur la possibilité de synergie avec un projet d'éducation de la BID	27
B. Le rôle du FIBA en tant que fonds d'investissement à impact	28
CHAPITRE 4 : LE FIBA COMME SOUTIEN DU RÔLE CONCRET DES AWQAF EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AU SEIN DE LA BID	30
A. Ressources du FIBA	32
B. Rôle du FIBA	33
1. Mission du FIBA	33
2. Objectif du FIBA	33
C. Modèle de fonctionnement du FIBA et cycle de vie des projets	34
D. Informations destinées aux investisseurs potentiels du FIBA	35
E. Informations destinées aux bénéficiaires potentiels du financement du FIBA	35
CHAPITRE 5 : PERFORMANCE ET IMPACT DU FIBA	36
A. Analyse du portefeuille	38
1. Projets approuvés	39
2. Secteurs des bénéficiaires	40
3. Répartition géographique	41
4. Sources de financement des projets et sommes mobilisées	43
5. Modes de financement des projets	44
6. Durée et état des projets	46
7. Superficie de terrain, surface bâtie et types de projet	47
8. Aspect financier	48
B. Présentation de l'impact social du FIBA via certains bénéficiaires	50
1. Université islamique du Niger à Niamey (Niger) : projet waqf de complexe commercial et résidentiel	50
2. Centre de recherche de Médine (Arabie saoudite) : projet waqf de construction	51
3. Orphelinat musulman Makola à Colombo (Sri Lanka) : projet waqf de centre commercial sous forme de tours jumelles	51
4. Organisation Al-Magzoub à Khartoum (Soudan) : projet waqf de complexe commercial et résidentiel	52
5. Université islamique internationale de Chittagong (IIUC) : projet waqf de tour d'affaires	53
6. Association philanthropique islamique Al-Makassed à Beyrouth (Liban) : projet waqf d'extension et de rénovation du centre commercial Bazerkan	53

CHAPITRE 6 : ÉTUDES DE CAS DÉTAILLÉES	54
A. Étude de cas 1 : Banque islamique de développement - Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf (BID-BISEW)	58
1. Profil de l'organisation bénéficiaire	58
2. Description du bien waqf	58
3. Résultats financiers	60
4. Impact socioéconomique du projet waqf	61
5. Gestion	66
6. Gouvernance	66
7. Durabilité	66
8. Enseignements tirés	66
9. Défis	67
10. Témoignages individuels	68
B. Étude de cas 2 : Waqf Nama de la Fujairah Welfare Association	70
1. Profil de l'organisation bénéficiaire	71
2. Description du bien waqf	72
3. Résultats financiers	72
4. Impact socioéconomique du projet waqf	72
5. Gestion	76
6. Gouvernance	76
7. Durabilité	76
8. Enseignements tirés	76
C. Étude de cas 3 : Waqf de la Towfiq Welfare Association (ou Towfiq Trust)	77
1. Profil de l'organisation bénéficiaire	77
2. Description du bien waqf	77
3. Résultats financiers	78
4. Impact socioéconomique du projet waqf	79
5. Gestion	83
6. Gouvernance	84
7. Durabilité	84
8. Enseignements tirés	84
9. Défis	84
D. Étude de cas 4 : Projet Waqf des Daaras au Sénégal	85
1. Profil de l'organisation bénéficiaire	85
2. Description du bien waqf	86
3. Résultats financiers	87
4. Impact socioéconomique du projet waqf	88
5. Gestion	90
6. Gouvernance	90
7. Durabilité	90
8. Enseignements tirés	90
ANNEXES	91
A. Annexe 1 : Investisseurs actuels du FIBA	92
1. Participants au FIBA et leur contribution au capital libéré au 31/12/2018	92
2. Présentation des investisseurs du FIBA autres que la BID	93
3. Membres du Comité des participants du FIBA au 31 décembre 2018	96
4. Membres du Comité de supervision du FIBA au 31 décembre 2018	97
B. Annexe 2 : Informations destinées aux investisseurs du FIBA	98
C. Annexe 3 : Informations destinées aux bénéficiaires du FIBA	100



Enfants à l'orphelinat musulman de Makola

ABRÉVIATIONS

AH	Calendrier hégirien (islamique)	GBID	Groupe de la Banque islamique de développement
FIBA	Fonds d'investissement des biens awqaf	FSID	Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID)
BTEB	Conseil de l'enseignement technique du Bangladesh	RAS	Royaume d'Arabie saoudite
TCAC	Taux de croissance annuel composé	UK	Université de Kismaayo, Somalie
CAIR	Conseil des relations américano-islamiques	KYC	Know Your Customer (connaissance de la clientèle)
OSC	Organisation de la société civile	LIBOR	Taux interbancaire pratiqué à Londres
TCD	Taux de couverture de la dette	PM	Pays membre
DWSF	Daras Waqf Support Facility	BMD	Banque multilatérale de développement
FAB	First Abu Dhabi Bank	MENA	Moyen-Orient et Afrique du Nord
FDRP	Programme de développement et de réhabilitation des familles (FWA)	NCRB	Nama Commercial and Residential Building, Fujairah, EAU
TRI	Taux de rentabilité interne	ONG	Organisation non gouvernementale
FWA	Fujairah Welfare Association	PNM	Pays non-membre
CCG	Conseil de coopération du Golfe	APD	Aide publique au développement
DGV	Distribution générale de vivres	OCI	Organisation de Coopération Islamique
GIIN	Réseau mondial d'investissement à impact	PBSL	« Que la paix soit avec lui », phrase généralement prononcée après le nom d'un prophète)
PME	Partenariat mondial pour l'éducation	PQP	Programme quinquennal du Président (BID)
HAW	Haute Autorité du Waqf, Sénégal	PROMOD	Projet de modernisation des daaras
TIC	Technologies de l'information et de la communication	RAK	Émirat de Ras al-Khaimah, EAU
BID-BISEW	Banque islamique de développement - Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf	RSDD	Département Résilience et Développement social, BID
DI	Déplacés internes	ODD	Objectif de développement durable
IFI	Investissements en finance islamique (division de l'IFSDD)	ASS	Afrique subsaharienne
IFSDD	Département Développement du secteur financier islamique, BID	TK	Taka (devise du Bangladesh)
IIUC	Université islamique internationale de Chittagong, Bangladesh	TWS	Towfiq Welfare Society, Somalie
IIRF	Institut islamique de recherche et de formation	EAU	Émirats arabes unis
BID	Banque islamique de développement	CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
		PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

01



Enfants recevant une éducation à l'orphelinat d'BID-BISEW Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.



INTRODUCTION

CHAPITRE 01

INTRODUCTION

Les dotations caritatives islamiques (awqaf) constituent un pilier important de la finance islamique sociale, soutenu par la Banque islamique de développement (BID). Au-delà de l'histoire islamique, le concept de waqf/d'awqaf est particulièrement important dans le cadre des activités internationales de développement actuelles. Ainsi, au moyen de son fonds unique en son genre, le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA), la BID vise à soutenir le rôle concret des awqaf en matière de développement.



Historiquement, les awqaf ont sensiblement contribué au financement durable de nombreuses prestations sociales, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. En effet, sous les Califats omeyyade et abbasside, l'on estime que plus de 60% des services publics étaient financés grâce au waqf

A. Informations contextuelles sur les awqaf

Awqaf (waqf au singulier, parfois écrit awkaf et wakf) est un mot arabe qui désigne des biens donnés, légués ou acquis afin d'être détenus en fiducie perpétuelle en faveur de causes caritatives générales ou spécifiques d'intérêt social. À bien des égards, le concept de waqf s'apparente au concept occidental de dotation. Le fort accent mis sur le caractère perpétuel des awqaf a donné lieu, au fil des ans, à une accumulation considérable de richesses sociales, à tel point que le concept d'awqaf s'est transformé en un secteur économique majeur, dédié à l'amélioration des conditions socioéconomiques dans les pays membres et non-membres de la BID recensant des communautés/populations musulmanes.

Les bénéficiaires des awqaf sont divers et variés, mais sont principalement actifs dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de l'aide humanitaire, des services de santé gratuits, ou encore de l'enseignement de l'histoire, la culture et l'environnement religieux et contemporains. Bien qu'il s'agisse initialement d'un grand principe religieux, l'idée sous-tendant le concept d'awqaf est probablement intéressante pour la communauté de développement au sens large.

Historiquement, les awqaf ont sensiblement contribué au financement durable de nombreuses prestations sociales, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. En effet, sous les Califats omeyyade et abbasside, l'on estime que plus de 60% des services publics étaient financés grâce au waqf³. Avant toute chose, les awqaf finançaient les prestations (et l'infrastructure) sociales de base, telles que l'éducation et la santé, ainsi que les moyens de subsistance ou la sécurité sociale des nécessiteux. Outre ces besoins fondamentaux, les awqaf ont joué un rôle majeur dans le développement de la vie culturelle et scientifique, puisqu'ils ont permis de financer la production de livres, la construction de bibliothèques et la recherche dans divers domaines scientifiques religieux et laïcs.

3 Wael B. Hallaq, 1955-. The Impossible State: Islam, Politics, and Modernity's Moral Predicament. New York: Columbia University Press, 2013.



Étudiants de la médersa Nayanagar d'IsDB-BISEW, Bangladesh Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

Par ailleurs, de nombreuses institutions occidentales modernes, en particulier de grandes universités, dépendent largement des dotations. En effet, des spécialistes ont affirmé que l'Occident s'était inspiré et avait bénéficié de l'expérience des awqaf islamiques pour créer des établissements d'enseignement soutenus par des dotations depuis la découverte de la civilisation ottomane par l'Occident.

Il n'est donc pas surprenant que la plupart des universités occidentales les plus prestigieuses (Oxford, Cambridge, la London School of Economics and Political Science, Harvard et Stanford) soient soutenues par d'importantes dotations. À titre d'exemple, le Massachusetts Institute of Technology (MIT) compte sur plus de 11 milliards USD de dotations caritatives pour financer ses activités de recherche.

B. Soutien concret de la BID aux awqaf

Le FIBA traduit la volonté de la BID d'apporter un soutien concret au secteur des awqaf. En effet, le FIBA promeut les awqaf comme instrument de développement axé sur la finance sociale, tout en respectant les principes de jurisprudence en la matière. Son mandat lui permettant de financer la constitution et/ou le développement de dotations immobilières islamiques fait du FIBA un fonds unique parmi les BMD, qui vise avant tout une pérennité financière intergénérationnelle.

Le FIBA finance (via des modes de financement conformes à la charia) la construction ou l'acquisition de biens corporels immobiliers qui génèrent un rendement. Une partie de ce rendement est reversée au fonds, le reste étant utilisé pour financer les activités du bénéficiaire sur la période de remboursement. À la fin de cette période, le bien est enregistré comme waqf et l'ensemble des revenus dégagés échoient au bénéficiaire, lui procurant une source de revenus pérenne pour financer ses activités d'intérêt social.

En tant que mécanisme de soutien concret aux awqaf pour favoriser leur impact en matière de développement, le FIBA fait figure d'exemple et est désormais prêt à passer à la vitesse supérieure. En effet, avec un capital libéré total de 79,92 millions USD complété par une ligne de financement de 100 millions USD accordée par la BID, le portefeuille du FIBA comprend 55 projets dans 29 pays membres (PM) et non-membres (PNM) de la BID, représentant 1,1 milliard USD d'investissements cumulés. Ces projets illustrent le rôle majeur des awqaf en général et du modèle du FIBA en particulier dans le cadre du développement. Même si la documentation scientifique sur l'impact ne cadre pas avec le périmètre de la présente publication, notamment en raison de son caractère rétrospectif, un aperçu des domaines d'impact (voire, dans certains cas, des impacts spécifiques) répertoriés est fourni dans le présent document.

02



Projet présenté le 28 mars 2019 au bureau de la BID. Source: FIBA



LES AWQAF COMME COMPOSANTES DE LA FINANCE SOCIALE ISLAMIQUE

CHAPITRE 02

LES AWQAF COMME COMPOSANTES DE LA FINANCE SOCIALE ISLAMIQUE

La finance sociale a connu un essor ces dernières années et s'est imposée comme pilier majeur parmi d'autres modes de financement. En effet, elle est devenue une importante source de revenus supplémentaire aux côtés du financement commercial ou à but lucratif. Elle consiste à investir les ressources financières d'organismes sociaux en vue de les optimiser pour accroître les dépenses sociales et lutter contre les problèmes sociaux comme le chômage, la pauvreté et l'analphabétisme.



La constitution de dotations (awqaf) est une action caritative d'adoration, tel qu'en attestent les textes généraux du Coran et la tradition (sunna) du prophète Mahomet (PBSL), ainsi que le consensus de ses compagnons

A. Les awqaf du point de vue de la charia et de la jurisprudence islamique

Par : Dr Layachi Feddad, spécialiste supérieur en charia, IIRF

La finance sociale a connu un essor ces dernières années et s'est imposée comme pilier majeur parmi d'autres modes de financement. En effet, elle est devenue une importante source de revenus supplémentaire aux côtés du financement commercial ou à but lucratif. Elle consiste à investir les ressources financières d'organismes sociaux en vue de les optimiser pour accroître les dépenses sociales et lutter contre les problèmes sociaux comme le chômage, la pauvreté et l'analphabétisme.

Dans les sociétés islamiques, les organismes sociaux auxquels il convient de prêter une attention particulière sont les institutions bénéficiant de dotations caritatives islamiques (awqaf). En effet, l'investissement des ressources et actifs des organismes awqaf est essentiel au vu de leur rôle sociétal prépondérant.

1. La tradition des dotations dans l'islam

La constitution de dotations (awqaf) est une action caritative d'adoration, tel qu'en attestent les textes généraux du Coran et la tradition (sunna) du prophète Mahomet (PBSL), ainsi que le consensus de ses compagnons.

La source textuelle de la légitimité du waqf comme principe religieux issu de la sunna est un récit concernant le compagnon du prophète et deuxième calife, Omar ibn al-Khattâb.⁴ Interrogé par Omar sur la manière d'utiliser la meilleure parcelle de terre qu'il ait jamais possédée, le prophète (PBSL) répond : « Si tu le souhaites, tu peux la laisser de côté (restreindre son utilisation) et donner ses fruits (ce qu'elle produit) en charité, mais le bien originel ne doit

pas être vendu, cédé ni légué. » Par ailleurs, tous les compagnons du prophète suffisamment riches sont réputés avoir constitué des awqaf, et leur importance faisait l'objet d'un consensus entre eux.⁴

Ainsi, pour que les bénéficiaires puissent tirer parti du waqf à perpétuité, **il convient de prendre soin du bien waqf** via son développement et son investissement.

2. L'investissement dans et le développement de biens awqaf du point de vue de la charia

La finalité (maqṣad) de protection des biens est l'un des finalités générales de la charia (maqāsid alsharia) qui découlent de l'obligation de préserver les cinq choses essentielles : la religion, l'honneur, les liens du sang, la raison et les biens. L'une des principales conclusions que l'on peut tirer de ce maqṣad est la nécessité d'œuvrer au développement du bien waqf et d'investir par différents moyens conformes à la charia afin de le préserver du délabrement. L'investissement dans les biens awqaf consiste en le développement et la croissance de biens awqaf via des actifs, loyers ou bénéfices obtenus grâce à des méthodes d'investissement autorisées par la charia.⁵

L'investissement dans des biens awqaf est une activité légitime encouragée par la charia. En règle générale, la nécessité de prospérer mentionnée dans le verset coranique suivant : « Il t'a créé, t'a fait peupler la terre et t'y a fait prospérer »⁷ fait référence au développement et à l'investissement de ressources en vue d'améliorer le bien-être. Plus précisément, l'investissement dans des biens awqaf contribue à la finalité (maqṣad) de préservation et de développement des biens, qui constitue l'un des cinq finalités générales (maqāsid) de la charia.

En effet, l'investissement des biens d'orphelins et d'autres personnes nécessiteuses afin de subvenir à leurs besoins et de préserver et accroître leur capital⁸ s'inscrit dans le cadre des recommandations prophétiques. Le prophète (PBSL) est réputé avoir déclaré : « Investis les biens des orphelins afin qu'ils ne soient pas consommés par la charité »⁹.

3. Le rôle de la jurisprudence en matière d'encouragement de l'investissement dans des biens awqaf

Les codes jurisprudentiels et les organes de formulation de la jurisprudence collective tels que les conseils du fiqh, les normes issues de la charia ainsi que la législation et la réglementation en matière

d'awqaf émettent des recommandations sur la manière d'investir dans les biens awqaf. Ces recommandations portent notamment sur les méthodes et critères d'investissement à adopter en vue d'atteindre l'objectif social du waqf et d'accroître les gains échéant aux bénéficiaires.

Les principales considérations à prendre en compte dans le cadre de l'investissement dans des biens awqaf et leur rendement sont les contrôles effectués par des juristes et des experts, qui consistent à :¹⁰



s'assurer que les investissements sont conformes à la charia ;



tenir compte des conditions imposées par le(s) constituant(s) de la dotation quant à l'utilisation des biens par le nazir ;



éviter les investissements à haut risque ;



diversifier le portefeuille d'investissement afin d'atténuer les risques ;



s'appuyer sur les études de faisabilité économique des projets d'investissement awqaf ;



choisir des formules d'investissement adaptées à la nature des dotations, avec l'objectif de dégager des intérêts tout en atténuant le risque de perte des droits des bénéficiaires.



obtenir un rendement social sur les investissements awqaf sans compromettre les gains en faveur des bénéficiaires finaux.

4 Fath Al-Bari, Vol. 5, Pg. 402.

5 Ibn Qudamah, Al-Mughni, Vol. 8, Pg. 186; Ibn Hajar, Fath Al-Bari, Vol. 5, Pg. 402; Burhanuddin Al-Trabelsi, Al-Isa'af fi Ahkam Al-Awqaf, Pg. 13.

6 Résolution n° 140 (6/15) sur l'investissement dans le waqf et son rendement, Quinzième session, Muharram 1425 AH, mars 2004. Point I.1.

7 Sourate Hūd, verset 61.

8 Cf. Al-Razi, Al-Tafsir al-Kabir, Vol. 9, p. 186, publié par The Revival of Arab Heritage House, Beyrouth.

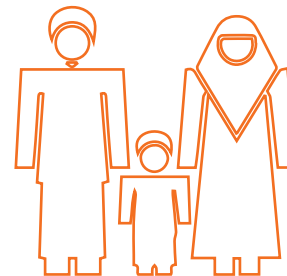
9 L'imam Al-Nawawi a dit : rapporté d'Omar ibn al-Khattāb (que Dieu soit satisfait de lui) par Al-Bayhaqi, il a déclaré : « Son isnad (citation) est sahih (authentique) ». Al-Tabaraani a déclaré dans Al-Awsat qu'Anas ibn Malik avait dit : le Messager de Dieu (que la paix et la bénédiction de Dieu soient sur lui) a déclaré : « Exploite les biens des orphelins afin qu'ils ne soient pas consommés par la zakat ». Al-Haythami a déclaré qu'Al-Iraqi avait dit : « Son isnad est sahih ». Cf. Al-Nawawi, Al-Majmu', Vol. 5, p. 329 ; Al-Bayhaqi, Al-Sunan al-Kubra, Vol. 4, p. 107.

10 Al-Shuaib, Istithmar Amwal Al-Waqf, p. 27; Al-Ammar, Istithmar Amwal Al-Waqf, p.28.

4. Les exigences jurisprudentielles afférentes à la redynamisation du concept d'awqaf

De par sa signification et son contenu, le waqf est un principe socioéconomique qui peut contribuer au développement de la société lorsqu'un certain nombre de conditions sont réunies. Citons notamment la volonté des décideurs d'exploiter le waqf pour atteindre leurs objectifs dans les domaines concernés, tels que l'éducation, la santé et les prestations sociales.

L'étape suivante consiste à élaborer un plan stratégique afin de promouvoir le rôle du waqf en matière de développement, fondé sur des principes clairs de la charia, en tenant compte des exigences pratiques et des contraintes imposées par les conditions socioéconomiques de chaque pays, société islamique ou communauté musulmane. Ce plan a pour but d'instaurer un système législatif (cadre réglementaire) régissant les awqaf, en s'appuyant sur la tradition prophétique et la jurisprudence islamique (fiqh). En effet, la jurisprudence relative aux awqaf est à la fois flexible et originale, ce qui laisse le champ relativement libre à la constitution de nouvelles dotations pour répondre aux besoins pressants de la société ; un tel système permettrait donc de renforcer le rôle du waqf en matière de développement.



Il est important d'élaborer un plan stratégique afin de promouvoir le rôle du waqf en matière de développement, fondé sur des principes clairs de la charia, en tenant compte des exigences pratiques et des contraintes imposées par les conditions socioéconomiques de chaque pays, société islamique ou communauté musulmane



Étudiants de Borohatia Madrasah, BID-BISEW, Bangladesh

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

B. Similitudes et différences entre les awqaf islamiques et les dotations occidentales : théorie et pratique

Par : D^r Mohammad Abdullah, Directeur, Charia, Investissement des entreprises chez First Abu Dhabi Bank (FAB).

Le waqf (awqaf au pluriel) est souvent comparé à la fiducie anglaise¹¹ ou à la dotation¹² dans les pays occidentaux. Toutefois, les principes du waqf et de la dotation anglaise ont évolué au sein de deux environnements sociaux, juridiques et économiques différents.

Le concept de waqf est né au Moyen-Orient au VII^{ème} siècle, tandis que celui de fiducie est apparu en Angleterre au XII^{ème} siècle. La naissance de ces deux concepts résulte de deux visions du monde différentes.

Le waqf désigne une action caritative islamique non obligatoire et tire ses origines de l'ère prophétique. L'évolution du waqf en tant que principe socioéconomique a été synonyme de nombreux avantages pour les premières sociétés musulmanes. À travers l'histoire islamique, le waqf a fortement contribué à garantir une sécurité sociale et à satisfaire les besoins essentiels des populations. Le waqf a joué un rôle primordial dans la promotion de l'éducation, de la religion, de la spiritualité et du bien-être de tous. En résumé, le principe du waqf a permis de créer une chaîne de charité pérenne dans l'ensemble du monde musulman et au-delà.

Le mécanisme du waqf est le reflet de la fiducie anglaise. Il est très probable que le concept et la structure de la fiducie anglaise, née au XII^{ème} siècle, soient inspirés du waqf. À l'instar de ce dernier, la fiducie a joué un rôle essentiel en matière d'institutionnalisation de la charité dans la société anglaise. Les protagonistes du waqf et de la fiducie sont mis en regard dans le tableau ci-dessous :

Waqif	Constituant
Maqf bihi	Bien / objet de la fiducie
Nazir/Muwalli	Administrateur
Mauqf Alayh	Bénéficiaire
Sighah	Déclaration

Le waqf est né en tant que principe caritatif islamique et a toujours conservé son caractère religieux à travers l'histoire. C'est ce caractère religieux qui distingue fortement ce principe de son homologue anglais



Orphelinat musulman de Makola, Bangladesh

Source: www.yathama.com

qu'est la fiducie. En effet, le waqf doit obligatoirement se conformer à la charia en termes de structure, de cadre administratif, de méthodes de gestion et d'objectifs visés. De son côté, et malgré ses nombreuses similitudes structurelles avec le waqf, la fiducie anglaise est devenue un instrument laïc non réglementé par une autorité religieuse.

Le waqf et la fiducie ont tous deux contribué efficacement à atteindre de nombreux objectifs caritatifs, chacun dans son contexte. Néanmoins, ces deux principes ont connu des périodes différentes de prospérité et de déclin tout au long de leur histoire. L'efficacité respective des deux principes ne peut être évaluée de manière globale, mais en juxtaposant les fonctions, la gestion et la portée d'un waqf ou d'une fiducie à titre individuel.

En règle générale, les méthodes de gestion du waqf et de la fiducie divergent à certains égards. Par rapport aux awqaf traditionnels, les awqaf actuelles sont probablement tout aussi efficaces que la fiducie anglaise, et même davantage dans certains pays comme la Malaisie, la Turquie et les EAU, où le waqf s'est transformé en institution moderne. Le waqf est alors un organisme à but non lucratif qui jouit d'une personnalité juridique propre et est régi par un conseil d'administration ; le waqf traditionnel, quant à lui, est habituellement géré par un seul mutawalli. Le waqf actuel est donc bien plus à même de s'adapter aux diverses évolutions juridiques et socioéconomiques.

11 Bien qu'il existe une différence technique entre les termes « dotation » et « fiducie caritative », les concepts sont sensiblement les mêmes.

12 La Charity Commission britannique définit une « dotation perpétuelle » comme « [...] de l'argent ou un bien initialement destiné à être indéfiniment détenu par une association caritative. Il s'agit généralement d'une restriction énoncée dans l'acte constitutif de l'organisation caritative » (Charity Commission, 2015). Il n'existe en revanche pas de définition précise de la fiducie caritative.

03



Le programme de formation professionnelle de la BID-BISEW en session dans le village d'enfants SOS à Dhaka, Bangladesh. Source: Bureau de gestion de la BID-BISEW.



L'IMPORTANCE DU FIBA EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

CHAPITRE 03

L'IMPORTANCE DU FIBA EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT

Au plus haut niveau, l'importance du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) en matière de développement international se traduit de deux manières, notamment par :

(1) la pertinence de son mandat ; et (2) son mécanisme de fonctionnement innovant.

Le FIBA jouit d'un mandat unique visant à soutenir la constitution et/ou le développement de dotations (awqaf) et contribue ainsi à la promotion du concept du waqf. Par ailleurs, le FIBA est conçu comme un fonds d'investissement à impact, qui verse des dividendes à la fois sociaux et financiers. L'importance du concept d'awqaf ainsi que l'impact de l'investissement dans le développement international sont présentés dans les sections ci-après.



Waqf en tant qu'outil de développement pourrait avoir un impact majeur dans le cadre des activités de développement, à court comme à long terme. À court terme, cela permettrait aux partenaires locaux (organisations) et aux projets de développement de bénéficier d'une indépendance et une pérennité financières.

A. Le rôle des awqaf en matière de développement

Le concept du waqf est particulièrement prometteur dans le cadre des activités de développement. En effet, il permettrait de décentraliser la prise de décisions, le financement et les initiatives en matière de développement. En tant que mécanisme hybride combinant des éléments des secteurs public et privé, le waqf vise à dégager des bénéfices dans le cadre d'une gestion privée indépendante, lesquels seront utilisés pour fournir des services publics. Les caractéristiques du waqf comme principe de développement économique sont décrites dans la première sous-section ci-après.

Avant d'aborder l'importance du financement par les awqaf dans le cadre des activités de développement en général, le FIBA s'adresse particulièrement aux pays dans lesquels ce concept est profondément ancré, puisque c'est cela qui a motivé sa création. La fourniture d'une source de financement vouée à redynamiser les biens awqaf peu ou pas utilisés peut permettre d'exploiter une accumulation considérable de richesses peu ou pas productives et d'encourager la réaffectation de nouvelles économies en faveur de la constitution de richesses publiques communes plutôt que de la consommation.

Au-delà de ce périmètre limité, la mise en œuvre du concept de waqf en tant qu'outil de développement pourrait avoir un impact majeur dans le cadre des activités de développement, à court comme à long terme. À court terme, cela permettrait aux partenaires locaux (organisations) et aux projets de développement de bénéficier d'une indépendance et une pérennité financières. En effet, la mise à disposition d'une source de revenus pérenne en faveur des ONG et organisations de la société civile fournissant des prestations sociales élargirait leur champ d'action. Cela permettrait également d'alléger la charge fiscale pesant sur les gouvernements via le financement ultérieur des frais de fonctionnement, à condition que des composantes awqaf soient intégrées à des projets

d'infrastructure sociale de plus grande envergure. Des exemples de synergie avec d'autres initiatives menées par la BID pour élargir le champ d'action de la société civile et alléger la charge fiscale sont présentés dans les deuxième et troisième sous-sections ci-après.

Sur le long terme, le concept de waqf pourrait surtout permettre de réduire la dépendance envers l'aide publique au développement (APD), qui serait alors remplacée par des richesses sociales produites à l'échelle nationale.



Cible 17.1: Renforcer la mobilisation des ressources nationales. Le concept de Waqf pourrait réduire la dépendance à l'égard de l'aide publique au développement, en la substituant à la richesse sociale générée au niveau national

1. Caractéristiques du waqf comme principe de développement économique

Par : D' Layachi Feddad, spécialiste supérieur en charia, IIRF

Dans sa définition première, le développement économique a pour but d'accroître le revenu national réel et, par là même, le revenu par habitant¹³. Ainsi, l'État dispose de davantage de ressources à investir. Le principe du waqf joue un rôle important dans ce domaine, puisqu'il contribue activement au développement socioéconomique des sociétés islamiques en finançant de nombreux services publics de base et en allégeant la charge fiscale qui pèse sur les gouvernements.

Le principe du waqf est, par essence, un outil de développement puisqu'il participe à la création de richesse et à l'accumulation de capital. En effet, le waqf est une forme durable et optimisée d'investissement du capital en raison de son caractère perpétuel¹⁴.

L'importance économique du waqf provient du fait qu'il réaffecte les fonds en faveur de l'investissement dans du capital productif plutôt que de la consommation, ce qui génère des revenus ou des bénéfices destinés à la population dans son ensemble ou à un sous-groupe en particulier d'une société donnée.

D'un point de vue législatif, le concept de waqf vise avant tout le développement du secteur tertiaire, qui est considéré comme indépendant des secteurs public et privé¹⁵.

La nature spécifique de la dotation (waqf) lui a permis de s'affranchir de la quête effrénée, caractéristique du secteur privé, de gains et bénéfices sans grand égard pour les objectifs sociaux. Toutefois, la gestion du waqf ne relève pas exclusivement du secteur public, qui souffre de nombreuses faiblesses et lacunes en matière de gestion et d'investissement des biens, y compris des dotations.

Ainsi, le principe du waqf s'apparente au secteur privé du fait de son but lucratif, mais est également proche du secteur public puisqu'il vise à atteindre des objectifs d'intérêt public et à donner la priorité aux avantages sociaux. En tant que tel, le waqf est une forme de patrimoine social n'appartenant pas à une personne ou un État en particulier, mais qui bénéficie à tous ceux qui en remplissent les conditions¹⁶.



SOMAK House, le bâtiment Waqf détenu par Towfiq Trust en faveur de TWS. Source: www.somak.com

13 Mohamed, Mahmoud Younis, Mubarak, Abdel Moneim Mohamed, Fundamentals of Economics, Pg. 404.

14 Kahf, Monzer, Waqf in Contemporary Islamic Society, Pg. 23-25.

15 Kahf, Monzer, Waqf in the Islamic Society, Pg. 25.

16 Qari, Muhammad ibn Ali, Waqf in the Islamic Economic System, Pg. 14.

2. Possibilités de synergie avec d'autres initiatives menées par la BID en vue de soutenir la société civile

Dans de nombreux pays en développement de l'OCI, notamment ceux classés parmi les pays les moins avancés et ceux touchés par une guerre ou une instabilité civile, l'économie publique et les instances politiques peinent à gérer les affaires intérieures et à parvenir à un réel développement pour leurs populations. En réalité, cette affirmation est également valable pour de nombreuses entités du secteur privé dans ces pays, la plupart étant incitées à rechercher des gains à court terme et n'ayant que peu d'intérêt (ou de capacité) à améliorer la situation socioéconomique de leur pays.

Étant donné la faiblesse et la fragilité institutionnelles des organismes publics et privés, la solidarité sociale et les organisations de la société civile émanant directement de la population constituent l'un des principaux piliers du développement durable dans ces pays. Dans de telles situations, l'État ou ses instances ne sont pas toujours en mesure de fournir des services publics en matière d'éducation et de santé dans les zones rurales isolées. Par ailleurs, il peut s'avérer difficile de convaincre des organismes privés à but lucratif d'investir dans le domaine de l'infrastructure sociale pour ces zones isolées ; une bonne alternative permettant d'atteindre les objectifs fondamentaux de développement durable consisterait à se tourner vers les ONG et les OSC, lesquelles seraient financièrement soutenues par le principe du waqf.

Au sein de la BID, la division Développement humain du département Résilience et Développement social intervient en faveur de l'élargissement du champ d'action des ONG ; de nombreuses possibilités de synergie et de collaboration avec le FIBA existent donc (étant donné que la plupart des bénéficiaires du fonds sont des ONG) dans les domaines mentionnés ci-après.

La division Développement humain a lancé l'initiative conjointe BID/FSID baptisée « Renforcement des capacités des ONG en faveur de la réduction de la pauvreté » et organisé des événements visant à promouvoir le rôle des OSC dans le cadre du développement et de l'intervention humanitaire.

Le programme de Renforcement des capacités des ONG en faveur de la réduction de la pauvreté est inspiré du programme actuel de la BID consacré aux ONG et consiste en une analyse de la collaboration de la BID avec la société civile et de la stratégie adoptée par le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID). Il s'inscrit dans le cadre du pilier « développement social inclusif » de la Stratégie décennale de la BID et du Programme quinquennal du Président (PQP), qui appelle à une participation accrue des organisations de la société civile (OSC) au sein d'un réseau de développeurs. Le programme vise à soutenir les pays membres (PM) afin qu'ils atteignent les Objectifs de développement durable (ODD).

L'objectif du programme est de contribuer à la réduction de la pauvreté dans les PM de l'OCI via des initiatives humanitaires et de développement. Plus précisément, il améliorera les conditions



15 000 réfugiés et orphelins auront accès à un enseignement élémentaire de qualité et au développement de leurs compétences ;



3 000 familles modestes verront leurs moyens de subsistance augmenter via des activités génératrices de revenus ;



Renforcement des capacités de 500 ONG/OSC ; et



Accroissement des ressources via l'accès à des modes de financement innovants comme les partenariats ou le financement participatif.



Centre commercial spécialisé BCS Computer City

Source: Bureau de gestion IsDB-BISEW.

socioéconomiques des communautés isolées. Les principaux accomplissements du programme seront les suivants :

S'agissant de ce dernier point, le développement des awqaf en faveur des ONG/OSC pourrait fournir une source importante de financement durable. En effet, dans le cadre du programme d'Élargissement du champ d'action des ONG, il est prévu d'instaurer des mécanismes de financement durable afin d'accroître les ressources allouées aux ONG/OSC via des approches innovantes ciblant le secteur privé, les fondations, les philanthropes, les ONGI et d'autres partenaires non traditionnels.

3. Étude de cas sur la possibilité de synergie avec un projet d'éducation de la BID

Par : F. Jawara Gaye, Responsable principal, Education, BID

Les pays membres (PM) de la BID font face à une demande croissante en matière d'éducation, tant en termes de quantité que de qualité. Un financement adéquat est nécessaire à la promotion de l'égalité au sein du système éducatif et à la fourniture d'une éducation de qualité. À cette fin, la Politique de la BID en matière d'éducation a adopté le principe de l'« optimisation du financement éducatif » afin de garantir la pérennité des investissements dans l'éducation en faveur du développement humain. L'une des difficultés rencontrées par les pays membres (PM) en matière d'investissement dans l'éducation est la capacité des gouvernements à investir des capitaux en permanence, notamment pour le fonctionnement et l'entretien des installations ainsi qu'en vue d'aider les étudiants bénéficiaires à accéder à des niveaux de formation supérieurs dans le but d'accroître leur employabilité ou d'élargir leurs perspectives de travail en tant qu'indépendants. Les systèmes d'éducation et de formation des PM souffrent d'un accès restreint aux ressources financières plutôt que d'une pénurie de fonds, même si cela constitue un autre problème. La possibilité de mettre en œuvre des dispositifs de financement efficaces et durables permettant de compléter les sources de financement nationales et issues des donations reste limitée.

Traditionnellement, les dotations/awqaf sont un outil efficace de financement des établissements d'enseignement supérieur. La BID est l'une des premières à avoir soutenu/constitué des dotations/awqaf dans les PM en faveur de l'éducation et de la formation, principalement via des établissements/universités communautaires et non gouvernementaux.

Dans le cadre de sa politique d'éducation visant à « cultiver les partenariats à valeur ajoutée », la BID a signé, en avril 2019, une lettre d'intention avec le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), dont l'objectif est notamment de favoriser la collaboration afin d'exploiter de nouvelles ressources pour l'éducation via le Fonds à effet multiplicateur du PME. La BID s'est ainsi engagée à mettre à disposition une enveloppe globale de 30 millions USD, dont une subvention de 10 millions USD allouée par le PME au Tadjikistan.

Bien que le gouvernement du Tadjikistan souhaite affecter le financement de la BID aux infrastructures et installations scolaires, cette opération conjointe est l'occasion pour la BID de piloter un

investissement immobilier waqf avec le gouvernement afin de garantir la pérennité des fonds prêtés. La subvention du PME comprend une part « variable » s'élevant à 30% de ses ressources, conditionnée à l'obtention d'un résultat convenu qui déclenchera le déblocage de ces fonds au titre d'une activité donnée portant sur l'efficacité, l'équité ou l'apprentissage. Ainsi, une portion de la subvention allouée par le PME au Tadjikistan pourrait être mise en commun avec le financement du FIBA en vue de développer ou d'acquérir un bien immobilier, dont les revenus serviraient à financer le fonctionnement et l'entretien des infrastructures construites dans le cadre du projet, à attribuer des bourses aux filles et aux étudiants méritants pour leur permettre de passer de l'enseignement secondaire (gratuit et obligatoire) à l'enseignement supérieur (payant), ou encore à aider des étudiants à poursuivre des études supérieures en sciences et technologies. La BID pourrait envisager, comme autre possibilité, la constitution d'un waqf en faveur des écoles construites dans le cadre de ce projet (ou de futurs projets similaires) en vue de garantir une source de financement durable pour leur entretien, tout en affectant une partie du financement aux diplômés afin qu'ils poursuivent des études supérieures dans certains domaines.

Une fois mises en commun avec le financement du FIBA, les ressources du PME permettront d'accélérer le remboursement du prêt octroyé par le FIBA, tout en offrant au gouvernement une source de revenu fiable et indispensable. Le déblocage des ressources du PME pourrait être déclenché par la fourniture d'un terrain de qualité à exploiter ou l'instauration du cadre législatif nécessaire au waqf/financement islamique. De son côté, le prêt du FIBA sera assorti d'une garantie souveraine et soumis à une structure de gestion et de gouvernance du waqf convenue avec le gouvernement.

Ce modèle de donation en faveur de l'éducation est unique en son genre et illustre la valeur ajoutée de la collaboration entre la BID et le PME, qui vise non seulement à affecter des ressources à l'éducation, mais également à garantir la pérennité de l'investissement et à développer les capacités humaines des groupes vulnérables, des filles et des étudiants méritants. Il réalisera par ailleurs l'objectif premier d'une dotation, à savoir de fournir un financement restreint à une fin déterminée.



La BID est l'une des premières à avoir soutenu/constitué des dotations/awqaf dans les PM en faveur de l'éducation et de la formation, principalement via des établissements/universités communautaires et non gouvernementaux

B. Le rôle du FIBA en tant que fonds d'investissement à impact

Le concept de l'investissement à impact est particulièrement prometteur dans le cadre du financement du développement. Ce concept pourrait permettre de combler le déficit significatif de financement dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) du Programme mondial à l'horizon 2030. Il pourrait également contribuer à rassembler des investissements du secteur privé afin de soutenir des biens publics qui n'attirent généralement pas les investissements privés ; pour ce faire, il est prévu de développer des awqaf générateurs de revenus et, surtout, rentables dans le cadre de programmes de développement du second degré.

La réalisation des Objectifs de développement durable du Programme mondial à l'horizon 2030 constitue désormais une priorité pour la communauté de développement dont la BID est un acteur majeur. La réalisation des 17 ODD requiert un financement annuel de 5 000 à 7 000 milliards USD. L'ensemble des ressources financières allouées par les gouvernements, les établissements multilatéraux de développement et d'autres acteurs majeurs sont insuffisantes ; il est donc nécessaire de trouver des mécanismes de financement innovants en mesure de combler l'écart estimé à 3 000 milliards USD chaque année. La participation et la mobilisation de ressources issues du secteur privé sont essentielles à la réalisation des objectifs de développement, c'est pourquoi la communauté de développement se tourne désormais vers l'investissement à impact, parmi d'autres outils de financement innovants, en vue d'injecter des ressources du secteur privé dans le Programme à l'horizon 2030¹⁷.

L'investissement à impact consiste à déployer des fonds dans le but de générer un impact social et environnemental ainsi qu'un rendement financier¹⁸ et représente aujourd'hui l'un des piliers du Programme à l'horizon 2030. La dette privée et les capitaux propres constituent près de 65 % des investissements à impact, dont l'instrument principal est les obligations. Les particuliers fortunés et les établissements financiers de développement y contribuent également dans une large mesure. La finance islamique, qui repose sur des bases éthiques et sociales profondément enracinées, atteint depuis longtemps les objectifs de l'investissement à impact. Les deux modèles ciblent des univers d'investissement axés sur la valeur et assortis d'une vocation morale¹⁹. Le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) est l'un de ces instruments financiers islamiques que la BID présente comme un outil efficace d'investissement à impact.

En effet, depuis le début de ses activités en 2001, le FIBA s'efforce d'atteindre le double objectif de créer un impact durable, à la fois financier



Le concept de l'investissement à impact est particulièrement prometteur dans le cadre du financement du développement. Ce concept pourrait permettre de combler le déficit significatif de financement dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) du Programme mondial à l'horizon 2030

et social. Le FIBA octroie un financement à des entités possédant ou gérant des biens awqaf conformément aux principes de la charia, et ce, en vue de leur développement selon les critères de faisabilité financière et de rendement social généralement associés au concept de waqf (dotation). Le FIBA propose ainsi à ses participants, ou « actionnaires », d'obtenir un rendement financier grâce au développement des biens et un rendement social sous forme de financements en faveur des détenteurs de biens awqaf afin qu'ils développent ces derniers, dont les revenus sont utilisés à diverses fins caritatives et de développement.

Au cours des cinq dernières années, le FIBA a dégagé un rendement net distribuable de 3 à 4% par an. Une partie de ce rendement est distribuée sous forme de dividendes, tandis que la part restante est réinvestie dans le FIBA et représente les plus-values latentes revenant à ses participants. À fin 2018, la valeur des actions du FIBA s'élevait à 11 439 USD, contre 10 000 USD lors de sa création. Par ailleurs, le FIBA a versé des dividendes représentant entre 2,5 et 5% du capital sur les dix dernières années.

17 CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde, Genève, 2014

18 Réseau mondial d'investissement à impact (GIIN), thegiin.org

19 PNUD, I for Impact: Blending Islamic Finance and Impact Investing for the Global Goals, Istanbul, 2017.



Les filles de la médresa de Rasulpur apprennent à coudre dans les ateliers de formation professionnelle parrainés par BID-BISEW

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

Au fil d'es ans, le FIBA a financé des projets visant à dégager des revenus supplémentaires en faveur de nombreux bénéficiaires, dont des gouvernements, des organismes awqaf (dotations islamiques), des centres de recherche, des fonds de dotation, des ONG caritatives,, ou encore des universités.

Le FIBA octroie un financement à coût modéré et à fort impact à des organisations afin qu'elles constituent des awqaf dans le cadre de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). L'accent est particulièrement mis sur les objectifs suivants : Réduction de la pauvreté (ODD 1), Bonne santé et bien-être (ODD 3), Éducation de qualité (ODD 4), Travail décent et croissance économique (ODD 8), Autonomisation des femmes (ODD 10) et Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17).

La BID prévoit d'accroître le volume d'opérations awqaf à 2 milliards USD en une décennie. L'objectif est de renforcer sa contribution au développement de biens awqaf et, ainsi, à la redynamisation du concept de waqf, qui jouera un rôle majeur dans la promotion du développement humain à l'échelle mondiale, dans l'investissement à impact et dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, dont la BID est signataire.

La FIBA octroie un financement à coût modéré et à fort impact sur les organisations afin qu'elles constituent un cadre dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD). L'accent est particulièrement mis sur les objectifs suivants: Réduction de la pauvreté (ODD 1), Bonne santé et bien-être (ODD 3), Éducation de qualité (ODD 4), Travail décent et croissance économique (ODD 8), Autonomisation des femmes (ODD 10) et Partenariats pour la réalisation des objectifs (ODD 17)



04



FIBA a acheté une auberge pour étudiants à eskişehir Source: FIBA



LE FIBA COMME SOUTIEN DU RÔLE CONCRET DES AWQAF EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AU SEIN DE LA BID

CHAPITRE 04

LE FIBA COMME SOUTIEN DU RÔLE CONCRET DES AWQAF EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT AU SEIN DE LA BID

Consciente du potentiel des awqaf en matière de développement, la BID est l'une des premières à avoir financé plusieurs projets awqaf préalablement à la création du Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA). Ces projets illustrent la volonté de longue date de la BID d'apporter un soutien concret au concept d'awqaf.



Le FIBA aide les organisations awqaf et caritatives à remplir leur mission en leur fournissant les ressources nécessaires au développement de terrains awqaf appartenant à ces organisations, à la rénovation de biens awqaf, ou encore à l'acquisition de biens destinés à être utilisés comme awqaf

La création du FIBA a été approuvée en 1997 lors de la 6^{ème} réunion des ministres des Awqaf des pays membres de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI), qui s'est tenue à Jakarta, en Indonésie.

Le FIBA a permis d'institutionnaliser le soutien de la BID en faveur des awqaf, qui se traduit par le financement du développement de biens immobiliers awqaf, en ciblant particulièrement les biens dont les revenus sont destinés à être utilisés conformément aux conditions énoncées par le constituant waqif, étant donné que ce type d'awqaf vise à rembourser les fonds prêtés grâce aux revenus générés par le bien lui-même. Le FIBA distribuant des dividendes, une composante d'investissement à impact a été intégrée afin d'encourager la mobilisation de ressources en faveur des awqaf.

A. Ressources du FIBA

Aux côtés de neuf autres établissements, la BID a créé le FIBA en 2001 grâce à des souscriptions s'élevant à 50 millions USD.

À fin 2018, le FIBA compte 15 participants, dont la BID, des ministères des awqaf, des organisations awqaf et des banques islamiques, ainsi qu'un capital libéré total de 79,92 millions USD. La liste complète des participants au FIBA est fournie en **Annexe 1**. Afin d'accroître les ressources du FIBA, la BID a ouvert une ligne de financement de 100 millions USD, destinée à être utilisée dans le cadre des projets du FIBA. La ventilation des ressources financières du FIBA est illustrée dans le diagramme ci-dessous.

Affectation des ressources financières du FIBA



B. Rôle du FIBA

Le FIBA participe au financement de biens immobiliers commerciaux et résidentiels en tant que waqfs (dotations) générateurs de revenus assortis d'un waqf (dotation). Il ne finance pas la construction d'écoles, d'universités, de mosquées, d'établissements de santé et d'infrastructures similaires.

À fin 2018, le portefeuille du FIBA comprend 55 projets achevés ou en cours, pour une valeur totale de 1,4 milliard USD. La BID contribue à hauteur de 161 millions USD issus du FIBA et de 370 millions USD issus de sa ligne de financement, le reste provenant des bénéficiaires.

Le FIBA aide les organisations awqaf et caritatives à remplir leur mission en leur fournissant les ressources nécessaires au développement de terrains awqaf appartenant à ces organisations, à la rénovation de biens awqaf, ou encore à l'acquisition de biens destinés à être utilisés comme awqaf. Les organisations awqaf et caritatives bénéficiaires sont tenues d'utiliser les revenus locatifs générés par ces projets pour financer leurs activités sociales et caritatives.

1. Mission du FIBA

Le FIBA vise à redynamiser la sunna islamique du waqf via le développement de biens awqaf à travers le monde en vue d'accroître leur rendement et de contribuer au développement socioéconomique durable de l'oumma (communauté).

2. Objectif du FIBA

L'objectif du FIBA est de garantir la pérennité, l'indépendance financière et le développement social d'organisations philanthropiques qui œuvrent en faveur de l'oumma islamique.

La stratégie du FIBA consiste à octroyer un financement en vue de développer et d'investir, conformément aux principes de la charia islamique, dans des biens immobiliers awqaf résidentiels et commerciaux présentant une viabilité sociale, économique et financière dans des pays membres ou non-membres. Ainsi, ces biens awqaf auparavant laissés à l'abandon prennent de la valeur et deviennent des actifs de haut standing générateurs de revenus de prestige.

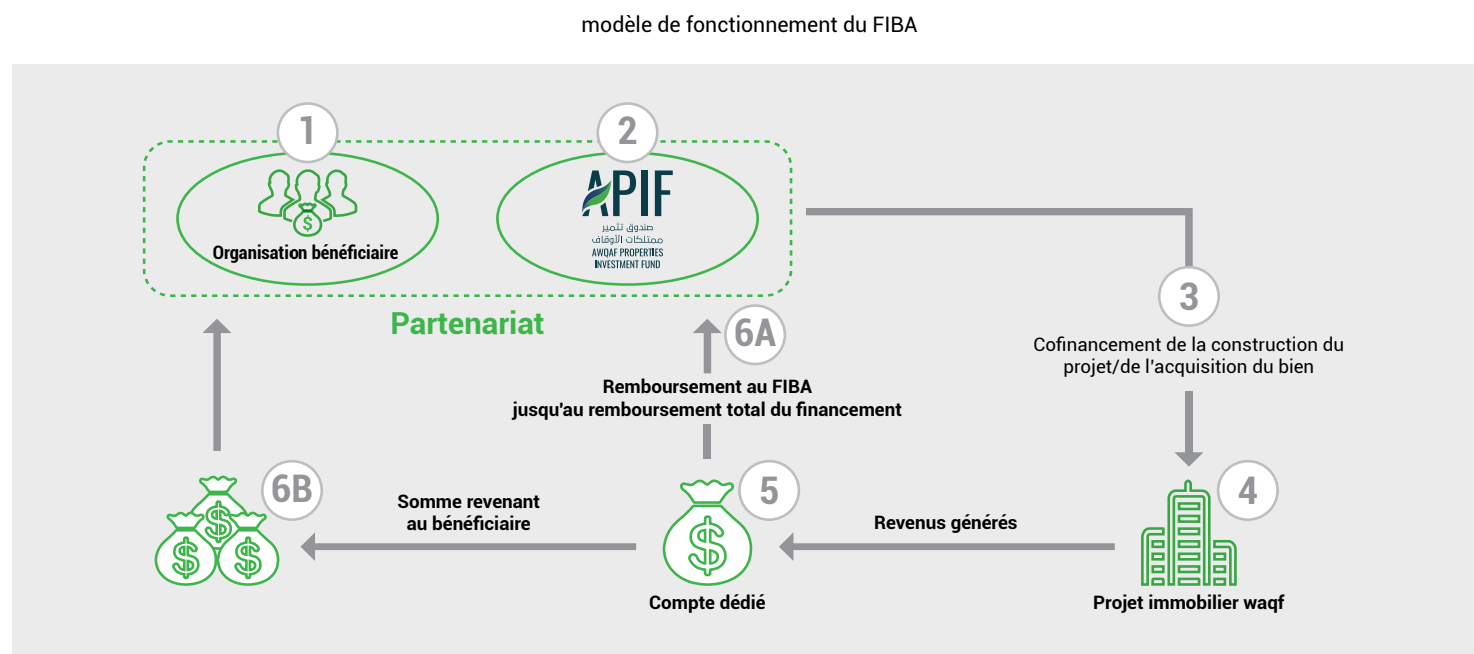


Tissage traditionnel dans le cadre du FDRP de la FWA.

Source: <https://www.alkhairia.org.ae>.

A. Modèle de fonctionnement du FIBA et cycle de vie des projets

En résumé, le FIBA aide des organisations menant des activités en faveur du développement à atteindre une pérennité financière via le financement du développement de terrains awqaf ou de la constitution de nouvelles dotations caritatives. Sous réserve d'une participation financière d'au moins 25% du coût total du projet ou de la fourniture d'une parcelle de terrain adéquate (en cas de projet sur site vierge) par le bénéficiaire, le FIBA finance la construction, la rénovation et/ou l'acquisition de biens immobiliers générateurs de revenus. En règle générale, le projet est conçu de manière à ce que le remboursement des fonds prêtés soit intégralement couvert par les revenus du projet lui-même et, idéalement, qu'une somme importante revienne au bénéficiaire pour financer ses activités sur la période de remboursement. Une fois les fonds remboursés, l'ensemble des revenus générés reviennent au bénéficiaire pour financer ses activités à perpétuité. Ce modèle est schématisé dans l'illustration 1 cidessous.



Le cycle de vie des projets du FIBA est globalement similaire à celui d'autres projets de développement menés par la BID, à quelques exceptions près. Tout d'abord, contrairement aux projets souverains, le document de lancement peut être une demande officielle émanant d'une entité souveraine ou non. En effet, le FIBA est l'une des rares sources de financement de la BID qui ne requiert pas **nécessairement** de garantie souveraine.

Ensuite, le FIBA peut accepter des demandes émanant d'organisations exerçant leurs activités dans des PM comme dans des PNM.

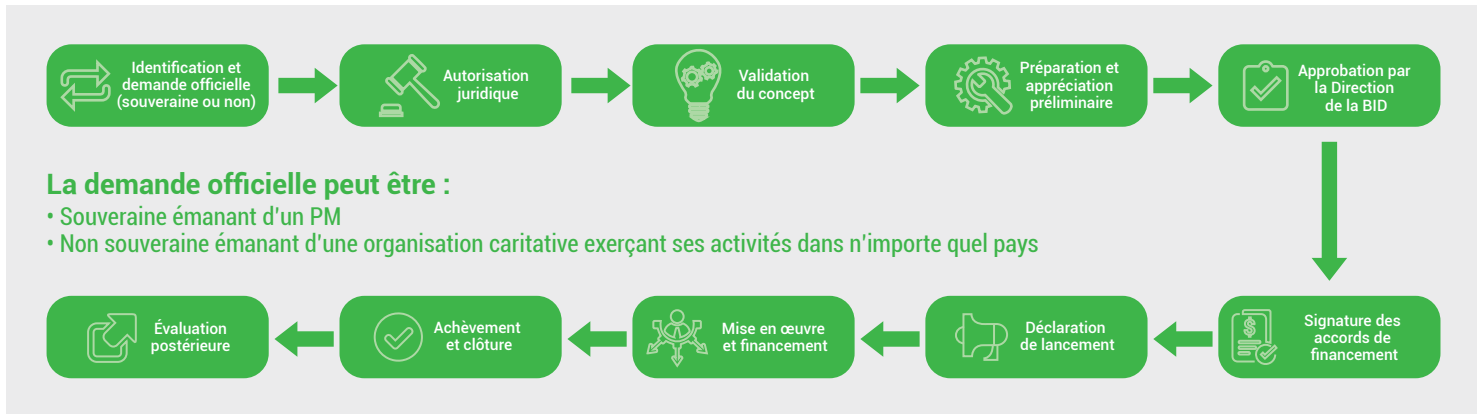
Enfin, l'accent est mis sur un contrôle juridique et de conformité préalable (KYC), étant donné que les projets du FIBA visent à apporter un soutien financier à des organisations menant d'ores et déjà des activités en faveur du développement afin qu'elles jouissent d'une pérennité financière. Ainsi, l'éligibilité et le mérite des activités du bénéficiaire ainsi que l'intégrité de ses principaux membres doivent être vérifiés au plus

tôt, puisque le FIBA n'intervient pas dans les activités de développement menées par l'organisation.

Autre caractère distinctif du cycle de vie des projets FIBA : les indicateurs financiers mesurés lors de la phase d'évaluation. Dans le cadre de ces projets, les indicateurs essentiels sont le taux de rendement interne (TRI) et le taux de couverture de la dette (TCD). Contrairement aux projets de développement souverains habituels, la plupart des projets du FIBA sont censés couvrir le remboursement des fonds grâce aux revenus du projet lui-même et n'ont donc pas lieu d'être s'ils ne permettent pas d'honorer les paiements échelonnés (étant donné que l'objectif premier de ces projets est la génération de revenus). Idéalement, et outre l'aspect sécuritaire, le TCD devrait être suffisamment important pour que les revenus soient bien supérieurs aux paiements échelonnés et permettent de financer les activités du bénéficiaire, y compris pendant la période de remboursement.

Le cycle de vie des projets du FIBA est décrit dans ci-dessous.

Cycle de vie du projet FIBA



La demande officielle peut être :

- Souveraine émanant d'un PM
- Non souveraine émanant d'une organisation caritative exerçant ses activités dans n'importe quel pays

Source: FIBA team

B. Informations destinées aux investisseurs potentiels du FIBA

De manière générale, le FIBA est un outil d'investissement sécurisé qui permet de créer un impact social. En effet, son dividende relativement faible (en moyenne, 3,5% par an du montant investi depuis sa création, avec un dividende distribué d'un minimum de 2,5% au cours des dix dernières années) est contrebalancé par son dividende social, son caractère peu risqué et l'appréciation de ses actions.

Le FIBA est libellé en dollars américains et géré par la Banque islamique de développement, conformément au concept islamique de moudaraba et au règlement du FIBA.

La BID endosse le rôle de moudarib et agit en qualité de gestionnaire et dépositaire du FIBA. De ce fait, le FIBA **bénéficie des fonctions de soutien de la BID (ex. achats, service juridique, gestion des risques, KYC et contrôle financier), de l'expertise en gestion d'un établissement noté AAA, ainsi que de l'écosystème global de développement** de la BID fondé sur la finance islamique.

La BID, en qualité de moudarib (gestionnaire du fonds), fait preuve d'une extrême prudence lorsqu'il octroie un financement issu des ressources du FIBA. Parmi les mesures prises à cette fin, citons un contrôle préalable approfondi des projets et l'exigence de garanties émanant d'un État ou d'une banque de premier ordre, ou sous forme d'hypothèque ou d'assurance souscrite auprès de sociétés d'assurance-crédit réputées.

La souscription au capital du FIBA est ouverte aux ministères des Awqaf, aux directions et organismes awqaf, aux banques et établissements financiers islamiques, aux organismes philanthropiques/donateurs ainsi qu'aux investisseurs particuliers. Au vu de la diversité de participants potentiels, plusieurs options d'investissement et de donation sont disponibles, dont les informations détaillées sont fournies en Annexe 2.

C. Informations destinées aux bénéficiaires potentiels du financement du FIBA

Le FIBA représente une source compétitive de financement de biens immobiliers générateurs de revenus (awqaf) dans le but de soutenir des organisations caritatives. Plus précisément, le FIBA finance :



La principale condition de financement d'un projet est qu'à la fin de la période de financement, le projet soit, dans la mesure du possible, enregistré comme waqf ou avec un statut juridique équivalent (ex. fiducie) à caractère perpétuel en vue d'accomplir la mission dévolue au FIBA.

Le financement du FIBA peut être accordé aux ministères des Awqaf, aux organismes awqaf et aux organisations/fiducies caritatives exerçant leurs activités conformément aux principes du waqf dans les PM et PNM de la BID. Toutefois, le bénéficiaire est tenu de participer à hauteur d'au moins 25% du coût total du projet ou de fournir une parcelle de terrain à cette fin (en cas de projet sur site vierge).

Les informations détaillées à destination des bénéficiaires potentiels, dont la marche à suivre pour bénéficier du financement du FIBA, sont fournies en Annexe 3.

05



Terrain du projet ISDB-BISEW source: bureau de gestion de la BID-BISEW.

PERFORMANCE ET IMPACT DU FIBA

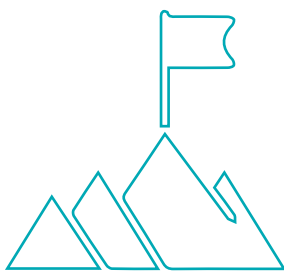


CHAPITRE 05

PERFORMANCE ET IMPACT DU FIBA

Une vue d'ensemble du portefeuille du FIBA permet d'avoir une idée de ses divers domaines d'impact. Ceux-ci sont présentés dans la première section du présent chapitre.

Cependant, pour parvenir à une meilleure compréhension totale de l'impact socioéconomique du Fonds, il convient de procéder à un examen approfondi des bénéficiaires et de leurs projets awqaf. C'est pourquoi la seconde section ci-après présente un résumé des activités de certains bénéficiaires, puis quatre études de cas détaillées sont exposées dans le chapitre suivant.



Le plus grand nombre de projets approuvés au sein du portefeuille actif a été atteint en 2015 et 2017, avec un total de six projets par an. En 2018, la valeur totale des quatre projets approuvés s'élevait à 217,5 millions USD, soit un record en termes de volume de projets approuvés au cours d'une année

A. Analyse du portefeuille²⁰

La présente section étudie les principaux indicateurs, les tendances globales et la performance financière du Fonds. Elle donne une indication générale de l'impact, un élément essentiel pour comprendre les résultats du Fonds. Par ailleurs, les principaux indicateurs utilisés pour évaluer le portefeuille du FIBA sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Indicateur (au 31/12/2018 pour le portefeuille actif)	Valeur
Coût/valeur total(e) moyen(ne) par projet approuvé	18,9 millions USD
Volume moyen du financement du FIBA pour les projets approuvés	2,93 millions USD
Volume moyen du financement de la ligne BID FIBA pour les projets approuvés	4,33 millions USD
Contribution moyenne (totale) du FIBA et de la ligne FIBA par projet approuvé	7,26 millions USD
Ratio de cofinancement (mobilisation de ressources) du financement du FIBA	5,5/1
Nombre de projets achevés/intégralement remboursés	8
Nombre de projets en cours de remboursement	16
Nombre de projets en cours de décaissement	8
Financement effectif	157,9 millions USD
Remboursement effectif	89,5 millions USD
TRI moyen	5,4 %
Délai moyen entre l'entrée en vigueur et le décaissement	7 mois

²⁰ Sauf mention contraire, les chiffres indiqués sont ceux à fin 2018 pour le portefeuille actif ; des écarts peuvent toutefois exister, l'analyse étant destinée à fournir une indication générale des tendances et de l'impact.

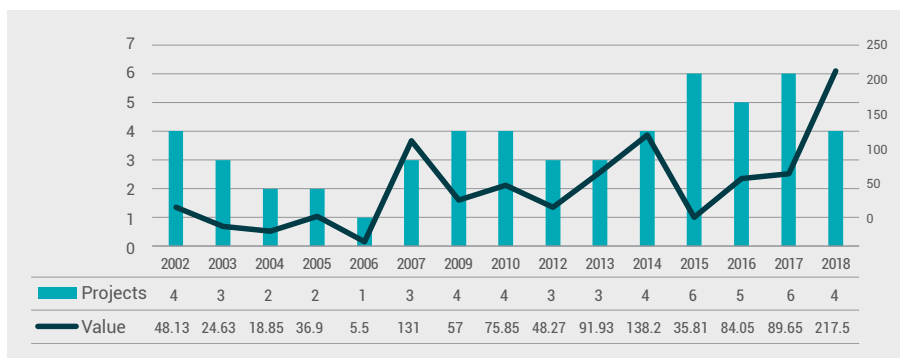
Indicateur (au 31/12/2018 pour le portefeuille actif)	Valeur
Délai moyen entre la signature et l'entrée en vigueur	8 mois (11 % des projets sont lancés à la date de signature)
Surface bâtie totale moyenne (en mètres carrés) pour les projets lancés et intégralement remboursés ou en cours de remboursement	839 377
Superficie totale moyenne de terrain (en mètres carrés) pour les projets lancés et intégralement remboursés ou en cours de remboursement	416 340
Valeur totale des plus gros projets	89,6 millions USD
- Turken Foundation (États-Unis)	76,3 millions USD
- Waqf BID-Guinée	76.0 million USD
- Gouvernement de Selangor (Malaisie)	
Les Contributions les plus importantes du FIBA et de la ligne du FIBA	16 millions USD
- CAIR Washington Trust	15,5 millions USD
- Provera Development (Indonésie)	15 millions USD
- Université du Niger	15 millions USD
- Turken Foundation (États-Unis)	15 millions USD

1. Projets approuvés

Depuis sa création en 2001 et jusqu'à fin 2018, le portefeuille du FIBA compte 55 projets approuvés, représentant 1,04 milliard USD. Sur ce montant, 531 millions USD proviennent du FIBA et de la ligne de financement de la BID consacrée aux projets du FIBA, tandis que le reste est issu de promesses de don/contributions de bénéficiaires/parrains et des ressources mobilisées par les donateurs, ainsi que de la participation d'autres entités du Groupe de la BID comme le Fonds de solidarité islamique pour le développement (FSID).

Au fil du temps, la capacité du FIBA à approuver et lancer des projets s'est accrue. Le plus grand nombre de projets approuvés au sein du portefeuille actif a été atteint en 2015 et 2017, avec un total de six projets par an. En 2018, la valeur totale des quatre projets approuvés s'élevait à 217,5 millions USD, soit un record en termes de volume de projets approuvés au cours d'une année.

Nombre et valeur totale des projets du FIBA approuvés (en millions USD)

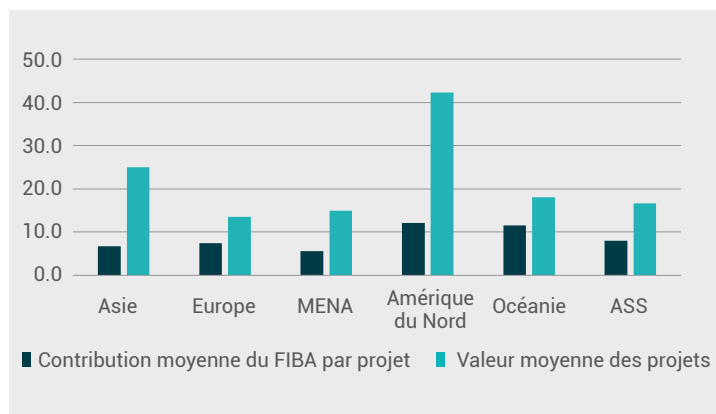


Depuis sa création, le portefeuille du FIBA compte en moyenne trois projets approuvés par an, pour un coût total moyen d'environ 60 millions USD, soit un coût moyen par projet de 20 millions USD, auquel la BID contribue (via le FIBA et la ligne du FIBA) à hauteur de 7,26 millions USD (38% de la valeur totale du projet).



Makassed Philanthropic Islamic Association, Beyrouth, Liban
Projet Bazerkan Building Waqf. Source: FIBA

Contribution du FIBA au coût total des projets approuvés (en %)



La contribution de la BID varie en fonction des projets et des régions et s'adapte aux différents besoins. Elle peut représenter jusqu'à 75% de la valeur du projet lorsque le bénéficiaire a effectué un apport en numéraire s'élevant à 25% du coût du projet dans le cadre d'une acquisition d'un immeuble existant. Le FIBA contribue à hauteur de 90% ou plus dans le cadre de projets sur site vierge, lorsque la parcelle de terrain a été fournie par le bénéficiaire.

Comme l'illustre le graphique ci-dessus, les tendances régionales indiquent que le rôle de la BID/du FIBA varie en fonction des régions : il est catalyseur dans les régions où la tradition des awqaf est profondément ancrée et/ou qui disposent de fonds suffisants pour leur constitution (MENA, Asie et Amérique du Nord) et est davantage financièrement prépondérant considéré comme un outil financier dans d'autres (ASS, Océanie et Europe).

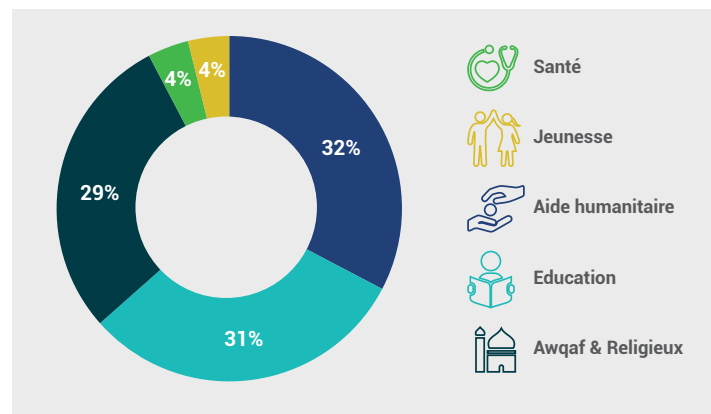
2. Secteurs des bénéficiaires

Le FIBA a soutenu la construction et/ou le développement de biens awqaf en faveur de plusieurs organisations actives dans divers secteurs d'intérêt social, et a ainsi contribué à la pérennité financière de leurs activités. Outre l'utilisation directe du bien (ex., à des fins résidentielles ou commerciales), la ventilation sectorielle des organisations bénéficiaires est un élément primordial de l'impact socioéconomique du FIBA.

Au-delà du soutien apporté aux organisations religieuses et aux ministères des Awqaf, le FIBA a démontré la capacité du waqf à garantir la pérennité financière d'organisations actives dans divers domaines, en particulier celles fournissant des services publics de base et développant des projets d'infrastructure sociale.

Comme le montre le graphique ci-dessous, les organisations engagées dans l'éducation représentent une part importante des bénéficiaires du FIBA, aux côtés des ONG intervenant dans les domaines de l'aide humanitaire, des œuvres de bienfaisance et de la santé.

APIF Beneficiaries' Types/Sectors



Enfants recevant un enseignement technique à la médresa Dakkhingon de la BID-BISEW, Bangladesh
Source: Bureau de gestion de la BID-BISEW.



Le FIBA a soutenu la construction et/ou le développement de biens awqaf en faveur de plusieurs organisations actives dans divers secteurs d'intérêt social, et a ainsi contribué à la pérennité financière de leurs activités

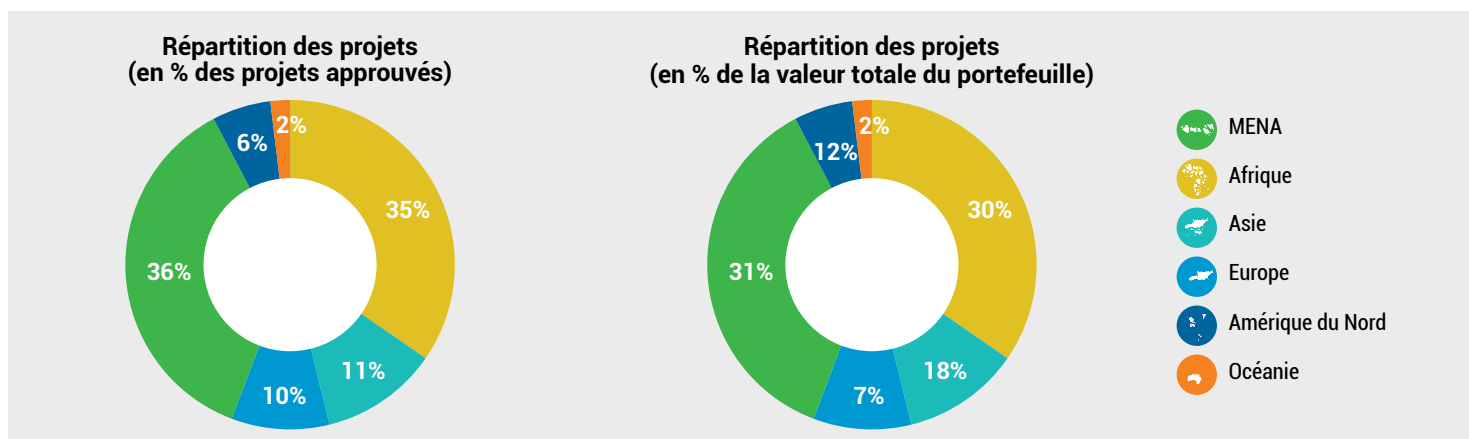


Enfants recevant une éducation à Hapunia Madrasah, BID-BISEW, Bangladesh

Source: Bureau de gestion de la BID-BISEW.

3. Répartition géographique

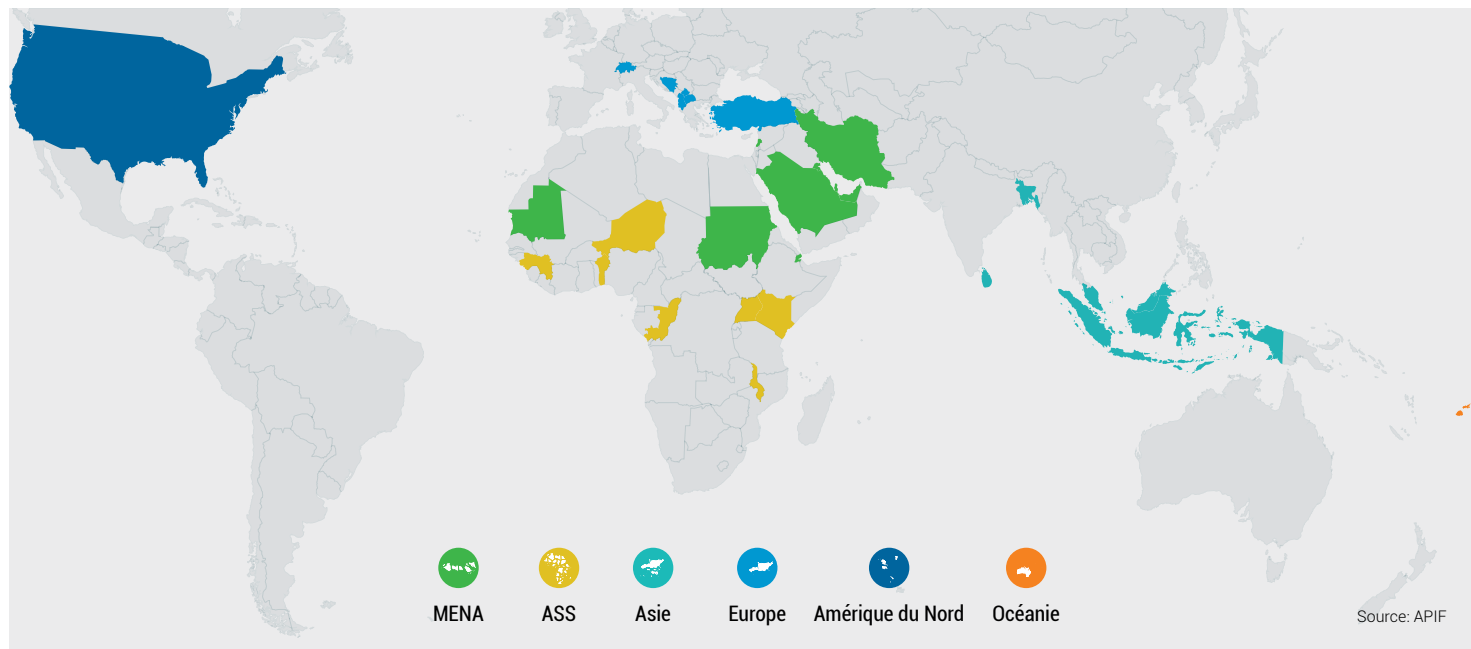
L'impact du FIBA s'étend sur cinq continents, puisqu'il jouit de la flexibilité et la latitude nécessaires au financement de projets tant dans les pays membres (57 pays de l'OCI) que dans les pays non-membres de la BID. Sur les six continents habitables, seule l'Amérique du Sud ne bénéficie actuellement pas de l'aide du FIBA, quoique des projets au Suriname et au Guyana soient à l'étude.



À l'échelle régionale, le FIBA s'appuie sur sa couverture géographique pour parvenir à un équilibre entre assurer sa pérennité financière (ex., via des projets dans la région MENA) et amplifier son impact en matière de développement (ex., via des projets en ASS), tout en accomplissant sa mission de développement du secteur des awqaf.

Ceci explique que la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) enregistre le plus grand nombre de projets approuvés (19, pour une valeur de 307,7 millions USD), suivie de près par l'Afrique subsaharienne (ASS) (18, pour une valeur de 298,8 millions USD). Ensemble, ces deux régions représentent 71% des projets approuvés et 61% de la valeur totale des projets.

Répartition géographique des projets du FIBA



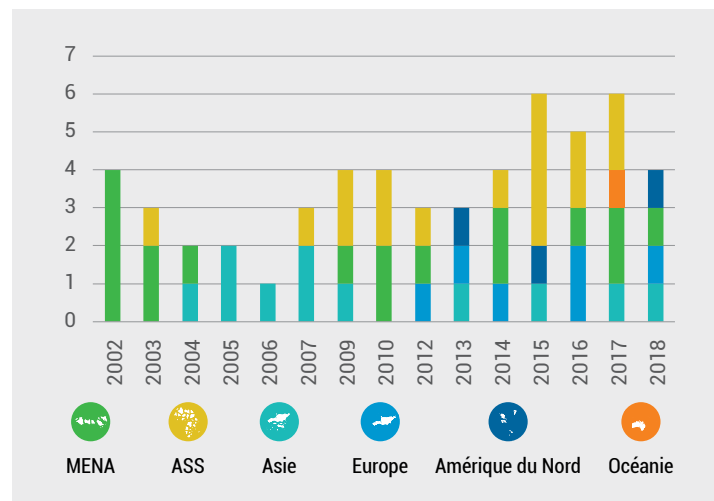
Par ailleurs, le FIBA privilégie la dispersion géographique afin d'amplifier son impact. Sur les 29 pays où des projets du FIBA ont été approuvés, la plupart ne compte qu'un seul projet approuvé au titre du financement du FIBA. Les EAU (6), l'Arabie saoudite (5) et le Soudan (5) enregistrent le plus grand nombre de projets approuvés.

Aux années de démarrage du FIBA, les projets se concentraient dans la région MENA et en Asie. Cela s'explique par le fait que le secteur des awqaf est particulièrement développé dans ces régions, où il remonte à des périodes historiques anciennes. En effet, les pays du CCG et de la région MENA disposaient déjà de structures et de ministères spécifiquement chargés de réglementer ce secteur, et étaient donc mieux placés pour soumettre leur candidature et bénéficier du financement du FIBA.

Très rapidement cependant, le FIBA a étendu ses activités en ASS afin d'amplifier son impact en matière de développement.

Dans cette région, les pays n'avaient pas instauré de réel cadre régissant les awqaf (à l'exception du Soudan, qui a ainsi bénéficié très tôt du financement du FIBA). Néanmoins, le besoin pressant de financement en faveur du développement afin de résoudre les problèmes socioéconomiques gangrenant la région a incité les gouvernements à adopter des dispositions et dérogations spéciales dans leur législation visant à faciliter la création d'organismes awqaf susceptibles de bénéficier du financement du FIBA.

Nombre de projets approuvés chaque année par région

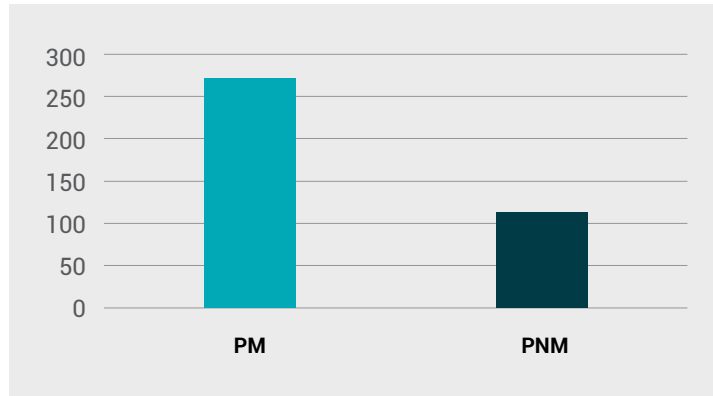


Depuis 2012, la hausse des demandes émanant de communautés musulmanes dans les PNM a poussé le FIBA à élargir son horizon de financement en faveur de bénéficiaires/d'organismes en Europe et en Amérique du Nord.

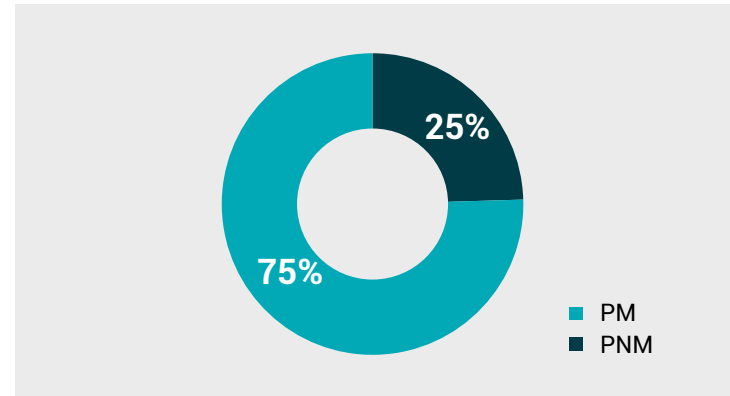
En effet, l'Amérique du Nord enregistre le projet présentant le coût total le plus élevé (89,6 millions USD) et la contribution totale la plus importante de la BID à un seul projet (16 millions USD), respectivement en faveur de la Turken Foundation (New York) et de la CAIR Washington Trust Foundation (Washington).

Toutefois, la plus forte pondération du portefeuille du FIBA reste dans les PM. Les contributions du FIBA et de la ligne du BID représentent plus du double dans les PM par rapport aux PNM, et la valeur totale des projets dans les PM est près de trois fois supérieure à celle des PNM.

Contributions du FIBA et de la ligne du FIBA dans les PM vs les PNM (en millions USD)

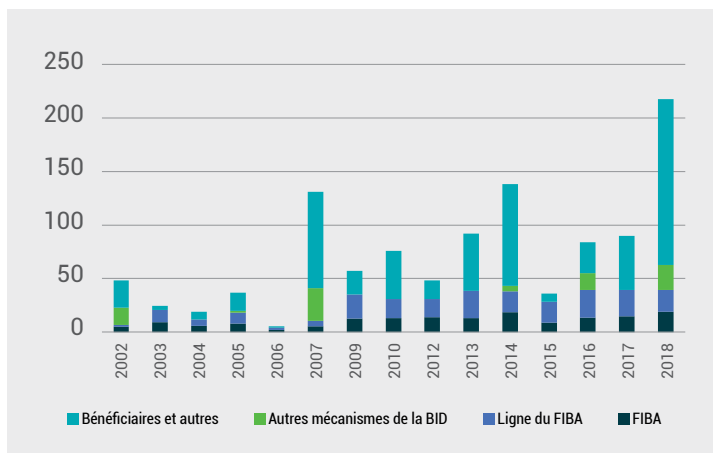


Projets approuvés dans les PM vs les PNM (en % du coût total des projets)

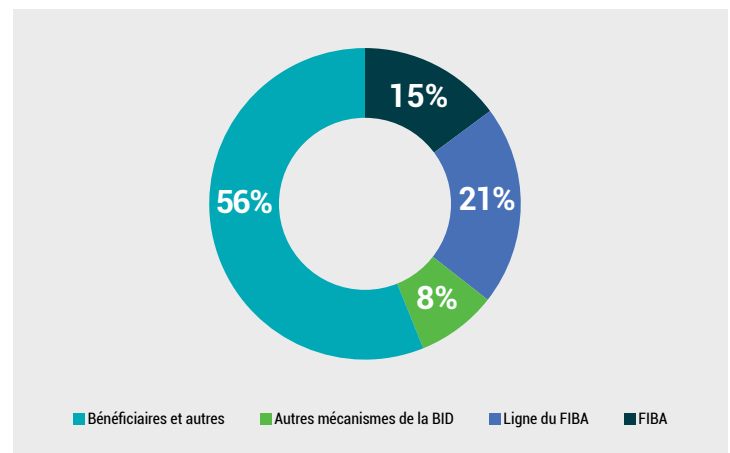


4. Sources de financement des projets et sommes mobilisées

Financement des projets du FIBA par source (par an, en millions USD)



Ventilation du financement des projets du FIBA par source



La principale composante de la valeur totale de la plupart des projets awqaf est la parcelle de terrain, qui est généralement un terrain nu, et l'objectif (voire la raison d'être) du financement du FIBA est d'en exploiter le potentiel productif. Cela explique que 56% du coût des projets soit financé par les bénéficiaires et d'autres sources. À titre d'exemple, le prix de l'immobilier étant très élevé à **New York**, il n'est pas surprenant que le projet de la Turken Foundation présente le coût total le plus élevé.

Conformément à sa mission initiale, le FIBA a mobilisé de vastes ressources en vue de soutenir le concept de waqf et de financer des terrains awqaf. En tant qu'outil de mobilisation de ressources, la contribution du FIBA est généralement la plus faible composante (15%) de la valeur totale du projet (hors ligne de financement de la BID). À fin 2018, le FIBA a rassemblé 879 millions USD (dont plus d'un demi-milliard de dollars américains de ressources hors BID) au titre de ses projets, obtenant un ratio de cofinancement/mobilisation de ressources de 5,5 : 1. Outre la ligne de financement du FIBA de la BID, les ressources mobilisées comprennent des ressources fournies par les bénéficiaires qui n'auraient autrement pas été utilisées avec un tel impact durable, des donations obtenues par les bénéficiaires, souvent grâce à la réputation de la BID, ainsi que des donations obtenues directement par la BID et reçues pour le compte des bénéficiaires.

Le financement du FIBA est complété par la ligne de financement du FIBA ouverte par la BID, qui représente environ un cinquième (21%) de la valeur totale des projets.

Le FIBA et la ligne du FIBA ont contribué à hauteur de 7,26 millions USD en moyenne pour chaque projet, dont 4,33 millions USD issus de la ligne de financement du FIBA.



Projet Rasulpur Madrasah

Source: Bureau de gestion de la BID-BISEW.



Le FIBA a mobilisé de vastes ressources en vue de soutenir le concept de waqf et de financer des terrains awqaf. En tant qu'outil de mobilisation de ressources, la contribution du FIBA est généralement la plus faible composante (15%) de la valeur totale du projet (hors ligne de financement de la BID)

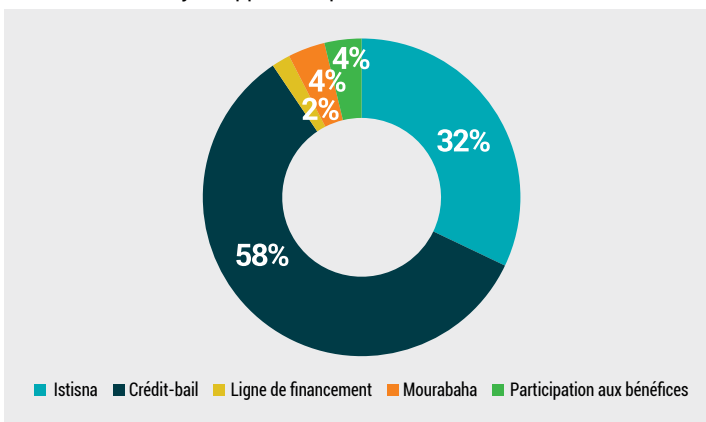
5. Modes de financement des projets

Outre le fait d'apporter un soutien à une composante de la finance sociale islamique (les awqaf), le FIBA utilise plusieurs modes de financement islamiques dans le cadre de ses projets.

Le FIBA utilise la finance islamique à deux niveaux distincts : il apporte un soutien concret aux awqaf en tant que solution intergénérationnelle à long terme non liée à la dette permettant de résoudre les problèmes en matière de développement via des modes de financement islamiques axés sur la dette.

Sur le long terme, cela pourrait surtout permettre de réduire la dépendance envers l'aide publique au développement (APD), qui serait alors remplacée par des richesses sociales produites à l'échelle nationale. Le FIBA fait par ailleurs figure d'exemple dans le cadre de l'expansion future de la finance islamique comme levier efficace du développement international.

Projets approuvés par mode de financement



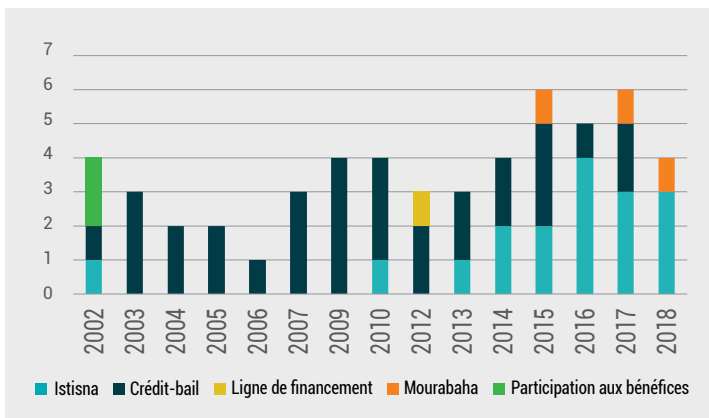
En tant que fonds particulièrement dynamique et innovant, le FIBA a évolué au fil des ans afin de sélectionner le mode de financement le plus adapté à ses projets.

Le tout premier projet approuvé par le FIBA en 2002 était régi par un contrat de participation aux bénéfices et portait sur un centre commercial au Koweït. C'est toutefois la seule et unique fois que ce type de contrat a été utilisé, car le FIBA s'est rapidement rendu compte que d'autres modes de financement conviendraient mieux à un fonds voué à intervenir, mais sans être omniprésent (en tant qu'actionnaire), au sein des organismes philanthropiques qu'il vise à soutenir.

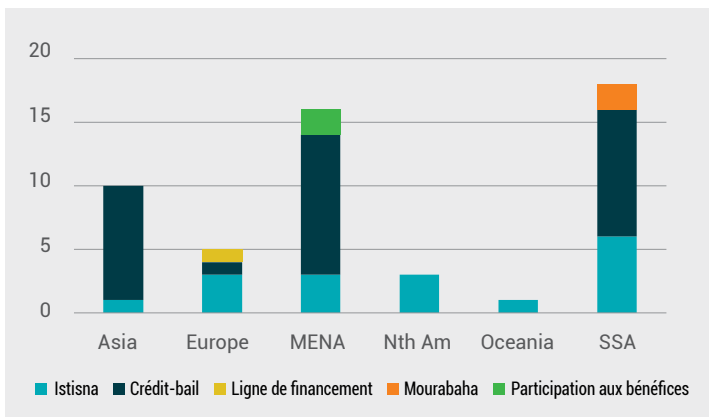
Par la suite, le crédit-bail (Ijara) a été adopté comme mode de financement type pour le FIBA. Aujourd'hui, le crédit-bail représente plus de 58% des projets approuvés et était le seul mode de financement utilisé entre 2003 et 2009.

Plus récemment, le FIBA a opté pour des contrats istisna. Depuis 2013, ce type de contrat représente 32% des projets approuvés, ce qui coïncide avec l'intervention du FIBA dans des PNM, puisqu'il est davantage adapté aux cadres juridique et réglementaire régissant le waqf dans ces pays. En résumé, le crédit-bail est prépondérant dans les PM (MENA, Asie et ASS), tandis que l'istisna prévaut dans les PNM.

Projets approuvés par mode de financement



Modes de financement par région



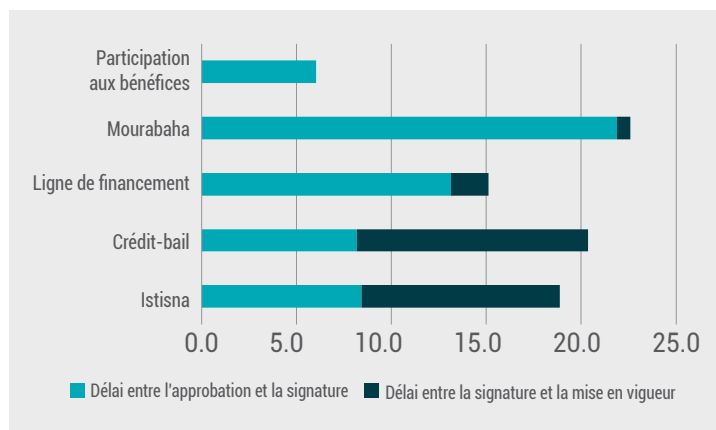
Ateliers de formation professionnelle parrainés par BID-BISEW Source: Bureau de gestion de la BID-BISEW.

6. Durée et état des projets

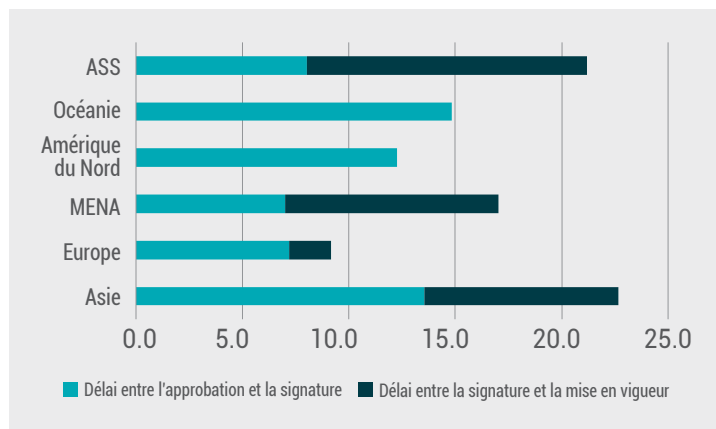
Dans le cadre de sa mission en faveur du développement, le FIBA vise à proposer des conditions de financement avantageuses à ses bénéficiaires, dans le but de dégager des revenus permettant de financer leurs activités pendant la période de remboursement. À cette fin, il octroie un financement sur une longue durée (généralement au-delà de 12 ans) et accorde un délai de grâce de deux à trois ans.

Même lorsque les revenus générés par le bien permettraient de rembourser le prêt plus rapidement, le FIBA préfère maintenir le plan de remboursement à plus long terme afin de ne pas exercer de pression sur les revenus du bénéficiaire, lequel peut alors utiliser la somme restante (après s'être acquitté des paiements échelonnés) pour financer ses activités philanthropiques.

Délai entre l'approbation et le lancement par mode de financement (en mois)



Délai entre l'approbation et le lancement par région (en mois)



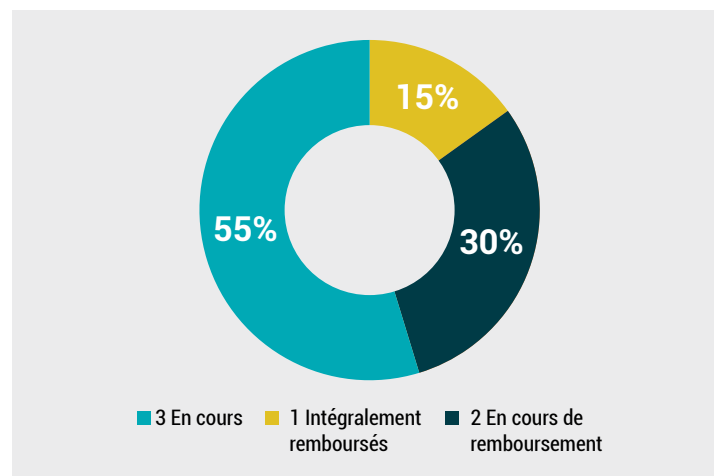
En effet, contrairement aux projets de développement traditionnels, les projets du FIBA ne constituent pas une fin en soi (utilisation directe) et revêtent la même importance que les revenus qu'ils génèrent et les organisations qui en bénéficient.

La durée de mise en œuvre des projets du FIBA varie sensiblement en fonction de divers facteurs. En moyenne, les projets du FIBA entament les premières phases du cycle de vie après 19,5 mois. Le délai entre l'approbation et la signature est de 8,9 mois en moyenne. Ensuite, il faut en moyenne 10,6 mois pour que les bénéficiaires remplissent l'ensemble des conditions d'entrée en vigueur des accords.

Cette différence s'explique par les divers degrés de complexité des projets du FIBA et le système plus ou moins favorable du pays concerné, ainsi que le mode de financement utilisé.

Sur le plan régional, par exemple, le délai entre la signature et le lancement est le plus court en Europe et le plus long en Asie. S'agissant du mode de financement, les projets fondés sur des contrats mourabaha sont les plus rapides à mettre en œuvre. À titre d'exemple, le projet de bâtiment commercial awqaf à Ajman, aux EAU, destiné à la Direction des awqaf, a été lancé le jour de son approbation.

Projets par état d'avancement



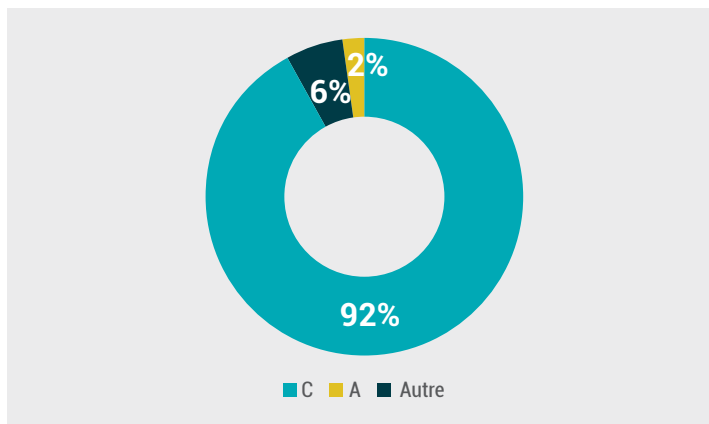
Quant au remboursement des projets, la plupart des bénéficiaires procèdent à un remboursement régulier, mais peu de projets ont été intégralement remboursés en raison de la création relativement récente du fonds et de la longue durée du financement octroyé par le FIBA. Sur le portefeuille complet de projets approuvés, neuf ont été intégralement remboursés, lesquels ont tous été approuvés avant 2006.

7. Superficie de terrain, surface bâtie et types de projet

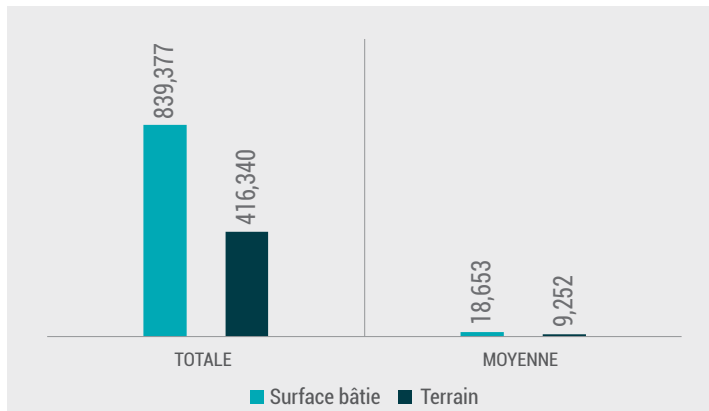
Étant donné que les revenus générés par les projets awqaf du FIBA, qui constituent l'objectif premier de ces projets, sont directement liés à la surface locative développée, l'empreinte spatiale des projets du FIBA est essentielle pour évaluer leur impact sur les organisations bénéficiaires ainsi que sur l'économie et le paysage locaux.

La superficie totale de terrain ayant bénéficié de projets du FIBA lancés (intégralement financés) s'élève à **416 340 mètres carrés**. Une fois que ces terrains ont été transformés en biens générateurs de revenus, la surface bâtie totale représente **839 377 mètres carrés**. Cela signifie que, pour chaque parcelle de terrain, la capacité de génération de revenus (surface locative) développée par le FIBA est à peu près le double de la superficie de cette parcelle. Ainsi, l'impact du FIBA consiste à exploiter le potentiel de ressources sous-utilisées.

Construction ou Acquisition



Superficie des Terrains Développés



Bien que les tendances récentes s'orientent vers l'acquisition de biens existants, notamment en faveur d'ONG, la construction reste prépondérante au sein du portefeuille du FIBA. Cela s'inscrit pleinement dans sa mission initiale, qui vise à développer des terrains awqaf ou des biens awqaf sous-utilisés. À l'exception de quatre projets, les projets lancés (intégralement financés) consistent à construire/développer des terrains awqaf ou à rénover des biens awqaf existants.



Pour chaque parcelle de terrain, la capacité de génération de revenus (surface locative) développée par le FIBA est à peu près le double de la superficie de cette parcelle. Ainsi, l'impact du FIBA consiste à exploiter le potentiel de ressources sous-utilisées



Projet IsDB-BISEW 2ème terrain

Source: FIBA

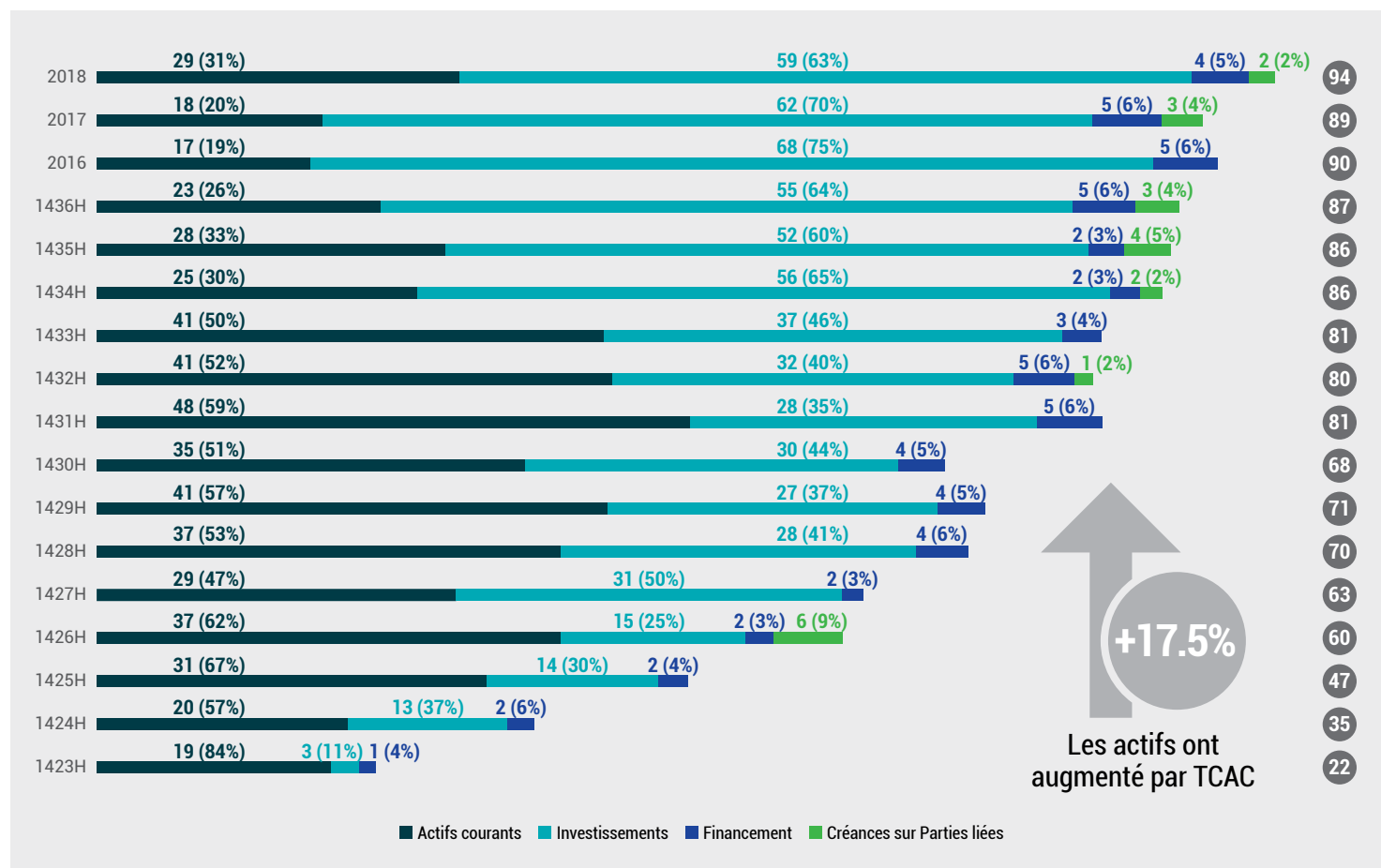
8. Aspect financier

En tant que fonds d'investissement à impact dont la mission est de financer des projets complexes, le FIBA offre un rendement stable et constant à ses investisseurs, au-delà du dividende social représenté par son impact socioéconomique.

Au cours des cinq dernières années, le FIBA a dégagé un rendement net distribuable de 3 à 4% par an. Une partie de ce rendement est distribuée sous forme de dividendes, tandis que la part restante est réinvestie dans le FIBA et représente les plus-values lui revenant.

À fin 2018, la valeur des actions du FIBA s'élevait à 11 439 USD, contre 10 000 USD lors de sa création. Par ailleurs, le FIBA a versé des dividendes représentant entre 2,5% et 5% du capital sur les dix dernières années. Même pendant la crise financière de 2007/2008, le FIBA a continué de distribuer des dividendes à ses actionnaires.

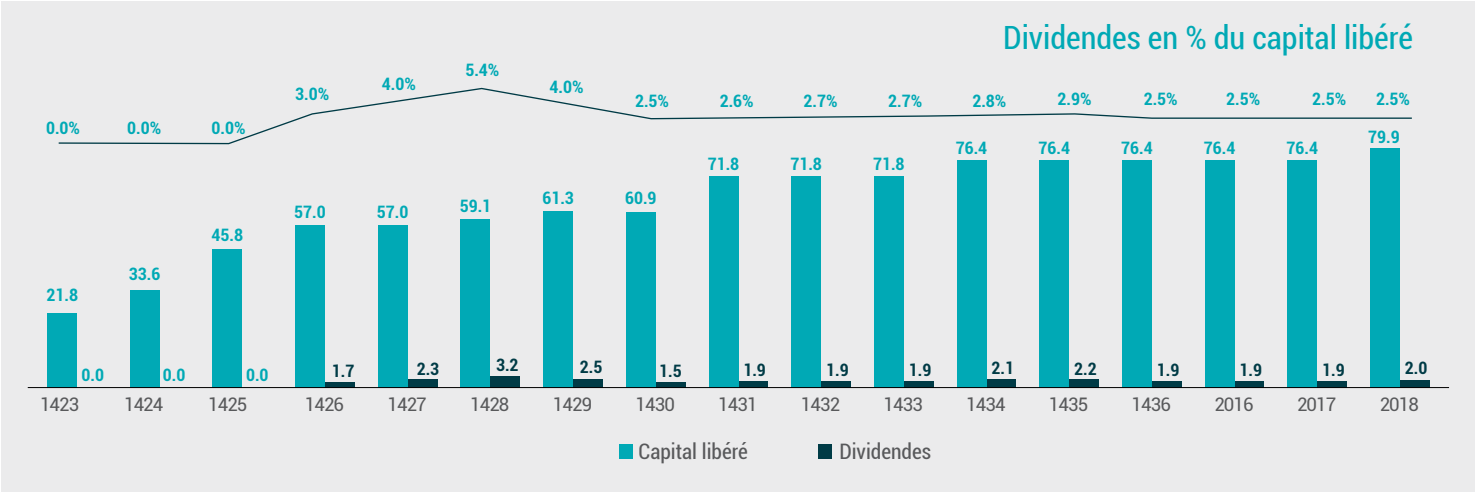
Utilisation des actifs du Fonds (en millions USD)



Depuis sa création, le fonds est géré de manière cohérente et prudente. Au cours de ses premières années d'activité, le TCAC des actifs du Fonds s'est inscrit en hausse de 17,5%, principalement en raison de la hausse des apports en capital provenant des actionnaires.

Par ailleurs, depuis 2013, l'affectation des actifs du Fonds à des investissements rentables a augmenté, jusqu'à atteindre 70% en 2017.

Dividendes en pourcentage du capital libéré



Orphelinat musulman de Makola à Colombo, Sri Lanka

Source: <http://www.yathama.com/en/>

D. Présentation de l'impact social du FIBA via certains bénéficiaires

En raison de son modèle de fonctionnement, l'impact réel du FIBA est garanti grâce à une vérification préalable approfondie des organisations bénéficiaires potentielles. En effet, le FIBA vise généralement à soutenir des organisations opérationnelles et menant déjà des activités utiles tout en cherchant à élargir leur champ d'action via une source de financement durable. Ainsi, l'examen des activités menées par les bénéficiaires (souvent financées par des donations) permet d'avoir une idée du type d'activités qui bénéficieront des revenus générés par les projets awqaf du FIBA. Afin d'illustrer les diverses activités financées, certains bénéficiaires sont présentés ci-après.

1. Université islamique du Niger à Niamey (Niger) : projet waqf de complexe commercial et résidentiel

Les accomplissements de l'Université islamique du Niger sont notamment les suivants :



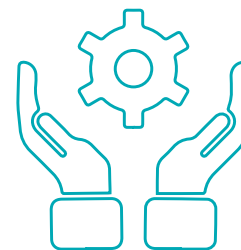
Plus de 3 600 étudiants sont diplômés de l'université ;



L'université accueille actuellement 1 915 étudiants provenant de 19 pays ; et



L'université se compose des facultés suivantes : Droit, Sciences et technologies, Économie, Administration, Agriculture, Éducation et Formation professionnelle.



FIBA vise généralement à soutenir des organisations opérationnelles et menant déjà des activités utiles tout en cherchant à élargir leur champ d'action via une source de financement durable



projet waqf de l'Université islamique du Niger à Niamey (Niger)

Source: FIBA



projet architectural de l'Université islamique du Niger.

Source: FIBA

2. Centre de recherche de Médine (Arabie saoudite) : projet waqf de construction

Le centre vise à recueillir des informations sur la province de Médine issues de livres, d'articles, d'études et de divers documents en différentes langues. Par ailleurs, il conserve, produit et fournit des documents et études aux chercheurs et personnes intéressées par le sujet.



bâtiment waqf du Centre de recherche de Médine

Source: FIBA

3. Orphelinat musulman Makola à Colombo (Sri Lanka) : projet waqf de centre commercial sous forme de tours jumelles

L'Orphelinat musulman Makola est une organisation caritative à but non lucratif fondée en 1962. À ce jour, ses accomplissements sont notamment les suivants :



Il figure parmi les orphelinats les plus grands et les mieux gérés du Sri Lanka, qui emploie des directeurs, enseignants et surveillants qualifiés et chevronnés sous la supervision étroite des membres du conseil d'administration ;



Il fournit actuellement des repas, un hébergement, des vêtements, un enseignement et des soins à environ 600 orphelins, du plus jeune âge à la fin de l'adolescence ; et



Les plus jeunes enfants sont encadrés par des surveillants dédiés qui veillent sur eux et leur accorde l'attention nécessaire afin qu'ils grandissent dans un environnement sûr.

Les orphelinats se situent à :

- Makola (école arabe Anwarul Uloom) ; et
- Malwana (école Yathama).



Orphelinat musulman Makola à Colombo (Sri Lanka)

Source: <http://www.yathama.com/en/>.








Enfants de l'Orphelinat musulman Makola

Source: <http://www.yathama.com/en/>.

4. Organisation Al-Magzoub à Khartoum (Soudan) : projet waqf de complexe commercial et résidentiel

L'Organisation Al-Magzoub participe au développement humain et socioéconomique de la population soudanaise dans les domaines de l'éducation et du renforcement des capacités, notamment via les activités suivantes :

-  Soutien apporté à 3 300 étudiants afin qu'ils mémorisent le Coran de manière scientifique ;
-  Parrainage de 1 000 orphelins ;
-  Formation professionnelle dispensée à 200 internés ;
-  Fourniture de services de réadaptation aux détenus ; et
-  Formation médicale.



Complexe waqf de l'Organisation Al-Magzoub à Khartoum (Soudan).

Source: FIBA

5. Université islamique internationale de Chittagong (IIUC) : projet waqf de tour d'affaires

Les activités de l'Université islamique internationale de Chittagong sont notamment les suivantes :



Contribution à l'amélioration du taux d'alphabétisation au Bangladesh ;



Fourniture d'une aide financière à 250 étudiants chaque année pour l'hébergement, les repas, les manuels, etc. grâce aux revenus du waqf ; et



Parrainage du personnel de l'université afin qu'ils obtiennent un doctorat grâce aux revenus du waqf.



Tour waqf de l'IIUC (Bangladesh).

Source: FIBA.

6. Association philanthropique islamique Al-Makassed à Beyrouth (Liban) : projet waqf d'extension et de rénovation du centre commercial Bazerkan

L'Association philanthropique islamique Al-Makassed a été fondée en 1878 à Beyrouth, au Liban. Il s'agit d'une organisation caritative islamique à but non lucratif dont la mission est de promouvoir une société fondée sur des valeurs nobles et fière de son appartenance nationale. Grâce à ses divers organismes, elle vise à développer les capacités de la société et à éduquer sa population, notamment en matière d'islam, et finance des services dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la culture.

Les activités de l'Association philanthropique islamique Al-Makassed sont notamment les suivantes :



Soutien apporté à l'éducation, dont 45 écoles, universités et instituts professionnels ;



Soutien apporté à la santé, dont un hôpital accueillant 65 000 patients par an ; et



Entretien de trois cimetières.



bâtiment du centre Bazerkan après achèvement du projet.

Source: FIBA

06



Étudiants de la médresa de Dakkingoan Source: Bureau de gestion de la BID-BISEW.



ÉTUDES DE CAS DÉTAILLÉES

CHAPITRE 06

ÉTUDES DE CAS DÉTAILLÉES

Comme indiqué dans le chapitre précédent, l'analyse approfondie de projets visés par des études de cas constitue la seule méthode efficace pour observer le véritable impact socioéconomique du FIBA.























Dans cette section, quatre cas sont analysés en détail. Outre l'impact de chacun des cas sur les bénéficiaires finaux, un examen minutieux de ces cas révèle un grand nombre de répercussions thématiques/générales, parmi lesquelles :



L'intervention de la BID a eu un impact sur la légitimité et la capacité du bénéficiaire à lever des fonds ; en effet, la BID a reçu 300 000 USD de subventions au nom du bénéficiaire qui doivent être comptabilisés dans la contribution du bénéficiaire.

1. **L'organisation BID-BISEW (Banque islamique de développement - Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf) constitue le modèle/cas de référence d'un projet waqf.** Elle incarne le meilleur modèle d'awqaf décentralisé, néanmoins efficace, utilisé comme outil de développement capable d'adapter ses interventions sociales au contexte local jusque dans les moindres détails dans le but de produire des effets. Ceci est possible grâce à une équipe de gestion du waqf compétente qui est le fruit d'une structure de gouvernance solide.
2. **Le projet waqf de la Fujairah Welfare Association (FWA) présente une approche intéressante de la chaîne de valeur à caractère caritatif financée par un projet waqf,** à travers son Programme de développement et de réhabilitation des familles (FDRP).
3. **Le projet waqf de la Towfiq Welfare Society (TWS) constitue un modèle très efficace de soutien aux ONG intervenant dans des zones fragiles et/ou de conflit,** en créant une dotation dans un pays voisin politiquement et économiquement stable doté d'un régime de contrôle des capitaux libéral. Par ailleurs, l'intervention de la BID a eu un impact sur la légitimité et la capacité du bénéficiaire à lever des fonds ; en effet, la BID a reçu 300 000 USD de subventions au nom du bénéficiaire qui doivent être comptabilisés dans la contribution du bénéficiaire.
4. **Le projet waqf pour les daaras au Sénégal représente le seul cas où l'impact a précédé la mise en œuvre du projet, sous la forme d'un changement réglementaire** (l'adoption d'un cadre juridique spécifique pour les awqaf au Sénégal). Motivée par la perspective de recevoir un financement du FIBA, cette mesure microéconomique a déjà eu un impact macroéconomique qui s'est traduit par la création d'une loi sur le waqf.

La synthèse suivante présente les bénéficiaires finaux impactés par les activités des organisations bénéficiaires qui sont analysées dans chacune des études de cas.²¹

Organismes bénéficiaires du waqf	Nombre de bénéficiaires à long terme	Nombre total de bénéficiaires	Financement par le waqf	Autre/commentaires	SDGs
BID-Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf	 7 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou en informatique et trouvé un emploi ; les autres bénéficiaires participent à des programmes à long terme.	43,000	Total	92% des participants au programme ont trouvé un emploi qui, pour la plupart, a changé leur vie.	   
Fujairah Welfare Association (EAU)	 6 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou ont participé à des ateliers et au programme « Familles productives ».	9 Million	Partiel	50 000 parrainages chaque année (orphelins, étudiants, familles, besoins spécifiques) et de nombreuses initiatives ponctuelles.	     
Towfiq Welfare Society (Somalie et Kenya)	 Aide apportée à 20 000 orphelins, étudiants et enseignants.	400,000	Partiel	Gestion d'organismes d'infrastructure sociale, dont sept écoles et une université avec un hôpital intégré.	    
Haute Autorité du Waqf (Sénégal)	 12 500 étudiants des principales daaras (écoles coraniques) devraient en bénéficier.	12,500	Partiel	Soutien apporté à 64 daaras (écoles coraniques).	  

De manière générale, pour l'ensemble des opérations, la BID/FIBA a été un partenaire de confiance qui a accompagné le bénéficiaire tout au long du processus. Bien souvent, le FIBA répond à un besoin réel et permet à un bénéficiaire d'accéder à un financement auquel il n'aurait pas eu droit autrement (ex. en raison de l'incapacité des banques commerciales à hypothéquer une terre waqf et de l'absence de garanties adéquates).

21 Par souci de simplicité, les chiffres présentés sont arrondis. Pour le Sénégal, il s'agit de chiffres prévisionnels.

A. Étude de cas 1 : Banque islamique de développement - Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf (BID-BISEW)²²



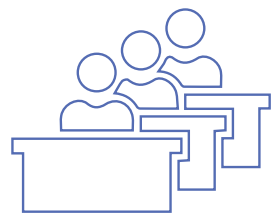
La Banque islamique de développement - Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf (BID-BISEW) a été créée en 1987 dans le cadre d'un accord entre la Banque islamique de développement et le gouvernement du Bangladesh. Elle a lancé ses activités en 1997 et commencé à remplir son mandat à **vocation éducative** en 2003.

Sur les bases de cet accord, un complexe immobilier waqf, baptisé BID Bhaban, a vu le jour à Dhaka au Bangladesh. Il s'agit d'un bâtiment commercial à usage mixte de 20 étages et d'un centre commercial de 4 étages dédié à l'informatique. Le complexe a été édifié sur une parcelle de terre de 2 acres offerte par le gouvernement du Bangladesh. La construction a été financée grâce à une subvention de 10 millions USD et un financement de 3,2 millions USD, tous deux accordés par la BID.

1. Profil de l'organisation bénéficiaire

Contrairement à la majorité des projets waqf de la BID, il n'existait aucune organisation avec des activités en cours avant la création du projet waqf et le projet faisait la part belle aux subventions, conférant à la BID davantage un rôle de fondateur que de financier.

Dans ce cas d'étude, le fonds de dotation et l'organisme éducatif ont été créés simultanément comme une initiative intégrée unique capable d'élaborer par la suite ses propres programmes éducatifs. De plus, le grand volet dédié aux subventions a permis de réduire au minimum la charge de remboursement, favorisant ainsi la mise à disposition immédiate des fonds pour soutenir les activités éducatives. Seul le projet waqf de la BID-Guinée présente une conception similaire, car les



le fonds de dotation et l'organisme éducatif ont été créés simultanément comme une initiative intégrée unique capable d'élaborer par la suite ses propres programmes éducatifs.

représentants officiels de la Guinée ont visité la BID-BISEW à plusieurs reprises afin de collecter les informations nécessaires pour répliquer le modèle.

D'après " l'acte du waqf ", la BID-BISEW a vocation à fournir une aide financière pour servir une mission éducative, en soutenant notamment les causes suivantes :



La BID-BISEW a entrepris de financer, formuler et mettre en œuvre des projets dans les domaines de l'éducation, du développement des ressources humaines et de la consolidation institutionnelle.

L'objectif est de transformer la population nombreuse en une main-d'œuvre productive en renforçant ses capacités techniques à utiliser les technologies existantes et émergentes pour favoriser l'égalité et une croissance économique durable.

En termes de développement, les principaux programmes mis en œuvre par la BID-BISEW visent essentiellement à réduire le fossé entre l'éducation et l'emploi en dotant la jeunesse du Bangladesh des compétences requises sur le marché de l'emploi. De ce fait, le placement professionnel est le principal baromètre de réussite qui guide la conduite des opérations.

2. Description du bien waqf

Situé dans le quartier d'Agargaon, le BID Bhaban est l'un des plus grands bâtiments de Dhaka au Bangladesh avec ses 20 étages (81 mètres) et l'une des infrastructures les plus prestigieuses de la capitale. La tour abrite les organismes des Nations Unies (qui occupent 14 étages) ainsi que d'autres organisations et entreprises multinationales, attirés par l'excellente qualité des infrastructures, de l'entretien et de la sécurité du bâtiment.

L'espace au pied de la tour est occupé par BCS Computer City, un centre commercial spécialisé qui constitue aussi une plateforme informatique sans précédent au Bangladesh. Réparti sur 4 étages avec une surface

²² La BID-BISEW a été fondée avant la création du FIBA, mais n'en est pas moins pertinente pour on modèle.

de près de 10 000 mètres carrés, BCS Computer City accueille plus de 156 points de vente dédiés au commerce de détail et de gros de matériels, d'accessoires, de périphériques exclusivement informatiques et de produits connexes.

Le complexe BID Bhaban est idéalement situé au cœur de la ville de Dacca dans le quartier d'Agargaon (Sher-e-Bangla Nagar) près du Parlement du Bangladesh. Il s'agit d'un bâtiment original, bien entretenu et équipé d'infrastructures modernes.



Le BID Bhaban, complexe immobilier waqf construit au profit de la BID-BISEW et situé à Dacca au Bangladesh

source: bureau de gestion de la BID-BISEW.



Le centre commercial spécialisé BCS Computer City au pied de la tour du BID Bhaban

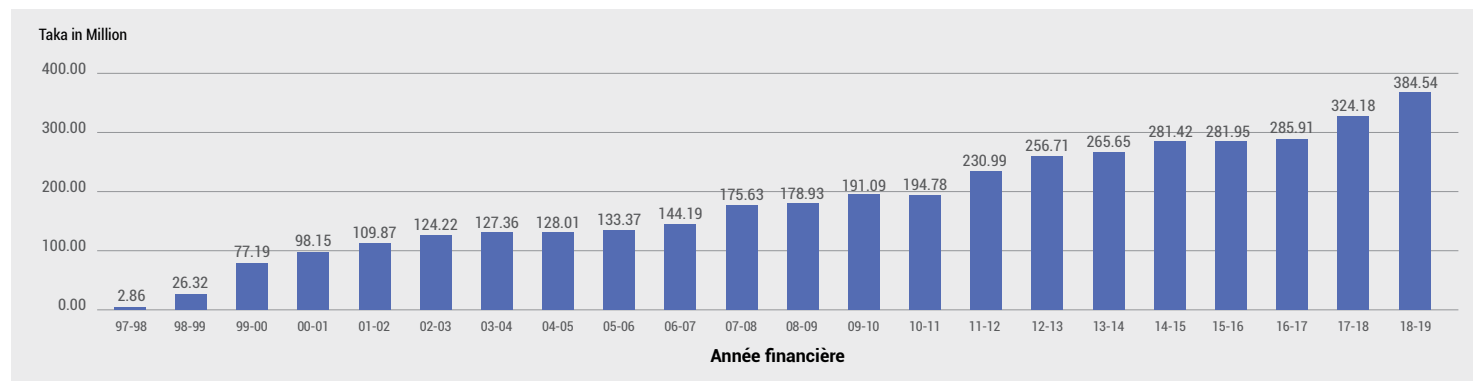
source: bureau de gestion de la BID-BISEW.

3. Résultats financiers

Grâce à l'excellente qualité de ses locataires, le complexe BID Bhaban a atteint un niveau de revenus financiers élevé et stable. Selon les estimations budgétaires pour l'exercice financier de juillet 2018 à juin 2019, le revenu brut total avoisine les 4,56 millions USD, dont 3,53 millions USD de capital disponible.

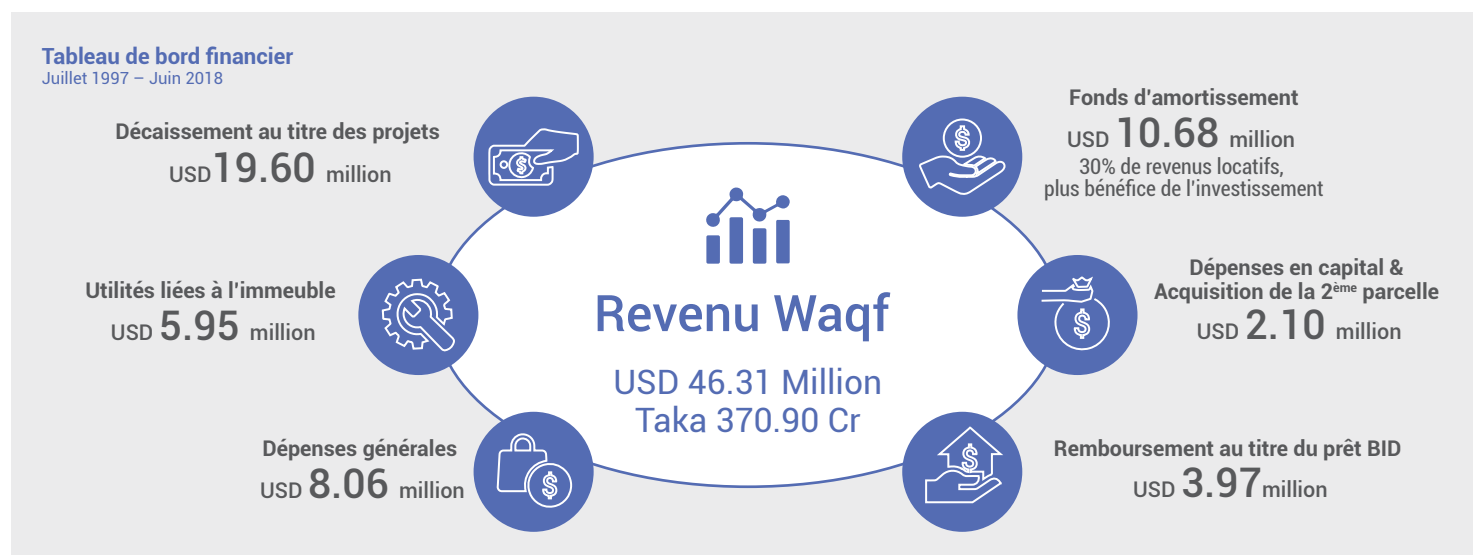
La croissance régulière du revenu brut dans le temps est illustrée dans la ci-dessous.

Revenu annuel brut du BID Bhaban



En plus de couvrir les dépenses, ce revenu disponible a contribué à hauteur de 19,60 millions USD aux décaissements du projet depuis sa création (une moyenne de 1,23 million USD d'aide aux programmes éducatifs par année d'exploitation). Par ailleurs, au cours de la même période (à l'exception de seulement deux ans), 30% du revenu brut a été versé à un fonds d'amortissement. Le profit sur investissement de ce fonds d'amortissement devrait représenter 818 140 USD sur le revenu brut total de l'exercice en cours. Une synthèse de la situation financière globale de la BID-BISEW est présentée dans le tableau de bord financier suivant.

Tableau de bord financier de la BID-BISEW



Par conséquent, grâce à l'octroi d'une parcelle de terre de 2 acres par le gouvernement du Bangladesh à laquelle s'ajoutent une subvention de 10 millions USD et un financement de 3,2 millions USD accordés par la BID, les résultats directs ont été impressionnants. La BID-BISEW a réalisé 19,6 millions USD de décaissements de projet et bénéficie d'un fonds d'amortissement de 10,68 millions USD et d'une parcelle dont la valeur est estimée à 50 millions USD. En effet, en comptabilisant la nouvelle parcelle de terre de 2 acres sur un site privilégié de Dhaka attribuée par le gouvernement pour le nouveau projet waqf et achetée au prix fixé par le gouvernement, la BID-BISEW détient actuellement près de 160 millions USD d'actifs.

4. Impact socioéconomique du projet waqf

Le projet waqf présente quatre niveaux d'impact distincts qui méritent d'être examinés : les bénéficiaires finaux ; le promoteur du projet/l'organisation bénéficiaire ; le secteur des awqaf et de la philanthropie ; ainsi que l'économie locale. Chacun de ces niveaux d'impact est détaillé ci-après.

a. Impact des revenus générés par le bien waqf sur les bénéficiaires finaux

La BID-BISEW atteint ses objectifs grâce aux décaissements annuels de près de 1,23 million USD en moyenne générés par ses propres ressources dans le cadre de différents programmes d'éducation et de développement des ressources humaines mis en œuvre au Bangladesh depuis 2003.

Plus précisément, la BID-BISEW prend en charge les cinq programmes suivants :

- Programme de bourses d'études en informatique ;
- Programme de formation professionnelle ;
- Programme des médersas ;
- Programme de bourses d'études en ingénierie (diplômes en 4 ans) ; et
- Programme pour les orphelinats.

Premièrement, le Programme de bourses d'études en informatique a vocation à transformer les nombreux diplômés universitaires sans emploi de n'importe quel domaine non informatique en une main-d'œuvre productive en renforçant leurs capacités techniques dans les domaines des technologies de l'information et de la communication (TIC). Il couvre les aspects suivants :

- Formation aux compétences informatiques axée sur l'employabilité et la demande à travers un programme de formation transformationnel et intensif d'une durée d'un peu plus de 1 an
- Admission de stagiaires à raison de 1 200 étudiants par an
- Prise en charge des frais d'examen pour les certifications internationales en informatique
- Garantie d'emploi des diplômés du cours



Centres de tests autorisés Prometric et Pearson VUE de la BID-BISEW (les plus grands du Bangladesh).
Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.



Diplômés du programme de bourses d'études en informatique de la BID-BISEW lors de la cérémonie de remise des diplômes. Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

À ce jour, ce programme a obtenu les résultats suivants :

- 12 778 bourses d'études accordées ;
- 9 961 programmes de vulgarisation informatique suivis ;
- 6 753 cours professionnels dispensés ; et
- 5 922 placements professionnels réalisés.

En effet, le programme de bourses d'études en informatique de la BID-BISEW est largement reconnu par les employeurs et les diplômés de la BID-BISEW sont souvent explicitement recherchés dans les offres d'emploi.

Deuxièmement, le Programme de formation professionnelle a pour objectif de renforcer les compétences professionnelles des décrocheurs de l'enseignement secondaire, qui ont renoncé à poursuivre leurs études en raison de difficultés financières, pour leur ouvrir des perspectives d'emploi. Il couvre les aspects suivants :

- Prise en charge des frais d'examen
- Fourniture de services de restauration et de logement gratuits
- Versement d'une allocation de subsistance mensuelle
- Aide au placement professionnel

Par ailleurs, ce programme s'applique actuellement aux marchés suivants :

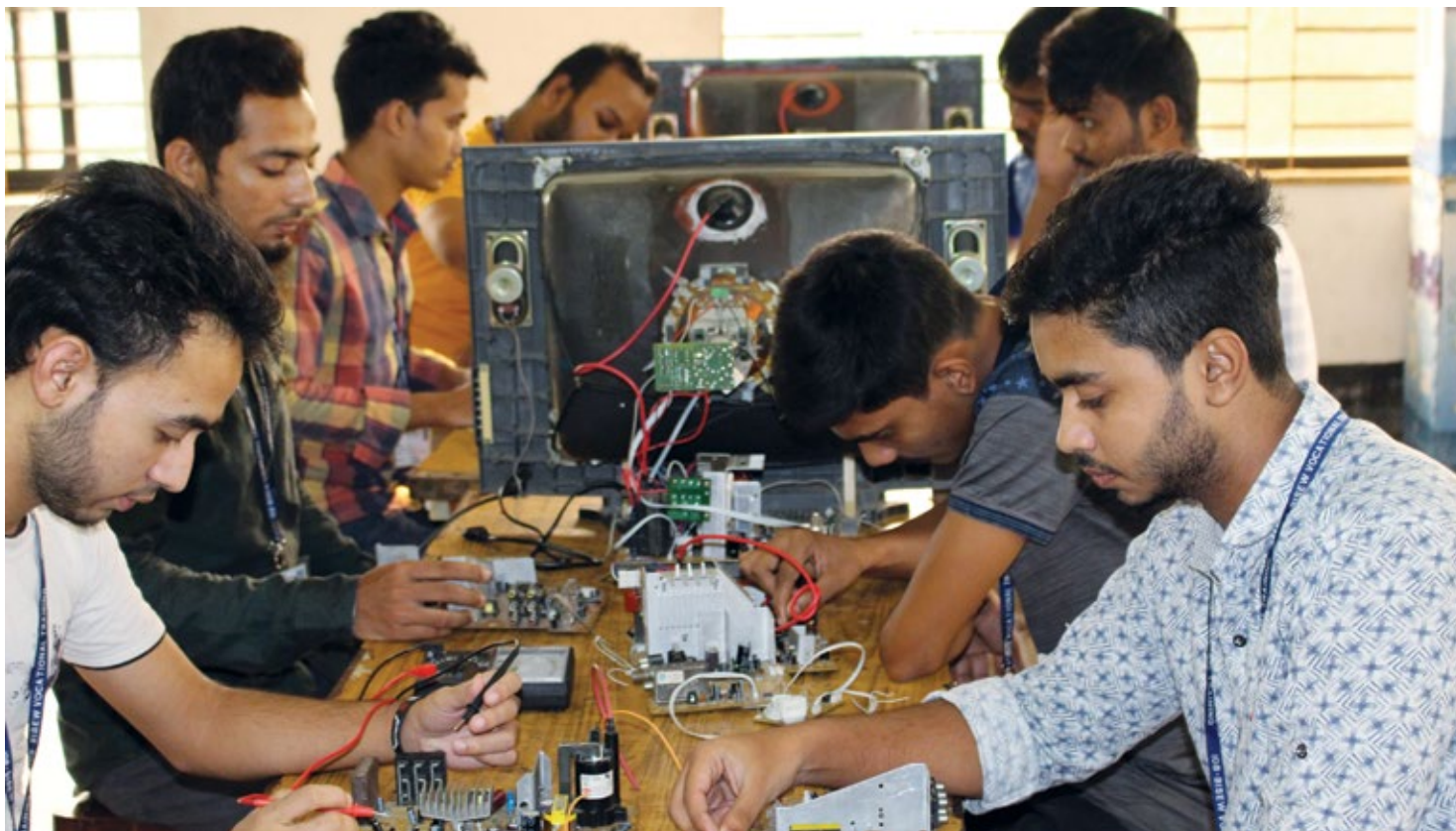
- Électricité
- Électronique
- Mécanique
- Réfrigération et climatisation
- Soudure et fabrication

À ce jour, ce programme a obtenu les résultats suivants :

- 1 288 bourses d'études accordées ;
- 950 cours dispensés ; et
- 872 placements professionnels réalisés.



le Programme de formation professionnelle a pour objectif de renforcer les compétences professionnelles des décrocheurs de l'enseignement secondaire, qui ont renoncé à poursuivre leurs études en raison de difficultés financières, pour leur ouvrir des perspectives d'emploi



Session du programme de formation professionnelle de la BID-BISEW dans les locaux de SOS Villages d'Enfants à Dacca au Bangladesh.

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.



Médersa Nayanagar Nesaria Islamia Dakhil avant et après l'intervention de la BID-BISEW.

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

Troisièmement, le Programme des médersas vise à développer les infrastructures des médersas et à introduire le programme (professionnel) Dakhil en fournissant des équipements complets sous la supervision du Conseil de l'enseignement technique du Bangladesh (BTEB). Il couvre les aspects suivants :

- Construction de bâtiments universitaires et d'ateliers de formation professionnelle
- Recrutement du corps enseignant
- Fourniture de matières premières, d'outils et d'équipements
- Prise en charge des frais d'inscription et d'examen

À ce jour, ce programme a obtenu les résultats suivants :

- 27 210 bénéficiaires dont 1 068 diplômés professionnels ; et
- Classement dans le Top 20 à l'examen final du BTEB de 2011 à 2015.



Jeunes filles apprenant à coudre dans le cadre des ateliers de formation professionnelle de la BID-BISEW à la médersa de Rasulpur
Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

Quatrièmement, l'objectif du Programme de bourses d'études en ingénierie (diplôme en 4 ans) est de créer des opportunités pour permettre aux diplômés (professionnels) Dakhil du Programme des médersas d'obtenir un diplôme en ingénierie en 4 ans dans les instituts polytechniques gouvernementaux. Il couvre les aspects suivants :

- Octroi de 2 500 TK pour les frais de scolarité (par semestre)
- Octroi de 2 000 TK pour les dépenses engagées (par mois)
- Octroi de 500 TK pour les manuels scolaires et autres fournitures (par mois)

À ce jour, ce programme a obtenu les résultats suivants :

- 171 bourses d'études accordées ; et
- 34 instituts polytechniques gouvernementaux couverts.

Cinquièmement, le Programme pour les orphelinats inclut à ce jour un projet unique baptisé Orphelinat de Khaiyarbhangga à Madaripur. Ce programme dispense de nombreux cours/classes pour les orphelins. À ce jour, ce programme a obtenu les résultats suivants :

- Logements résidentiels construits pour 100 orphelins ;
- Prise en charge de 50% des dépenses alimentaires mensuelles ;
- Maintien d'un taux de réussite de 100% aux examens publics et garantie des bourses au mérite accordées par le gouvernement ;
- 1 350 orphelins bénéficiaires ; et
- 20-30 nouveaux orphelins inscrits chaque année.



L'orphelinat parrainé par la BID-BISEW.

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.



Enfants suivant un cours à l'orphelinat de la BID-BISEW.

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

À partir des éléments ci-dessus, voici une synthèse des réalisations de la BID-BISEW dans ses différents secteurs d'activité :

Description	Valeur
1. Programme de bourses d'études en informatique	
Première année d'exploitation	2003
Décaissement total pour ce programme	15,2 millions USD
Bourses d'études accordées	12 778
Programmes de vulgarisation informatique suivis	9 961
Cours professionnels dispensés	6 753
Placements professionnels réalisés	5 922
2. Programme de formation professionnelle	
Première année d'exploitation	2012
Décaissement total pour ce programme	1,1 million USD
Bourses d'études accordées	1 288
Cours dispensés	950
Placements professionnels réalisés	872
3. Programme des médersas	
Première année d'exploitation	2008
Décaissement total pour ce programme	1,2 million USD
Bénéficiaires	27 210
Diplômés professionnels (compris dans les bénéficiaires)	1 068
4. Programme de bourses d'études en ingénierie (diplôme en 4 ans)	
Première année d'exploitation	2016
Décaissement total au titre du programme	59 299 USD
Bourses d'études accordées	171
Instituts polytechniques gouvernementaux couverts	34
5. Programme pour les orphelinats	
Première année d'exploitation	2006
Décaissement total au titre du programme	250 947 USD
Orphelins bénéficiaires	1 350
Nombre total de bénéficiaires	42 797
Nombre total de placements professionnels réels effectués	6 794
Pourcentage de diplômés ayant obtenu un emploi	92 %
Montant total des décaissements du projet	19,6 millions USD
Volume total de revenus du waqf	46,3 millions USD

b. Impact du projet waqf sur le bénéficiaire/promoteur

Comme expliqué précédemment, la BID-BISEW fait partie de la minorité de projets pour lesquels il n'existait aucune organisation en place avant la création du waqf. Ainsi, outre la fourniture d'une source durable de financement pour les activités socialement et économiquement profitables, le projet waqf prévoyait, dans ce cas d'étude, la création d'une nouvelle institution dotée de ses propres structures de gouvernance et de gestion. Cette institution a évolué au fil du temps et renforcé sa capacité à utiliser efficacement le rendement du projet waqf pour les programmes éducatifs, lui permettant ainsi de satisfaire l'objectif du waqf et de remplir le mandat de l'institution.

c. Impact du projet waqf sur le secteur des awqaf et de la philanthropie

Dans le cadre de l'administration du waqf du ministère des Affaires religieuses du Bangladesh, représenté au sein du Comité de Mutawallis de la BID-BISEW, ce projet est une réussite majeure qui marque un changement significatif dans la gestion des awqaf au Bangladesh. La BID-BISEW a reçu plusieurs honneurs et distinctions, qui ont permis de valoriser les awqaf et de fixer un modèle de référence supérieur à répliquer au sein du secteur.

d. Impact du projet waqf sur l'économie locale

Les installations de haute qualité du BID-Bhaban ont eu des répercussions positives sur l'écosystème local pour les organisations et les entreprises internationales. Figurant parmi les bâtiments les plus hauts, les mieux entretenus et les plus sécurisés de Dhaka, le complexe BID Bhaban offre des infrastructures conformes aux normes internationales qui facilitent le travail des organisations mondiales (telles que les Nations unies). Les installations abritent également le plus grand marché informatique spécialisé du Bangladesh. À ce titre, il a permis de dynamiser l'économie de la ville où il est implanté.



La BID-BISEW est l'un des premiers fournisseurs de formations informatiques à avoir grandement favorisé l'émergence du secteur de l'informatique/des logiciels au Bangladesh qui connaît aujourd'hui un véritable essor. Elle a permis de pallier un déficit de compétences important au début des années 2000



Logo de la BID-BISEW. La Certification en informatique est devenue une marque fortement reconnue auprès des employeurs.

La BID-BISEW est l'un des premiers fournisseurs de formations informatiques à avoir grandement favorisé l'émergence du secteur de l'informatique/des logiciels au Bangladesh qui connaît aujourd'hui un véritable essor. Elle a permis de pallier un déficit de compétences important au début des années 2000. Par ailleurs, le modèle de gestion pour la sélection de centres de formation de haute qualité (également appelé Fournisseurs de services tiers ou TSP) du Programme de bourses d'études en informatique visant à former des étudiants en s'appuyant sur le programme de la BID-BISEW, a permis d'élever le niveau général des centres de formation informatique en compétition pour la sélection (en raison des versements importants et rapides effectués par la BID-BISEW aux TSP participants).

En matière de conception et d'exécution des formations, le Programme de bourses d'études en informatique de la BID-BISEW est devenu un véritable modèle pour les programmes de formation/d'enseignement centrés sur l'emploi au Bangladesh, affectant à la fois les pratiques du gouvernement et des autres organisations. En effet, la BID-BISEW s'est forgé une réputation – une marque unique – auprès des bénéficiaires et de l'ensemble de la communauté bangladaise (en particulier les employeurs). Par ailleurs, le gouvernement a créé des programmes informatiques similaires à celui de la BID-BISEW dont les pratiques ont influencé les autres organisations. Par exemple, un centre de formation professionnelle à Dhaka a réduit la durée de ses programmes après avoir observé le succès d'un programme similaire de la BID-BISEW qui a atteint des résultats tout aussi satisfaisants en termes de placement professionnel avec une durée de formation moins longue. Cela a permis d'accélérer le taux de rotation et de former un grand nombre de jeunes bangladais pendant la même période.

5. Gestion

Le bureau de gestion de la BID-BISEW est implanté dans le bâtiment waqf et supervise à la fois les installations et les programmes éducatifs du projet waqf.

L'équipe de gestion, dirigée par le Directeur Général, supervise la gestion du bâtiment waqf et emploie une équipe de conseillers pédagogiques pour gérer les différents programmes éducatifs de la BID-BISEW.

Cette équipe de conseillers s'assure que les programmes éducatifs décrits respectent les normes les plus élevées grâce à un suivi et une

amélioration continue. Ainsi, des programmes parfaitement adaptés au contexte local ont pu être élaborés avec des contrôles et des corrections détaillés.

6. Gouvernance

Au niveau supérieur, la supervision et l'administration de la BID-BISEW ont été affectées à un « Comité de mutawallis » (dans les faits, un conseil d'administration) constitué de six membres. Trois de ces membres sont des représentants du gouvernement du Bangladesh, alors que les trois autres sont nommés par la BID.

Bien que cette structure soit le fruit du partenariat entre le gouvernement et la BID (incluant le grand volet « subventions ») et soit de ce fait unique, elle incarne un modèle de supervision réussie.

La compétence et le professionnalisme de l'équipe de gestion sont le résultat direct d'une structure de gouvernance bien pensée et d'une supervision étroite du projet waqf. En effet, l'équipe de gestion utilise des tableaux de bord et des systèmes informatiques pour gérer la qualité, le suivi et la transparence.

7. Durabilité

La BID-BISEW, en raison de sa gestion efficace à grande échelle, figure parmi les projets waqf les plus durables (et de ce fait en développement) réalisés par la BID. Non seulement elle a soutenu (et continue de soutenir) des programmes éducatifs, mais elle a aussi été capable d'accumuler une quantité importante de réserves destinées à son développement. En effet, 30 % de son revenu annuel est régulièrement versé à un fonds d'amortissement (à l'exception de deux ans).

Aujourd'hui, la BID-BISEW est en mesure de réaliser un nouveau projet waqf financé en partie par ses propres ressources et par le FIBA, avec un terrain attribué par le gouvernement. En fait, la réussite du premier projet a encouragé le gouvernement du Bangladesh à donner, pour le nouveau projet, une deuxième parcelle de terre de 2 acres située sur un emplacement privilégié de Dacca et achetée par la BID-BISEW au prix fixé par le gouvernement et d'une valeur de 50 millions USD – une preuve de reconnaissance de la part du gouvernement des résultats de la BID-BISEW. Le financement par le FIBA de ce nouveau projet a d'ailleurs été approuvé.

D'autre part, le niveau de représentation du gouvernement au sein du Comité de mutawallis a contribué à la réussite, la solidité et la durabilité du projet. Malgré la totale indépendance financière du projet qui garantit son efficacité opérationnelle au sein d'un modèle décentralisé, le gouvernement reste entièrement impliqué et informé, tout en veillant à ce que le projet continue d'être perçu de façon positive et de recevoir l'appui du gouvernement.

Au niveau des bénéficiaires finaux individuels, les avantages obtenus par les stagiaires devraient perdurer sur plusieurs générations. Comme

l'ont attesté de nombreux élèves de la BID-BISEW, notamment ceux du Programme de bourses d'études en informatique, la formation a représenté une opportunité unique qui a complètement bouleversé leurs perspectives d'avenir et finalement leur niveau de vie et celui de leurs familles.

8. Enseignements tirés

En règle générale, la BID-BISEW incarne le modèle type des projets waqf de la BID par bien des aspects. Elle a défini un exemple qui en lui-même pourrait avoir des répercussions sur les futurs projets waqf réalisés par la BID ou d'autres acteurs. Quelques leçons et meilleures pratiques tirées de l'expérience de la BID-BISEW sont décrites ci-après.

a. Participation au Conseil

L'une des principales leçons tirées de l'expérience de la BID-BISEW est l'utilité de la participation de la BID et du gouvernement au Conseil d'un projet waqf (Comité de mutawallis ou nazirs) le cas échéant. La participation de la BID garantit la qualité et le suivi technique, et évite les écarts par rapport à l'acte initial du waqf. Par ailleurs, l'implication permanente de la BID a permis d'améliorer la position de l'organisation, compte tenu de son partenariat/affiliation continu(e) avec une organisation internationale, qui n'est pas limitée au simple rôle de bailleur de fonds.



la BID-BISEW incarne le modèle type des projets waqf de la BID par bien des aspects. Elle a défini un exemple qui en lui-même pourrait avoir des répercussions sur les futurs projets waqf réalisés par la BID ou d'autres acteurs.

La participation du gouvernement au Conseil permet, quant à elle, d'accélérer la réalisation des objectifs en orientant la prise de décision du Conseil et en fournissant les conseils et le réseau nécessaires pour atteindre facilement les objectifs du waqf. Par ailleurs, la participation du gouvernement peut favoriser le transfert mutuel d'expertise et promouvoir le concept du waqf en fournissant au gouvernement une connaissance approfondie de la réussite des projets et des programmes du waqf.

De façon générale, la création d'un Comité de mutawallis/nazirs comme modèle de gestion institutionnelle du waqf supplante l'utilisation classique des individus dans le rôle de nazirs, qui peut ouvrir la porte à la corruption ou au minimum fragiliser la prise de décision.



Enfants recevant une formation en informatique à la médersa Dakkhingaoan d'BID-BISEW

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

b. Conception de programmes

La conception détaillée des programmes éducatifs de la BID-BISEW, qui sont adaptés pour garantir une réelle performance au poste de travail, est le résultat d'un processus naturel d'amélioration continue en place depuis le lancement de ces programmes en 2003. Ces pratiques peuvent donc servir de point de départ à de futurs projets waqf avec des missions éducatives similaires. Ces pratiques intègrent les aspects suivants : la dépendance aux prestataires de services tiers pour la formation, assortie d'un système efficace de vérification/test en interne des progrès des étudiants ; le contrôle biométrique de la participation aux formations dispensées par les prestataires de services tiers ; des paiements aux prestataires de services tiers qui s'articulent autour/sont étroitement liés à la performance et à la présence ; l'examen continu des employeurs et la mise à jour des programmes en conséquence ; etc.

c. Utilisation du bien waqf

Par ailleurs, la sélection des locataires et l'exploitation du bâtiment de la BID-BISEW ont été une vraie réussite. Pour la tour, l'organisation a limité la sélection aux organisations internationales et aux entreprises multinationales afin d'assurer un flux de trésorerie constant (les Nations unies, par exemple, paient l'intégralité du loyer en avance). Concernant le centre commercial situé dans la base de la tour, l'équipe de gestion reste convaincue qu'il doit être reconnu comme une place de marché (informatique) hautement spécialisée, ce qui en fait un lieu attractif unique pour les entreprises du domaine informatique.

9. Défis

Il ne fait aucun doute que le modèle BID-BISEW a encore de nombreux défis à relever, notamment en termes de flexibilité et d'impact macro-économique. Bien qu'utile, ce modèle n'est pas suffisant dans un contexte de développement à plus grande échelle, particulièrement en raison de l'ampleur des besoins non satisfaits chez les jeunes bangladais sans emploi/sous-employés. Toutefois si ce modèle est répliqué, il pourrait engendrer de grandes répercussions, car une expérience réussie constitue un modèle/une preuve de concept pour des initiatives similaires.

10. Témoignages individuels

La BID-BISEW offre de nombreux témoignages bien documentés. Le tableau ci-après présente quelques-uns des diplômés les plus brillants du programme de bourses d'études en informatique de la BID-BISEW. Il s'accompagne du témoignage de deux diplômés de différents programmes de la BID-BISEW restitué avec leurs propres mots.

a. Diplômés très prometteurs du Programme de bourses d'études en informatique

Nom	Poste et organisation	Cours informatique suivi
Md. Mahmudur Rahman Khan	Directeur informatique (5 Sear Ports) chez RAK, Émirats arabes unis	Conception et développement de bases de données
Md. Sharafat Hossain Kamal	Responsable chez Spectrum Engineering Ltd	ESAD-J2EE
Shamim Ashrafi	Consultant en Big Data chez Amazon.com, États-Unis	Conception et développement de bases de données
Gazi Mukter Hossain	Administrateur réseau chez Medisys, Arabie saoudite	Diplôme en technologies de réseau
Nur Mohammad Siddique	Développeur supérieur de logiciels chez MF Asia, Bangladesh	ESAD-J2EE
Mizanur Rahman	Analyste programmeur chez Medisys, Arabie saoudite	Conception et développement de bases de données
Enamul Haque Miraz	Travailleur indépendant	WPSI
Mizanur Rahman	PDG de BelaTech System	ESAD-J2EE
Mohammad Abdul Halim	Administrateur supérieur de bases de données au Gouvernement fédéral de Georgie, Atlanta, États-Unis	Conception et développement de bases de données



Shamim Ashraf, Consultant en Big Data chez Amazon.com, États-Unis

Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.



Md. Mahmudur Rahman Khan, Directeur informatique (5 Sear Ports) à l'Emirat de Ras el Khaimah, Émirats arabes unis

b. Une diplômée du Programme de bourses d'études en informatique : Afroza Akhter²³



Afroza Akhter, élève du Programme de bourses d'études en informatique de la BID-BISEW.
Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

Je m'appelle Afroza Akhter. Mon histoire débute en 2003 alors que je me prépare à passer l'examen B.C.S. après avoir obtenu un Master de Sciences sociales en Sciences politiques. Un jour, mon père m'a parlé des bourses d'études informatiques de la BID-BISEW. Il m'a encouragée à déposer ma candidature pour la bourse d'études et, grâce à Allah, je l'ai obtenue. Je ne savais rien sur cette bourse. À cette époque, je ne savais même pas allumer un ordinateur. Jour après jour, au fil du temps, j'ai découvert que le programme n'était pas seulement une aide financière

pour les étudiants, mais aussi les prémices d'une nouvelle ère pour quelqu'un comme moi.

J'ai brillamment terminé mon programme de bourses d'études et je suis entrée sur le marché de l'emploi en 2004. Au début, j'ai été confrontée à la discrimination sexuelle. Peu d'entreprises étaient prêtes à recruter des femmes. La société IBCS-Primax software BD Ltd a été la première à croire dans le pouvoir des femmes et m'a recrutée le 4 mars 2004 sur un projet de trois mois pour un salaire mensuel de 5 000 TK. Je remercie M. Nawsher, le coordinateur de projet de la BID, et M. Niaz [le PDG de la BID-BISEW] qui m'ont incitée à rejoindre l'entreprise et à essayer de faire mes preuves pour être embauchée définitivement. Je les ai écoutés et j'ai commencé ma carrière dans l'informatique chez IBCS-Primax software BD Ltd. Au bout de 4 mois, l'entreprise m'a engagée au poste de programmeur et mon salaire est passé de 5 000 à 10 000 TK. J'ai travaillé dans cette entreprise pendant 4 ans et 7 mois, et j'y ai occupé de nombreux postes. J'ai également participé à de nombreux projets et à des formations internationales en interne.

En septembre 2008, j'ai quitté IBCS-Primax avant de rejoindre en décembre le grand opérateur de télécommunications Banglalink en tant qu'ingénieur principal dans le service Technologies de l'information. J'ai quitté mon poste d'ingénieur principal en applications chez Banglalink le 31 janvier 2017. Je gagnais 120 886 TK par mois chez Banglalink, ce qui est une rémunération très attractive sur le marché de l'emploi actuel. Au cours de mon expérience chez Banglalink, j'ai participé à des formations locales et internationales. Le plus remarquable pour moi est que, à chaque nouveau projet de petite ou grande envergure, Banglalink me privilégiait comme responsable technique ou chef de projet indépendamment de mon sexe et de mes qualifications. Ils avaient beaucoup de considération pour moi. Je remercie vivement Banglalink.

À présent, je vise un poste plus ambitieux et je suis infiniment reconnaissante envers le programme de bourses d'études en informatique de la BID-BISEW, qui a cru en moi et m'a donné l'opportunité de me découvrir.

Un grand merci au programme de bourses d'études de la BID-BISEW, ainsi qu'aux personnes et organisations associées. Merci.

Afroza Akhter



Je ne savais rien sur cette bourse. À cette époque, je ne savais même pas allumer un ordinateur. Jour après jour, au fil du temps, j'ai découvert que le programme n'était pas seulement une aide financière pour les étudiants, mais aussi les prémices d'une nouvelle ère pour quelqu'un comme moi

23 La langue de ce témoignage a été légèrement modifiée par rapport à la version originale. Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

c. Un diplômé (de la formation professionnelle) du programme des médersas : Md. Rakib Hossain ²⁴



Md. Rakib Hossain, élève du Programme des médersas de la BID-BISEW. Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

Poste : Chef de secteur
Nom de la filière : Électricité
Médersa : Dakkhingaon Kaliab Dakhil
Employeur : ROSE CAFA, Sunamganj

Md. Raquib Hossain est né dans le village de Sanmania situé dans la division administrative de Kapasia dans le district de Gazipur. Il est le fils aîné de la famille. Le père de Raquib Md. Reazuddin est un fermier pauvre. Il a été très difficile pour lui de supporter les dépenses d'une famille de 5 personnes. Le père de Raquib l'a envoyé à la médersa Dakkhingaon Kaliab Dakhil de Kapasia (Gazipur) en classe IV en raison de problèmes financiers. Après avoir passé l'examen Junior Dakhil Exam (JDC) en 2009, son professeur lui a conseillé de s'inscrire à la formation (professionnelle) Dakhil en classe IX dans le cadre du programme des médersas de la BID-BISEW.

Sur les conseils de son professeur, Raquib Hossain s'est inscrit la même année à la formation (professionnelle) Dakhil sous la supervision du BTEB dans la section Électricité générale. L'extrême pauvreté n'a pas réussi à entraver son parcours éducatif. Il a suivi assidûment les cours théoriques et pratiques, et accompli des travaux de la filière métier de façon régulière. En plus des études, Raquib Hossain réalisait fréquemment des travaux de câblage électrique et de réparation de moteurs électriques et de ventilateurs dans sa ville pour gagner de l'argent. Pour couronner tous ses efforts, Raquib a réussi l'examen de la formation (professionnelle) Dakhil en 2011 avec une moyenne pondérée cumulative de 4,77. Ses excellents résultats à la formation (professionnelle) Dakhil l'ont incité à s'inscrire à l'institut MIST de Gazipur pour suivre la formation en ingénierie électrique sur 4 ans dont il a obtenu le diplôme en 2016.

Raquib et sa famille ont été très heureux lorsqu'il a été engagé comme électricien en 2016 chez ROSE CAFA à Sunamganj. En raison de sa remarquable réussite professionnelle, il a été promu au poste de chef de secteur et perçoit un salaire mensuel de 22 000 TK. Pour Raquib, la formation professionnelle Dakhil dispensée dans le cadre du Programme des médersas de la BID-BISEW a fait de lui une personne de confiance et brillante aux yeux de la société. À l'heure actuelle, il est un membre productif de l'entreprise et peut également subvenir aux besoins de sa famille. Il rêve désormais d'obtenir un diplôme en Sciences de l'ingénierie dans le secteur des EEE (Équipements Électriques et Électroniques). Raquib est profondément reconnaissant envers la BID-BISEW.

B. Étude de cas 2 : Waqf Nama de la Fujairah Welfare Association²⁵



Bien que la Fujairah Welfare Association (FWA) ait disposé de plusieurs sources de revenus avant la construction du Nama Commercial and Residential Building (NCRB), ces ressources se sont avérées insuffisantes pour faire face aux coûts de développement croissants de ses projets sociaux et humanitaires.

Auparavant, elle s'était vu accorder deux petits bâtiments waqf, en plus de percevoir de multiples retours sur investissement et de dons philanthropiques importants. Bien que ses biens aient généré des flux de trésorerie croissants (de 6,4 millions AED en 2007 à 11,5 millions AED en 2009), la FWA a eu besoin d'une source de revenus fiable pour financer le développement de ses programmes de bienfaisance sociale tant sur le plan local qu'international.

L'idée de construire des bâtiments waqf commerciaux et résidentiels a été approuvée par Le Souverain de Fujairah, Président de la FWA, qui a fait don d'une parcelle de terrain de 1 200 m² pour la construction du NCRB situé dans le district des affaires de la ville de Fujairah entre deux axes routiers majeurs. La FWA a reçu le permis de construire et signé le contrat de construction au cours du premier semestre 2007.

Le projet de construction était déjà bien avancé lorsque la FWA a contacté la BID pour un éventuel financement. Une mission du FIBA s'est rendue aux Émirats arabes unis en 2009 et a évalué le projet. Cette enquête a révélé que le bilan comptable de la FWA était solide et que son mandat s'accordait avec celui du FIBA. De plus, l'estimation des flux

²⁴ La langue de ce témoignage a été légèrement modifiée par rapport à la version originale. Source : Bureau de gestion de la BID-BISEW.

²⁵ Cette étude de cas repose essentiellement sur le Rapport final d'évaluation de la performance du projet préparé en janvier 2016 par le département Evaluation des opérations du Groupe et mis à jour au vu des conclusions d'une mission réalisée à Fujairah en mai 2019 dans le cadre de ce rapport.

de trésorerie du projet sur une période de 15 ans indiquait un taux de rendement interne de 14%. Par conséquent, pour le financement du FIBA, le projet a été considéré comme techniquement et financièrement viable, et adapté à la mission.

Le 26 mars 2009, le président de la BID a approuvé le financement de 9 millions USD (3 millions USD du FIBA et 6 millions USD de la Ligne de financement du FIBA) sous la forme d'un crédit-bail pour la construction du NCRB. Le coût total du projet a été estimé à 18 millions USD incluant la contribution du promoteur à hauteur de 9 millions USD pour les travaux de construction et la valeur du terrain. Le financement a été établi sur une période de remboursement de 10 ans, incluant 2 ans de gestation.

Le projet s'est achevé à la fin du premier semestre 2011 affichant certains dépassements de coûts et retards d'exécution des travaux justifiables. Le coût du projet réalisé s'est élevé à 76 millions AED, soit environ 20,71 millions USD.

1. Profil de l'organisation bénéficiaire

La Fujairah Welfare Association (FWA) est une organisation caritative des Émirats arabes unis. La FWA a été créée par un décret ministériel du 26 avril 1987. Elle opère depuis son siège social basé dans la ville de Fujairah, mais possède deux bureaux sur le terrain ; un dans la ville de Dibba (à 70 kilomètres de Fujairah) et un au Bangladesh.

La FWA a pour vocation principale de fournir des services sociaux pour les communautés dans le besoin à travers des aides en nature et financières. Les bénéficiaires ciblés incluent des veuves, des orphelins, des étudiants et des familles démunies. La FWA mène également des actions humanitaires et d'urgence lors de catastrophes naturelles tant au plan national qu'international et fournit une aide grâce à des dons de nourriture, de vêtements et de couvertures dans le cadre de campagnes d'urgence réalisées au niveau local.

Depuis sa création, la FWA a piloté des projets d'une valeur supérieure à 319 millions USD. La FWA compte plus de 70 salariés (permanents et saisonniers), dont cinq ont été engagés après la construction du NCRB.

La FWA s'efforce aussi d'aider les familles défavorisées dans les domaines des services et de l'éducation, et de prendre soin des orphelins. Le travail humanitaire et caritatif constituant l'objectif central de la FWA, elle délivre une formation pour permettre aux familles productives éligibles de créer de petites entreprises. Le programme de développement et de réhabilitation des familles productives de la FWA est reconnu au niveau national et régional.

La FWA a reçu la certification ISO 9001:2015 dans le domaine des œuvres et dons de bienfaisance, et du développement communautaire. À cet égard, la FWA a collaboré avec Dubai Quality Group pour atteindre l'excellence organisationnelle grâce au développement continu de son personnel, à l'amélioration des prestations de services et au contrôle de la qualité.



Participation à un événement de la FWA



Le projet waqf NCRB de la FWA.

Source: <https://www.alkhairia.org.ae/>

Source: FIBA.

2. Description du bien waqf

Le projet Nama portait sur la construction d'un complexe résidentiel et commercial de 23 étages composé de bureaux, d'appartements, de boutiques et de places de parking. Il comprend 19 étages identiques de 95 appartements (de différentes tailles) et 41 bureaux. De plus, le bâtiment possède deux sous-sols avec 70 places de parking, un rez-de-chaussée avec 8 boutiques et une mezzanine. L'ensemble de la surface bâtie s'étend sur une aire relativement vaste de 27 600 m².

3. Résultats financiers

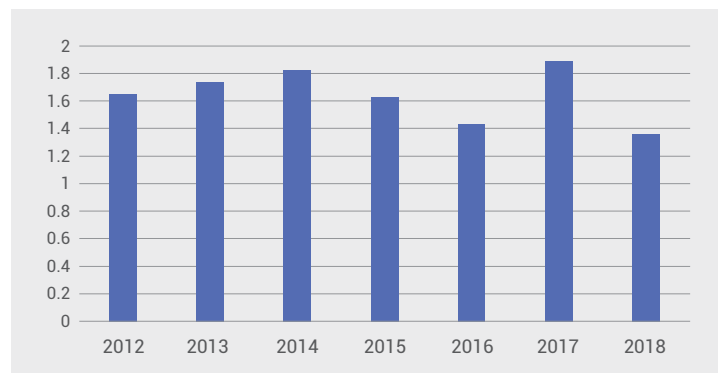
Deux niveaux de résultats financiers méritent d'être examinés dans le contexte du projet waqf de la FWA. Le premier niveau concerne les résultats financiers du bien waqf lui-même et le second niveau porte sur les résultats financiers de l'organisation bénéficiaire. Cette double analyse s'explique par le fait que, contrairement à la BID-BISEW (dans l'étude de cas précédente), la FWA en tant qu'organisation a été opérationnelle bien avant son engagement auprès de la BID et la constitution de son bien waqf. Chaque niveau est détaillé ci-après.

a. Résultats du bien waqf

Les activités du NCRB ont commencé en 2012 par la location de boutiques, d'appartements et de bureaux. Les loyers facturés par la FWA ayant été relativement inférieurs au prix du marché (environ 5% de moins), le bâtiment a maintenu toujours un taux d'occupation de près de 100%. Les revenus générés sont stables et les locataires ont payé leurs loyers dans les temps sans retards significatifs. Ces revenus ont renforcé la position financière de la FWA et lui ont permis de développer ses programmes de bienfaisance et sociaux.

Malgré la fluctuation du montant total généré par le NCRB grâce à la location des appartements, bureaux, boutiques et places de parking au fil des ans (à peine 1,36 million USD en 2018 en raison de la fragilité du marché immobilier comme l'illustre le graphique ci-après), ce revenu

Revenus bruts du NCRB (million USD)



est resté globalement solide. Ces flux de trésorerie ont renforcé la position financière de la FWA et lui ont permis de rembourser de façon régulière le montant reçu de la BID. Le solde restant, souvent conséquent, a servi à poursuivre les programmes de bienfaisance et d'aide sociale parrainés par la FWA.

b. Résultats de l'organisation

Les principales sources de revenus de la FWA sont : (i) la charité et les dons, et (ii) les retours sur investissement. En effet, la charité et les dons constituent la principale source de revenus de la FWA.

Pendant les cinq années consacrées à la réalisation du NCRB (2009-2014), le revenu versé par les donateurs et les partenaires a augmenté de 13,56 millions à 19,23 millions USD. Il est important de préciser que ces dons sont, pour la plupart, des versements sous forme d'aumônes et des parrainages d'orphelins. Il s'agit donc de fonds à usage spécifique (limité) qui sont dépensés conformément aux instructions du donateur.

D'autre part, le revenu généré par les investissements pour la même période a augmenté de 3,17 millions à 7,66 millions USD (142%). Cette croissance soutenue inclut les 1,8 million USD générés annuellement par les loyers du NCRB. Par conséquent, le revenu net de la FWA (c'est-à-dire le revenu après déduction des versements d'aides/de dons et les dépenses administratives) a augmenté d'environ 2,58 millions à près de 5,62 millions USD pour la même période.

4. Impact socioéconomique du projet waqf

Le projet waqf présente quatre niveaux d'impact distincts qui méritent d'être examinés : les bénéficiaires finaux ; le promoteur du projet/ l'organisation bénéficiaire ; les awqaf et le secteur philanthropique ; ainsi que l'économie locale.

Chacun de ces niveaux d'impact est détaillé ci-après.

a. Impact des revenus générés par le bien waqf sur les bénéficiaires finaux

Le programme phare de la FWA, connu sous le nom de Programme de développement et de réhabilitation des familles (FDRP), présente une approche intéressante de la chaîne de valeur à caractère caritatif financée par des ressources générées par des awqaf.

À chaque extrémité de la chaîne de valeur, la bienfaisance joue un rôle moteur majeur. Du côté de la demande, le bénéficiaire final des produits du FDRP est souvent une organisation caritative qui a besoin de matériels à distribuer (par exemple, Al Maktoum Foundation). Du côté de l'offre, la FWA fournit tous les intrants nécessaires et facilite la production par les familles. Par exemple, pour la production de textiles/vêtements, elle fournit les matières premières, les machines à coudre ainsi qu'une formation, et facilite l'obtention des licences nécessaires.



Tissage traditionnel dans le cadre du FDRP de la FWA.

Source: <https://www.alkhairia.org.ae/>.

Les familles apportent leur travail et bénéficient, tout au long du processus, d'un encadrement, d'un renforcement de leurs compétences et d'une expérience pratique. Aux deux extrémités de la chaîne de valeur, les awqaf permettraient donc de générer les ressources nécessaires pour gérer ces chaînes de valeur à caractère caritatif.

Le FDRP est destiné à renforcer la capacité des femmes touchées par la pauvreté pour leur permettre de devenir financièrement indépendantes à travers différents programmes de formation et de soutien.

Le FDRP propose des formations aux arts et métiers, à la cuisine, à la couture et l'ornement, au prêt-à-porter, à la beauté et aux parfums. Des professionnels et des experts dispensent ces formations en partenariat avec différentes chambres de commerce et Dubai Quality Group. Par ailleurs, au-delà du soutien financier direct, l'un des aspects importants



Le FDRP est destiné à renforcer la capacité des femmes touchées par la pauvreté pour leur permettre de devenir financièrement indépendantes à travers différents programmes de formation et de soutien

de ce programme est que la FWA a signé un accord avec l'agence de licence gouvernementale correspondante pour exonérer les femmes diplômées du FDRP des frais de licences de production à domicile. Le programme FDRP a remporté de nombreuses récompenses tant au niveau national que régional.

Une initiative importante du FDRP est le Programme de taxi pour les femmes. Dans le cadre de ce programme, les femmes bénéficiaires peuvent louer des véhicules à la journée. Ces taxis, qui sont enregistrés auprès du service de police local, sont utilisés spécifiquement pour transporter des femmes.

La FWA exploite les ressources générées par les awqaf pour soutenir de multiples programmes sociaux nationaux et internationaux. Les programmes nationaux incluent le parrainage des orphelins et des familles, le soutien financier direct des familles défavorisées et des bourses d'études pour l'éducation. À l'échelle internationale, la FWA fait fonctionner trois orphelinats (2 pour les garçons et un pour les filles) au Bangladesh et parraine également des programmes saisonniers notamment pendant le ramadan et les deux aïds.

L'un des principaux objectifs de la FWA est de créer un sentiment d'engagement social au sein de la population locale pour l'inciter à s'investir dans le service communautaire. À cette fin, la FWA est parvenue à mobiliser des philanthropes et des entreprises locales pour soutenir ses programmes de bienfaisance et sociaux.

La FWA a également pour ambition d'appliquer le principe de solidarité et d'esprit de bienveillance à travers son programme de zakat. Les



Une campagne de distribution de nourriture organisée par la FWA. Source: <https://www.alkhairia.org.ae/>.

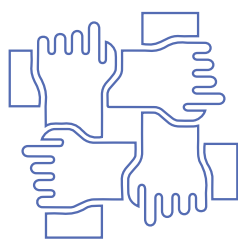
chercheurs sociaux de la FWA étudient les cas des familles dans le besoin et désignent les familles méritantes au Comité des zakats qui distribue les subventions.

La FWA travaille aussi en étroite collaboration avec l'Autorité du Croissant-Rouge des EAU dans des régions pauvres et isolées pour fournir une aide et mettre en œuvre des projets de développement (par exemple, la construction de mosquées, d'écoles, de cliniques, de puits, de forages).

La FWA participe également à tous les programmes sociaux organisés par les institutions gouvernementales (par exemple, le ministère des Affaires sociales) et les organisations non gouvernementales (ONG). Par conséquent, la FWA a remporté de nombreuses récompenses et distinctions pour ses actions de bienfaisance et sociales. Par exemple, en collaboration avec le ministère de l'Éducation (Fujairah Educational Zone), la FWA a organisé des cours de rattrapage en mathématiques, physiques, langues arabe et anglaise pour les élèves de l'enseignement secondaire.

Le revenu généré par le bâtiment waqf est ajouté aux revenus découlant des autres biens pour financer tous les programmes d'aide sociale parrainés par la FWA. Ci-après une synthèse des réalisations de la FWA depuis 2018 dans ses différents secteurs d'activité :

Bénéficiaires/Actions de soutien	Nombre total
Moutons sacrificiels (moutons/individus)	1 500/38 000 (2018)
Saisonnier - Bénéficiaires de l'iftar pendant le ramadan	1 701 800 (2014 -2018)
Saisonnier - Bénéficiaires de la zakat al-fitr	297 720 (2014 -2018)
Saisonnier - Bénéficiaires du vêtement de l'aïd (kiswa)	42 955 (2014 -2018)
Parrainage annuel - Orphelins des Émirats arabes unis	1 452 (2014 -2018)
Parrainage annuel - Orphelins à l'étranger	46 667 (2014 -2018)
Parrainage annuel - Familles	2 231 (2014 -2018)
Parrainage annuel - Étudiants	55 (2014 -2018)
Parrainage annuel - Individus avec des besoins particuliers	115 (2014 -2018)
Événements sur la conservation des aliments couverts	15 086 (2004 -2018)
Bénéficiaires de la conservation des aliments	6 348 991 (2004 -2018)
Bénéficiaires du Fonds pour les étudiants	18 398 (2014 -2018)
Bénéficiaires des ateliers et formations professionnels pour les femmes	5 661 (2013 -2018)
Bénéficiaires du Programme de développement et de réhabilitation des familles productives	493 (2004 -2018)
Bénéficiaires de l'aide financière	165 506 (2014 -2018)
Bénéficiaires de l'aide en nature	90 929 (2014 -2018)



La FWA a également pour ambition d'appliquer le principe de solidarité et d'esprit de bienveillance à travers son programme de zakat. Les chercheurs sociaux de la FWA étudient les cas des familles dans le besoin et désignent les familles méritantes au Comité des zakats qui distribue les subventions.

b. Impact du projet waqf sur l'organisation bénéficiaire

Le projet faisait partie du plan de la FWA visant à saisir l'opportunité de conditions de marché favorables pour construire un bâtiment waqf en vue de générer un revenu permettant de financer ses opérations caritatives et humanitaires.

Le bâtiment waqf devait générer des flux de trésorerie durables en termes de loyer permettant à la FWA d'assurer le service de financement, de récupérer son investissement et de produire des revenus suffisants.

Malgré le stade avancé de la construction du NCRB lorsque la FWA a contacté la BID pour un financement, le FIBA a néanmoins joué un rôle déterminant dans la bonne réalisation du projet.

Le financement du bâtiment par le FIBA a été indispensable à ce moment-là. En particulier, la FWA n'avait pas sollicité de banques conventionnelles pour le financement afin d'éviter de payer des intérêts. De plus, le marché de l'immobilier était très instable pendant la période 2008/2009 après la crise financière mondiale et les banques locales facturaient des taux élevés tout en réduisant le financement des projets immobiliers.

Le taux de majoration facturé sur le financement du prêt de la BID/FIBA (360 points de base + LIBOR à 6 mois en USD) était inférieur aux taux d'emprunt à long terme facturés par les banques nationales (8-9%) aux Émirats arabes unis. De ce fait, le FIBA a pu rester compétitif et continuer à répondre aux besoins du secteur des awqaf **même pendant la crise financière.**

Outre la majoration inférieure, le financement de la BID/FIBA a permis de réaliser le projet dans les temps sans interrompre les activités de la FWA.

Même si la FWA était en mesure de sécuriser le financement à partir d'autres sources, y compris ses propres ressources, un tel choix aurait retardé la réalisation du projet ainsi que le développement des activités caritatives et humanitaires de la FWA.

En règle générale, la réussite du projet de construction du NCRB de la FWA a encouragé l'association à prendre en charge d'autres projets financés par le FIBA, une preuve de l'impact positif du FIBA sur l'organisation.

À ce jour, d'autres grands projets waqf ont été approuvés au profit de la FWA.

c. Impact du projet waqf sur le secteur des awqaf et de la philanthropie

Le secteur des awqaf aux Émirats arabes unis est en plein essor et prospère, notamment auprès des organisations caritatives. En effet, le secteur est très développé aux Émirats arabes unis. Ses opérations couvrent différentes activités socioéconomiques incluant la religion, l'éducation, la santé, ainsi que des actions d'urgence et des activités de bienfaisance. Le secteur se définit essentiellement par le fait que la plupart des biens awqaf sont neufs et que les agences et organisations qui gèrent ces biens font de véritables efforts pour redynamiser le rôle des awqaf dans le développement socioéconomique.

Le financement du FIBA a permis d'intégrer la culture des awqaf auprès des organisations caritatives des Émirats arabes unis. En effet, la BID a financé deux bâtiments awqaf pour la FWA – Nama 1 (NCRB) et Nama 2 – et a approuvé un troisième projet. Le succès rencontré par le premier bâtiment a incité la FWA à poursuivre d'autres projets awqaf et sa réussite manifeste a inspiré d'autres organisations dans d'autres Émirats à réfléchir à la création d'awqaf.

d. Impact du projet waqf sur l'économie locale

Lors de la planification du projet, la ville de Fujairah enregistrait une forte demande pour les logements et les espaces de bureaux en prévision de la croissance de l'activité et des nouveaux projets stratégiques planifiés. Même si la ville de Fujairah, située sur la mer d'Oman, était un petit émirat en termes de population (150 000) au moment de l'évaluation, elle a su mettre en œuvre quelques projets stratégiques au niveau régional. Un pipeline de 3 800 kilomètres a été construit pour exporter le pétrole du champ pétrolier d'Habsan à Abou Dabi vers le port de Fujairah, devenu opérationnel en juin 2012. De plus, le port de Fujairah a été agrandi et une zone franche a été créée. Ces projets économiques ont créé une forte demande pour les espaces résidentiels et de bureaux. En fait, malgré les reculs enregistrés pendant la crise financière de 2008, la population de la ville a augmenté pour atteindre près de 530 000 habitants en 2018, assurant une forte demande permanente pour les biens immobiliers.

La FWA a contribué indirectement au développement du secteur privé en termes d'utilisation de l'espace de bureaux. Outre les 40 bureaux du NCRB, la FWA possède un nouveau bâtiment de 9 étages (Nama 2) dans la zone portuaire, financé par le FIBA et destiné à accueillir des bureaux. Le développement et l'agrandissement du port maritime de Fujairah ont fait croître la demande pour l'espace de bureaux, car de nombreuses sociétés de transport et de logistique étrangères continuent de s'implanter à Fujairah. Le NCRB a permis de répondre à la demande pour des espaces résidentiels et commerciaux dans la ville de Fujairah, facilitant la relocalisation de nombreuses entreprises et la création d'emplois au plan national.

5. Gestion

Le bien waqf est géré dans les bureaux de la FWA. Une équipe en interne gère le bien et ses loyers. Le département des Investissements en interne supervise également les décisions et les opportunités d'investissement.

6. Gouvernance

La structure de gouvernance de la FWA assure la supervision ultime pour la gestion et l'utilisation des retours sur investissement dans le cadre de projets waqf. Cette structure est composée d'un Conseil d'administration de 12 membres qui fixe la stratégie et les orientations de l'Association, et de la direction qui exécute les politiques et les directives du Conseil. Le conseil, élu par l'Assemblée générale, désigne le directeur général. La croissance et le développement de la FWA au fil des ans, l'accumulation de biens et une position financière solide sont les indicateurs d'une planification efficace et d'un style de management performant.



EAU-Journée humanitaire-HE-Saeed-Raqbani

Source: <https://www.alkhairia.org.ae/>

La responsabilisation et la transparence sont essentielles pour la FWA. Dans cette optique, la direction engage un cabinet pour vérifier les comptes avant de les présenter au conseil. De plus, la FWA publie une synthèse des activités caritatives et humanitaires réalisées pendant l'année et la distribue à toutes les parties prenantes.

7. Durabilité

Encouragée en partie par la BID, la FWA porte un intérêt croissant à l'établissement des awqaf comme sources de revenus durables et relativement prévisibles. De nombreuses autres organisations philanthropiques aux Émirats arabes unis ont également commencé à s'intéresser aux investissements awqaf.

Des locataires de grande qualité garantissent des revenus locatifs réguliers et durables, ce qui facilite la prévisibilité de la programmation de la FWA. Les principaux locataires du NCRB sont l'armée des Émirats arabes unis (15 appartements) et le ministère de la Santé (15 appartements). Parmi les autres locataires figurent un collège pour femmes et le Khalifa Residential Fund, un fonds national qui accorde des prêts aux ressortissants des Émirats arabes unis pour construire leurs habitations. Le Programme de développement et de réhabilitation des familles de la FWA, qui permet à des femmes dans le besoin de se former et de renforcer leurs capacités, occupe 6 bureaux.

8. Enseignements tirés

Le secteur des awqaf aux Émirats arabes unis est en plein essor et prospère, notamment auprès des organisations caritatives, ce qui offre de nouvelles perspectives au FIBA et aux modèles caritatifs axés sur les awqaf.

Le FIBA doit se montrer proactif et rechercher des opportunités d'investissements awqaf rentables, compte tenu notamment de la haute qualité et de la stabilité des retours sur investissement des projets réalisés aux Émirats arabes unis – un véritable atout pour le FIBA en tant que fonds.

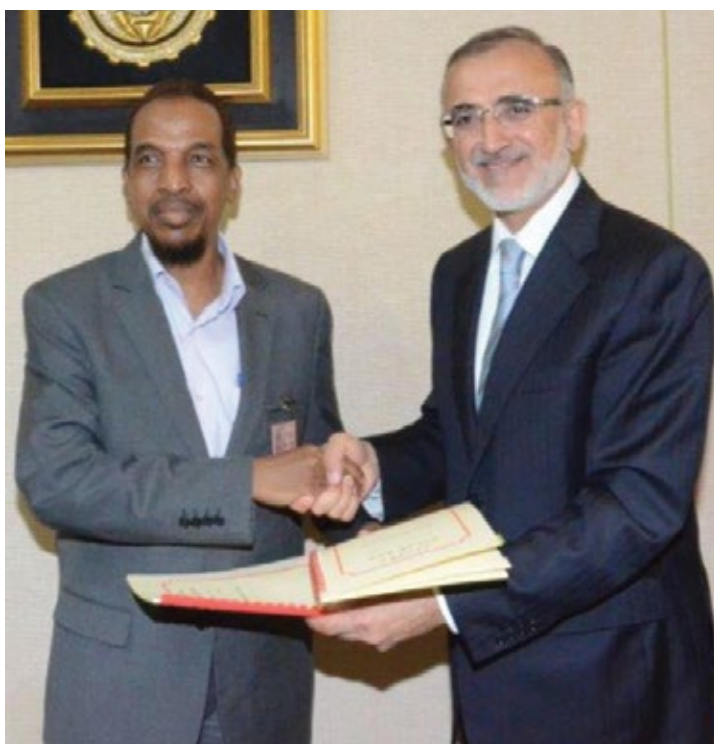
Par ailleurs, les nombreux fonds philanthropiques et le soutien officiel des organisations caritatives peuvent renforcer les chaînes de valeur philanthropiques à caractère caritatif, soutenues par les fonds awqaf, avec les principales organisations caritatives affiliées du gouvernement comme bénéficiaires en bout de chaîne.

C. Étude de cas 3 : Waqf de la Towfiq Welfare Association (ou Towfiq Trust)



En novembre 2015, la BID a approuvé une opération mourabaha pour l'achat d'un bien waqf au profit du Towfiq Trust du Kenya afin de soutenir les activités d'enseignement et de santé de la Towfiq Welfare Association en Somalie. Suite à un retard dû au temps pris par le bénéficiaire pour réduire l'écart financier ainsi qu'à un changement de périmètre et à une réévaluation, l'accord de financement a finalement été signé en juillet 2017. Par esprit de solidarité, la BID a apporté tout son soutien au bénéficiaire pendant les deux processus.

Au-delà du rôle financier, le FIBA a joué le rôle de catalyseur et de facilitateur. En effet, avec le concours de la BID, des dons pour le projet d'une valeur de 300 000 USD ont été versés sur les comptes de la BID au nom du bénéficiaire. Ces dons, ainsi que des dons supplémentaires reçus directement par le bénéficiaire au Kenya, ont permis de réduire l'écart de financement.



Signature de l'accord de financement entre la BID et le Towfiq Trust.

Source: TWS

Il s'agissait d'un projet relativement petit par rapport à la plupart des projets du FIBA. Le coût total du projet tel qu'il a été exécuté s'est élevé à 3,5 millions USD, incluant un financement à hauteur de 2,75 millions USD (1 million USD du FIBA et 1,75 million USD de la Ligne de financement du FIBA) et une contribution du bénéficiaire de 0,75 million USD.

1. Profil de l'organisation bénéficiaire

Le Towfiq Trust a été à la fois le promoteur et l'agence d'exécution du projet. Il a été agréé au Kenya en tant qu'ONG en 2013, puis en tant que trust en février 2015 essentiellement pour réaliser des projets générateurs de revenus afin de soutenir les activités d'enseignement et de santé de son organisation sœur, la Towfiq Welfare Society (TWS), implantée en Somalie.

La TWS est une organisation humanitaire et caritative non sectaire et à but non lucratif. Elle a été créée et agréée en septembre 1995, et est implantée à Kismaayo, la capitale côtière de la province de Lower Juba en Somalie. L'organisation possède des antennes à Mogadiscio, Dhobley, Afmadow, Bu'ale et Jilib. La TWS dispose également d'un bureau de liaison à Nairobi. Elle gère 5 écoles primaires et secondaires, l'université de Kismaayo, un hôpital et un orphelinat.

Face au besoin de services publics de base pendant la crise du milieu des années 90, la TWS incarnait un effort humanitaire unique dans une zone divisée par la pauvreté et les enjeux politiques permanents au sein des tribus locales. L'organisation a été créée pour répondre aux besoins de bien-être des provinces centrales et du sud de la Somalie dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'aide à l'enfance, de l'agriculture, de l'aide d'urgence et de la protection de l'environnement. Elle résulte de l'initiative des intellectuels locaux subissant des catastrophes d'origine naturelle et humaine qui paralysaient la communauté somalienne. L'objectif de la TWS était de reconstruire la nation à travers des programmes de développement adaptés aux besoins de la société somalienne et aux stratégies de développement du gouvernement en atténuant les enjeux socioéconomiques actuels. Aujourd'hui, la TWS continue de poursuivre cet objectif.

2. Description du bien waqf

Le bien qui a dernièrement été acheté comme waqf au profit du Towfiq Trust, connu sous le nom de « SOMAK House », est un immeuble de bureaux érigé sur un site privilégié à Nairobi au Kenya. Le périmètre du projet du FIBA incluait l'achat d'un bien commercial à Nairobi composé d'un immeuble de bureaux de 7 étages et de 3 petits blocs polyvalents. Le bien se compose d'une parcelle de terre de 2 078 m², d'une zone bâtie (construction) totale de 4 140 m² et d'une surface locative de 2 611 m². Le complexe offre un parking pour 51 voitures. Le périmètre du projet incluait également les frais de transfert de propriété, des prestations de conseil et des frais réglementaires.

Le bien est situé sur un site privilégié à Nairobi au Kenya, au niveau de la voie rapide de Mombasa à environ 6 kilomètres du centre-ville de Nairobi. Le bien est situé dans une zone de plus en plus appréciée qui accueille de grands immeubles de bureaux et des hôtels. Le voisinage immédiat est composé de commerces, d'hôpitaux, d'habitations et d'activités de stockage. Le bien est situé à côté de Gateway Park et à l'opposé des centres commerciaux DTB. À un kilomètre du site, il y a aussi le Parc national de Nairobi et de nombreux hôtels.



SOMAK House, le bâtiment waqf détenu par le Towfiq Trust au profit de la TWS.

Source: FIBA

3. Résultats financiers

Deux niveaux de résultats financiers méritent d'être examinés dans le contexte du projet waqf de la TWS puisque la TWS en tant qu'organisation est antérieure au projet waqf est indépendante de celui-ci. Le premier niveau concerne les résultats financiers du bien waqf lui-même et le second niveau porte sur les résultats financiers de l'organisation bénéficiaire. Chaque niveau est détaillé ci-après.

a. Résultats du bien waqf

Lors de l'évaluation, la projection des revenus et l'état des flux de trésorerie du projet étaient prometteurs et réalistes, notamment parce que le bien était déjà loué. Sur une période de projection de 20 ans, ces éléments indiquaient un taux de rentabilité interne (TRI) de 8,63% et un taux moyen de couverture de la dette de 1,35. Compte tenu de la nature récente du projet et de la disponibilité des informations de location réelle au moment de l'évaluation, ces chiffres restent valides. Par ailleurs, au moment de l'évaluation, il a été estimé que 6,1 millions de pieds carrés d'espace de bureaux seraient disponibles à Nairobi en 2017 pour une absorption nette de 7,1 millions, et qu'il y aurait donc une pénurie de l'offre de 1 million de pieds carrés et une forte demande pour l'espace de bureaux. Par conséquent, le projet devait continuer à afficher des résultats financiers solides.

Au moment de l'évaluation du projet, le taux d'occupation du bien avoisinait les 97%. Parmi les occupants figuraient 9 locataires, ainsi que le propriétaire actuel qui souhaitait demeurer dans le bâtiment en qualité de locataire après le transfert de l'acte au Towfiq Trust. L'accord de vente incluait une annexe signée par les deux parties à cet effet. L'espace vacant était composé d'un bureau et de quelques places de parking.

Le projet générera des flux de trésorerie suffisants pour les opérations de la TWS, supérieurs à la couverture de la dette. Le solde de liquidités après la couverture de la dette augmentera d'une moyenne de 98 000 USD pendant la période de remboursement à 585 000 USD la 16^{ème} année (une fois le remboursement terminé). Bien que le bien couvre actuellement les remboursements ainsi que les frais d'opérations et de maintenance, le solde restant disponible pour soutenir les activités du bénéficiaire devrait croître à mesure que les loyers augmentent. Cette prévision est étayée par le fait que les contrats de location au moment de l'achat étaient fixés pour une période minimale de 5 ans, stipulant une hausse annuelle des loyers de 7,5%.

b. Résultats de l'organisation

Malgré une gestion financière prudente avant l'engagement de la BID, ce projet waqf représente néanmoins un jalon financier majeur pour la Towfiq Welfare Society, notamment à la lumière des récentes baisses de dons observées dans la région du Golfe. Le compte de pertes et

profits de la TWS au cours des 3 dernières années précédant l'achat du bâtiment waqf présente un budget de 2,07 millions USD en 2016, de 1,96 million USD en 2015 et de 1,91 million USD en 2014. Outre les dons, le revenu de la TWS sur ces 3 années était principalement généré par les frais de scolarité et les projets de création de revenus (awqaf) en Somalie, au Kenya et en Éthiopie. Concernant les biens de la Towfiq Welfare Society, ils ont été estimés à 4,4 millions USD en Somalie, en plus des 743 000 USD d'investissements en dehors de la Somalie. Ainsi, l'ensemble des revenus du projet waqf de 246 000 USD au moment de l'achat, qui devraient augmenter de 7,5% par an selon les contrats de location, ainsi qu'un bien d'une valeur de 3,17 millions USD, ont un impact financier majeur sur la société.

4. Impact socioéconomique du projet waqf

Le projet waqf présente quatre niveaux d'impact distincts qui méritent d'être examinés : les bénéficiaires finaux ; le promoteur du projet/l'organisation bénéficiaire ; les awqaf et le secteur philanthropique ; ainsi

que l'économie locale. Chacun de ces niveaux d'impact est détaillé ci-après.

a. Impact des revenus générés par le bien waqf sur les bénéficiaires finaux

La Towfiq Welfare Society possède de nombreux programmes et domaines d'activité pour lesquels ce projet waqf s'inscrit comme une étape vers la durabilité et l'institutionnalisation au-delà de la dépendance aux dons. Ces programmes sont décrits ci-après.

Éducation

La Towfiq Welfare Society gère de nombreuses installations et institutions d'enseignement. Elle a construit et soutenu de nombreuses écoles offrant différents niveaux d'éducation dans la plupart des districts des provinces du Lower et Middle Juba depuis sa création. Actuellement, la TWS dirige la seule université sous licence à Kismaayo (Université de Kismaayo - UK). De plus, il existe un institut non officiel appelé l'Institut de recherche et de développement des communautés.



Enfants dans une école parrainée par la TWS en Somalie.

Source: TWS.



Cérémonie de remise des diplômes à l'Université de Kismaayo.

Source: TWS.

Santé

La création d'un hôpital universitaire à Kismaayo est venue en réaction à la demande des étudiants de l'Université de Kismaayo (UK) et de la communauté locale de bénéficier de services médicaux. Cette demande était la conséquence de problèmes de santé causés par la propagation de maladies et d'épidémies mortelles, en l'absence de services de santé publique dans ces zones. L'hôpital accueille **250-300 patients par jour**.

De plus, la TWS envoie des équipes mobiles dans différents districts et sites des quartiers de Juba. Ces équipes mobiles mènent des campagnes de protection et de rattrapage vaccinal auprès de la population qui ciblent notamment le choléra, la malaria et la malnutrition.



Services médicaux de l'hôpital universitaire de Kismaayo destinés à la communauté.

Développement des ressources en eau

La TWS a mis en place des programmes de développement de l'eau dans la région pour subvenir aux besoins en eau potable des populations et du bétail grâce à des forages artésiens et des puits creusés à la main. Le premier forage a été réalisé dans le petit village de Janey Abdalla, situé à 60 kilomètres au nord de Kismaayo. Le second point de forage a été construit à Afmadow où d'abondantes ressources en eau ont été découvertes et bénéficient à plus de 3 000 personnes et leur bétail. Le troisième forage artésien a été effectué à Camp Jaroon, un petit village à l'ouest de Lower Juba. Ce puits constitue un point d'eau pour 2 500 personnes et leur bétail. Dans le district de Jamame, à 53 kilomètres à l'est de Kismaayo, un quatrième puits a été creusé en 2011 pour alimenter les habitants en eau potable. Enfin, le cinquième et dernier puits foré à ce jour se situait à Canjeel, à 30 kilomètres à l'ouest de Kismaayo.



Abreuvement du bétail dans le fleuve Jubba en Somalie.

Source: TWS.



Enfants pris en charge par la TWS.

Source: TWS.

Aide à l'enfance

Le secteur de l'aide à l'enfance a été le premier secteur opérationnel lancé en 1995 avec pour mission de redonner de l'espoir aux enfants et aux orphelins vulnérables en gérant leurs besoins de façon globale. Ce secteur de l'organisation a vocation à satisfaire les besoins de base des enfants et des orphelins vulnérables dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les services proposés aux enfants dans le cadre de ce programme incluent l'internat, l'hébergement, l'éducation et les services infirmiers. Pour les enfants placés en internat, l'organisation apporte aussi une aide financière et matérielle incluant des manuels scolaires, des uniformes et d'autres fournitures scolaires essentielles dont les enfants ont besoin, en plus d'un encadrement par des adultes. Dans son Centre d'Al-ansar dédié aux orphelins, le plus grand dans la région de Juba, la TWS propose un ensemble de services pour les orphelins. La TWS prend soin de **plus de 700 enfants orphelins**.



Aide à l'enfance secteur de l'organisation a vocation à satisfaire les besoins de base des enfants et des orphelins vulnérables dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les services proposés aux enfants dans le cadre de ce programme incluent l'internat, l'hébergement, l'éducation et les services infirmiers



Parcelle agricole à Juba en Somalie.

Source: TWS.

Agriculture

En coordination avec les autres organisations, la TWS a mis en œuvre de nombreux projets agricoles. Ces projets incluent des programmes de subsistance et de réhabilitation des terres arables, en plus de la fourniture d'outils et d'équipements agricoles pour les fermiers de la vallée de Juba. Ces projets visent à accroître la productivité agricole dans la zone, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire, à un meilleur revenu par habitant et à de meilleures conditions de vie pour la population ciblée. Par ailleurs, l'organisation a soutenu la réclamation et la culture de grandes étendues de parcelles agricoles représentant **260 hectares** sur une période de cinq ans.

Nourriture et urgence

La pénurie de nourriture est un problème chronique dans les régions du Centre et du Sud de la Somalie que la TWS aide à résoudre. La TWS soutient le Centre d'alimentation d'Al-ansar depuis 1998. Le Centre accueille des enfants, prépare et distribue des paniers de nourriture aux familles pauvres pour réduire la menace de l'insécurité alimentaire.

Lors des crises humanitaires (sécheresse inattendue, catastrophes naturelles ou famine), la TWS a coopéré avec les organisations d'aide humanitaire pour mettre en œuvre des plans de secours d'urgence. Il s'agissait de distribuer de la nourriture et des médicaments, ainsi que d'acheminer l'eau par camion jusqu'aux populations touchées et démunies. La TWS a organisé des campagnes de distribution de nourriture auprès de **150 000 foyers touchés par la sécheresse** dans les régions de Middle et Lower Juba. De plus, la TWS a mis en place des opérations de distribution générale de nourriture dans les camps de déplacés internes à Mogadiscio, où étaient regroupés les réfugiés internes touchés par la sécheresse.

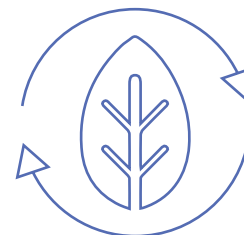
Voici une synthèse des réalisations de la TWS depuis 2016 dans ses différents secteurs d'activité :

Bénéficiaires/Actions de soutien	Effectif/Quantité
Étudiants bénéficiaires (total)	9 554 (1995-2016)
Orphelins soutenus/parrainés (total)	10 280 (1995-2016)
Écoles gérées	7
Enseignants soutenus	125
Diplômés de l'université (différentes universités)	1 561
Universités/facultés soutenues	41
Orphelins soutenus/parrainés	1 530
Mosquées construites (toutes tailles)	54
Écoles construites	11 écoles + 3 bâtiments universitaires
Puits creusés	547 puits de surface et 6 puits artésiens
Fermes waqf gérées	2 (surface totale de 210 ha)
Terres agricoles réclamées pour des familles pauvres	2 000 ha sur les rives du fleuve Jubba
Moutons sacrificiels fournis (total)	28 000 (1995-2016)
Bénéficiaires de la campagne médicale	250 000 (2012-2014)
Bénéficiaires de l'iftar pendant le ramadan (total)	65 000 (1995-2016)
Bénéficiaires des paniers de nourriture (aide d'urgence) (total)	75 000 (1995-2016)

b. Impact du projet waqf sur l'organisation bénéficiaire

La viabilité financière est un objectif majeur pour le parrain, après avoir connu une situation de dépendance aux dons qui s'est atténuée ces dernières années. Après avoir reçu le soutien initial de la BID à travers des Opérations d'assistance spéciale (aide indispensable pendant la phase de création) à un certain degré de maturité institutionnelle, la TWS cherchait **à assurer la continuité et la viabilité financière**. Cela marque souvent une étape importante vers l'institutionnalisation en vue de réduire la dépendance au charisme personnel et à l'énergie du fondateur dans le cadre de la collecte de dons.

Par ailleurs, la direction de la TWS a précisé qu'inscrire le bien waqf sur son bilan est une réalisation très positive pour l'organisation, qui lui confère davantage de poids et de crédibilité. En effet, la TWS n'aurait pas pu atteindre cet objectif sans le soutien et le



La viabilité financière est un objectif majeur pour le parrain, après avoir connu une situation de dépendance aux dons qui s'est atténuée ces dernières années

financement du FIBA. Comme le souligne la TWS, le FIBA joue un rôle d'autonomisation important pour les organisations défavorisées de la société civile locale : un rôle qui s'inscrit dans la tradition prophétique d'autonomisation des personnes démunies pour leur permettre de réaliser des profits (« tuksibu alma'adum »). En effet, le FIBA responsabilise les petites organisations de la société civile locale, qui autrement n'auraient pas accès à un financement commercial, pour qu'elles deviennent propriétaires de leurs biens et atteignent finalement une viabilité financière, tout en renforçant la maturité institutionnelle.

Comme l'atteste la direction de la TWS, la réussite du projet waqf sur certains fronts repose essentiellement sur le partenariat et l'aide apportée par la BID par l'intermédiaire du FIBA. Tout d'abord, le FIBA a fait preuve d'une grande souplesse et d'un soutien indéfectible en autorisant la transposition du périmètre à un autre bâtiment en raison de circonstances imprévues et en conseillant la TWS tout au long du processus. Ensuite, le partenariat avec la BID a conféré de la crédibilité à la TWS et à ses institutions affiliées. En effet, ce partenariat a facilité les efforts déployés par la TWS pour lever des fonds pour le projet. Par exemple, la visite du siège social de la BID à Djeddah a inspiré confiance à un donateur (un membre très fortuné de la communauté somalienne au Kenya) qui a finalement versé une subvention importante pour le projet. Ainsi, la BID a mobilisé facilement des ressources pour le projet à la fois directement (en recevant 300 000 USD de dons directement au nom de la TWS) ainsi qu'indirectement (en s'appuyant sur sa réputation).

c. Impact du projet waqf sur l'économie locale

Pour une opération unique, l'impact sur l'économie locale est négligeable, bien qu'il commence à être important lorsque ce modèle est transposé à plus grande échelle. Désireux de répliquer le modèle d'investissement transfrontalier du FIBA visant à soutenir les pays fragiles, les porteurs de projets similaires de pays voisins politiquement et économiquement stables pourraient en tirer de multiples avantages. Les opérations de cette nature pourraient améliorer les normes de construction et générer des entrées de devises fortes.

Même si le projet de construction n'a eu aucun impact direct sur le paysage immobilier puisque le bâtiment existait déjà, des interventions similaires peuvent avoir un impact positif indirect. Les opérations d'achat qui respectent un niveau d'expertise élevé peuvent inciter indirectement les promoteurs locaux à améliorer leurs normes, en ciblant les organisations internationales comme acheteurs attractifs de leurs biens. Lorsque ce type d'opération est transposé à grande échelle, cela peut contribuer à améliorer la qualité générale du marché immobilier.

Un autre avantage exploité par le Kenya concerne l'entrée d'investissements étrangers. À court terme, ce type d'opération génère une entrée de devises fortes (le dollar des États-Unis dans ce cas) pour réaliser l'achat. Sur le long terme, le revenu ne sera pas versé intégralement, car le Towfiq Trust prévoit également d'aider les communautés somaliennes à l'est du Kenya.

5. Gestion

La gestion des installations waqf est interne au bien, avec un personnel dédié en place. Au moment de l'évaluation, le bien était exploité par l'ancien propriétaire « SOMAK Travel Limited » et géré dans de bonnes conditions (par un personnel spécialisé), il a donc été décidé de conserver le même exploitant la première année, étant donné que ce dernier demeurerait dans l'immeuble en qualité de locataire.



Enfants dans une école parrainée par la TWS en Somalie.

Source: TWS.

6. Gouvernance

L'engagement de la BID et sa volonté à créer un trust kenyan garantissent que le waqf bénéficiera d'une gouvernance et d'une structure de supervision solides. La gestion financière a été optimisée au profit des bénéficiaires finaux pour atténuer le risque de corruption qui touche beaucoup d'awqaf. Cette initiative est soutenue par la gouvernance de la TWS. La gouvernance est représentée par un conseil d'administration, le pouvoir suprême de l'organisation, qui est composé de membres fondateurs et d'autres membres qui ont rejoint l'association après sa création pour superviser et gérer toutes les questions stratégiques. La TWS dispose également d'un Comité exécutif.

7. Durabilité

Enfin, le projet waqf garantira la continuité et la durabilité du service pour les bénéficiaires finaux de la TWS. Il améliorera leur situation précaire et renforcera leur capacité à planifier l'avenir comme prolongement de la durabilité et la stabilité financière de la TWS elle-même. La stabilité politique et économique du Kenya voisin constituera un point d'ancrage solide et une source durable pour leurs voisins fragiles et pour la communauté somalienne précaire de l'est du Kenya.

8. Enseignements tirés

Le modèle innovant du projet waqf de la TWS pourrait servir de prototype pour soutenir certains sous-ensembles d'ONG. Il a défini un exemple qui pourrait avoir un impact sur les futurs projets waqf réalisés par la BID ou d'autres acteurs. Deux leçons et meilleures pratiques tirées de l'expérience de la TWS sont décrites ci-après.

a. Gouvernance et enregistrement dans le cadre des projets waqf des pays non-membres

Il est recommandé que la BID s'engage activement dans la structuration de la gouvernance du waqf en portant une attention particulière à l'écosystème philanthropique des pays non-membres. Dans ce cas d'étude, la BID a fait preuve de souplesse pour autoriser un enregistrement dans un pays non-membre en vertu des lois sur les fiducies en vigueur, sous réserve d'une structure de gouvernance appropriée. Dans ce contexte, il est important de développer de meilleures pratiques pour ces pays et une meilleure compréhension du trust/de la dotation vis-à-vis des lois régissant les projets waqf.

b. Soutien transfrontalier pour les ONG dans des États fragiles

L'une des réussites de ce projet dont le modèle est une véritable source d'inspiration consiste à s'appuyer sur la stabilité politique et économique des pays voisins au profit des ONG travaillant dans des contextes fragiles. Les contrôles de capitaux libéraux sont un autre point



La question du remboursement présente des risques liés au change et aux conditions économiques. Ces défis incluent les fluctuations de devises et le risque de détérioration des conditions économiques

à examiner. Dans ce cas pratique spécifique, le Kenya accueille le bureau de la Banque mondiale de la région et plusieurs organisations régionales et internationales opérant en Afrique. De plus, la stabilité politique du Kenya et son adéquation au modèle présenté ont été renforcées par les récentes réformes institutionnelles, notamment l'adoption d'une nouvelle constitution qui prévoit une gouvernance décentralisée.

9. Défis

Plus le volet des subventions est important, plus les fonds que l'organisation peut utiliser dans ses activités sont accessibles immédiatement. Par conséquent, le FIBA doit inciter et faciliter, dans la mesure du possible, les dons/subventions plus conséquents. Dans le cas du Towfiq Trust, la contribution minimale du bénéficiaire (même après d'importantes campagnes de mobilisation des ressources) est confrontée à certains enjeux. Par ailleurs, la question du remboursement présente des risques liés au change et aux conditions économiques. Ces défis incluent les fluctuations de devises et le risque de détérioration des conditions économiques.

Les défis potentiels liés au transfert de fonds à l'échelle internationale – une question délicate étant donné la dimension transfrontalière du projet – ont été examinés pendant l'évaluation. Le Kenya a un régime axé sur les contrôles de capitaux libéraux, qui a abrogé toutes les lois relatives au contrôle des changes en 1993.²⁶

Néanmoins, il existe un risque de difficultés temporaires lié au transfert de devises du Kenya vers la Somalie. À cet égard, conformément à la constitution du Towfiq Trust, son objectif est « d'améliorer l'éducation et la santé dans la région de Juba (Somalie) et au nord-est (Kenya) ». Ainsi, si le revenu du projet n'a pas pu être transféré vers la Somalie pour une raison temporaire, il sera utilisé au profit des réfugiés somaliens dans les provinces du nord-est du Kenya.

Le transfert de fonds du Kenya vers la BID sous forme de mensualités de remboursement sera effectué par l'intermédiaire de la banque de séquestre conformément aux lois en vigueur au Kenya.

26 <https://www.export.gov/article?id=Kenya-foreign-exchange-controls>

D. Étude de cas 4 : projet waqf des daaras au Sénégal²⁷



La BID et le gouvernement du Sénégal entretiennent une relation de longue date qui a renforcé le développement du cadre réglementaire de la finance islamique et du waqf au Sénégal, à ses débuts en 2009. En fait, l'intervention concrète de la BID au Sénégal a commencé en marge de la Première conférence internationale sur la finance islamique en Afrique subsaharienne, à Dakar, avec la signature d'un protocole d'accord en 2011 et l'élaboration d'une feuille de route pour la création d'un cadre réglementaire pour la finance islamique et le waqf.

Avant la réglementation moderne de l'État, l'institution du waqf est arrivée avec l'islam au Sénégal et a soutenu des milliers de mosquées et de cimetières musulmans à travers le pays. Dans l'histoire contemporaine, deux précurseurs modernes méritent d'être cités : Ahmeth Gora DIOP (1910-2010) a créé, à partir d'un acte notarié, un waqf pour les personnes défavorisées et Serigne Mourtalla Mbacké (1921-2004) est l'initiateur de plus de 350 écoles franco-arabes (appelées « instituts Al-Azhar »), bâtiments, terres agricoles, véhicules de transport public ou boulangeries axés sur le waqf. Par ailleurs, des ONG islamiques internationales, telles qu'Islamic Relief, ont également financé des activités au Sénégal à travers ce mécanisme.

Cependant, le projet éducatif de la BID pour la modernisation des daaras (PROMOD – 2011) a été le premier projet à avoir un impact catalytique direct sur la création d'un cadre réglementaire moderne pour les waqf. PROMOD a été un projet éducatif innovant qui intégrait un volet dédié au waqf visant à soutenir la viabilité financière des daaras modernisées (Volet 4 – Daras Waqf Support Facility ou DWSF) après leur construction. Dans ce cadre, la BID a fourni une subvention d'assistance technique pour financer l'étude de faisabilité nécessaire à la création du cadre réglementaire des waqf et entreprendre la construction du projet immobilier waqf.

Ces efforts ont abouti à l'adoption de la loi n° 2015-11 du 6 mai 2015, qui constitue une percée majeure pour le waqf au Sénégal et un exemple de l'impact macro-économique potentiel d'un projet waqf de dimension micro-économique. Avec cette loi, le Sénégal a adopté le cadre législatif waqf. Cette loi régit tous les types de waqf, qu'ils soient publics, familiaux, mixtes ou d'intérêt public.

Finalement, avec ce cadre législatif en place, le FIBA a reçu une demande du gouvernement du Sénégal en janvier 2019 pour examiner

le financement d'un projet de développement immobilier sous forme de waqf au profit des écoles coraniques (daaras) au Sénégal. Le projet sera construit sur une parcelle de terre à Dakar, capitale du Sénégal, qui a été attribuée à la Haute Autorité du Waqf (HAW) par le gouvernement du Sénégal et qui est actuellement enregistrée sous son nom.

Le projet a pour objectif de construire un bâtiment commercial et résidentiel à usage mixte comprenant un rez-de-chaussée, 16 étages supérieurs et 2 niveaux de sous-sol dans le cadre de la modernisation des écoles coraniques (daaras) du Sénégal. Le revenu du projet permettra d'améliorer et de soutenir la modernisation de ces daaras et de fournir l'aide nécessaire à leurs étudiants. La construction du projet susmentionné et la location de l'espace pour générer un revenu régulier permettant de financer les activités éducatives des daaras contribueront à la réalisation de ces objectifs. Le projet waqf pour les daaras est un projet souverain pour lequel le gouvernement du Sénégal, représenté par le ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération, sera le bénéficiaire du financement de la BID/FIBA et la Haute Autorité du Waqf (HAW) sera l'Agence d'Exécution.

1. Profil de l'organisation bénéficiaire

La Haute Autorité du Waqf (HAW) sera l'agence d'exécution du financement de la BID et le gouvernement du Sénégal en sera le bénéficiaire. La loi n° 2015-11 du 6 mai 2015, qui a fixé le cadre législatif des waqf au Sénégal, a également créé la Haute Autorité du Waqf (HAW), une autorité administrative indépendante rattachée à la Primature (Cabinet du Premier ministre), dont les principales missions sont de gérer le waqf public, de promouvoir et de développer le waqf au Sénégal, et de contrôler et superviser les autres types de waqf.

La HAW est en passe de devenir opérationnelle grâce au soutien et à l'engagement continu de la BID. Néanmoins, elle n'a pas encore d'expérience concrète du waqf. Les organes de la HAW sont la Commission de supervision et la Direction générale. Le président de la Commission de supervision et le directeur général ont été nommés le 19 avril 2017.

Le rôle de la HAW est défini dans l'article 3 du décret n° 2016-449 fixant les règles de gouvernance et de fonctionnement de la Haute autorité du waqf. Sa mission intègre les aspects suivants :

- Recevoir d'un notaire les documents constitutifs du waqf et tout autre document s'y rapportant ;
- Gérer les awqaf publics ;
- Promouvoir le développement des awqaf, notamment les awqaf publics ;
- Contrôler et superviser les awqaf familiaux, mixtes et d'intérêt public ;

27 Un grand merci à Iqbal Jhumka, membre émérite de l'équipe du FIBA, pour sa contribution sur ce sujet.

- Garantir l'utilisation d'un waqf conformément à la volonté du donateur (waqif) ;
- Conserver un registre de tous les biens waqf au Sénégal ;
- Garantir l'enregistrement de tous les biens immobiliers construits dans le cadre d'un waqf ;
- Rechercher des financements pour les projets d'investissements waqf publics ; et
- Assurer la protection et la préservation de l'héritage du waqf.

Dans le cadre du processus d'élaboration d'un organigramme pour la HAW, la mission de celle-ci a été analysée pour identifier les différentes activités sous-jacentes. Ces activités ont été regroupées sous les quatre fonctions principales suivantes :

- **Fonction administrative.** Cette fonction inclut les activités de réception, la conservation des actes waqf et l'administration de waqf publics, l'intégration de la gestion financière et comptable, ainsi que la gestion des ressources humaines, l'information et la sensibilisation des donateurs potentiels (waqifs).
- **Fonction de contrôle et de supervision.** Cette fonction inclut le contrôle interne et externe, ainsi que le contrôle de conformité à la charia. Elle inclut également la gestion stratégique et la gestion intermédiaire.
- **Fonction de planification et d'étude.** Cette fonction inclut des études stratégiques, le développement de projets waqf, des études techniques, financières, économiques et environnementales.
- **Fonction d'investissement et de préservation de l'héritage.** Cette fonction inclut des activités de protection et de maintenance des biens waqf, ainsi que des activités d'investissement.



Design conceptuel du projet waqf pour les daaras (année d'achèvement prévue : 2022).

Source: FIBA

Avec un total de biens s'élevant à 244 000 USD et un budget annuel de 1 million USD pour les exercices 2017 et 2018, la HAW a mis en place les activités suivantes :

- La nomination de la direction et des membres de la Commission de supervision ;
- L'identification d'un siège social ;
- La configuration des outils d'organisation et de gestion ;
- La mise en œuvre d'un plan de communication et de sensibilisation sur le waqf ;
- L'acquisition de sites pour des projets immobiliers ;
- Le développement de deux projets immobiliers waqf publics ;
- La conception d'un projet de liquidités waqf pour l'autonomisation économique des familles pauvres à travers l'entrepreneuriat des jeunes ;
- L'identification et l'évaluation des awqaf existants ;
- Le développement de partenariats pour l'assistance technique et le financement de projets waqf.

Un volet spécial sur le renforcement des capacités au profit de la HAW sera examiné avant de débiter la mise en œuvre du projet waqf pour les daaras. Ce volet a pour objectif d'explicitier les procédures d'approvisionnement et les techniques de gestion du waqf, en tenant compte du fait que la HAW a démarré ses opérations uniquement en avril 2017 et qu'il s'agit du premier projet waqf. Il sera mis en œuvre et géré par la HAW.

2. Description du bien waqf

Le projet s'intitule « Construction d'un complexe waqf commercial et résidentiel à Dakar au profit des daaras ». L'objectif du projet est de générer un revenu pour la HAW qui sera utilisé pour soutenir durablement le développement et la modernisation des daaras, à travers la construction d'un complexe commercial et résidentiel à Dakar et la location de ces locaux à titre commercial.

Le projet est situé sur un emplacement très privilégié et facile d'accès au cœur de Dakar. Il est situé sur le

site de l'ancienne école élémentaire El Hadji Amadou Assane NDOYE, au carrefour des rue Huart et rue Amadou Assane NDOYE, dans la zone du Plateau à Dakar près du palais présidentiel et de l'ambassade de France. La surface totale de la parcelle est de 2 273 m². Le site sera fourni avec l'ensemble des infrastructures et des services nécessaires tels que des voies d'accès intérieures, l'électricité, l'eau, un réseau de drainage et un système d'élimination des déchets. Bien que le titre foncier soit actuellement au nom de la Haute Autorité du Waqf, un décret spécifique sera émis pour transformer la parcelle en waqf.

Étant donné sa localisation sensible, la zone du projet est sujette à des réglementations spécifiques concernant la hauteur maximale des bâtiments. Cependant, pour maximiser l'espace locatif du projet et par conséquent le potentiel de création de revenus, la HAW a fait la demande et a obtenu une dérogation spéciale auprès des autorités concernées afin de doubler le nombre d'étages locatifs (G+16 au lieu de G+8).

Le bâtiment s'étend sur 19 niveaux comprenant 2 niveaux de sous-sol pour le parking, un rez-de-chaussée pour les commerces de détail et 16 étages supérieurs formant deux sous-bâtiments accolés. L'un des bâtiments accueillera des appartements et l'autre des bureaux. La zone bâtie totale représente environ 20 017 m². Les niveaux de parking compteront 170 places de parking, alors que les appartements, les bureaux et les locaux commerciaux offriront respectivement 9 050, 6 450 et 600 m² d'espace locatif.

En raison de la localisation stratégique du site dans la zone du Plateau de Dakar et compte tenu des aspects financiers du projet et du besoin d'optimiser le rendement du waqf, un segment spécifique de la société sera ciblé comme locataires potentiels. Le projet ciblera essentiellement la classe moyenne et les segments plus aisés de la population vivant à Dakar et dans les zones périphériques, ainsi que les expatriés résidant à Dakar.

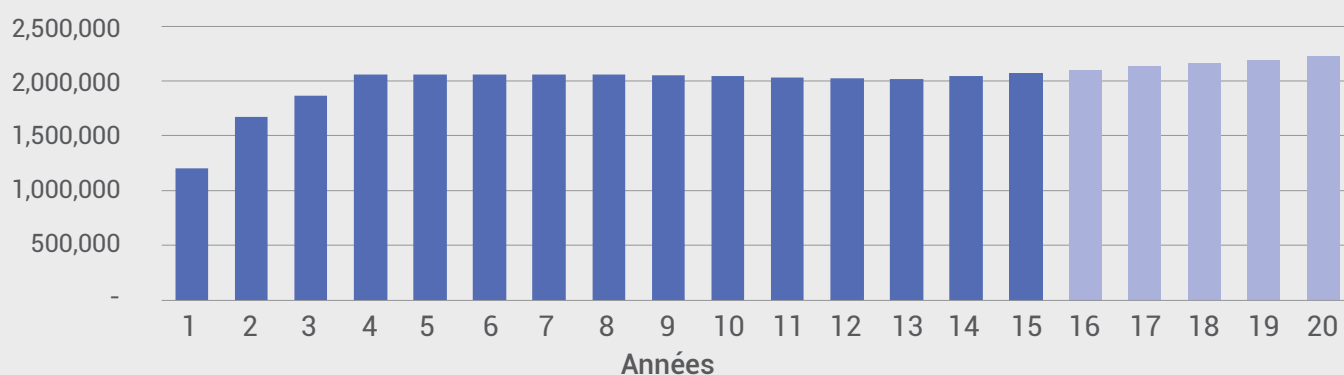
3. Résultats financiers

À partir d'un ensemble d'hypothèses, la projection de revenus et l'état des flux de trésorerie du projet sur une période de 20 ans affichent des rendements financiers importants. Ils indiquent un taux de rentabilité interne (TRI) de 15,6% et un taux de couverture de la dette (TCD) supérieur à 1,26 pendant la période de remboursement. Pour améliorer le TCD pendant les premières années d'exploitation, une réserve de liquidités sera créée dès les six premiers mois d'exploitation du projet.

Ce projet générera en moyenne un revenu net annuel de 2 millions USD au profit de la HAW après le remboursement intégral du financement du FIBA (durée de 15 ans incluant une période de construction de 3 ans). Ce revenu net est illustré dans le graphique ci-dessus. Cependant, le projet waqf pour les daaras est considéré comme un projet souverain dans lequel le flux de trésorerie généré est indépendant des montants dus pendant la période de remboursement puisque le gouvernement du Sénégal remboursera la BID directement.

De plus, la position financière de ce bien sera optimisée grâce à l'environnement fiscal favorable qui a été développé pour le secteur du waqf. En fait, en termes d'imposition, le Code fiscal général (à travers son article 5) précise que « les associations ou les organes privés à but non lucratif, ainsi que les fondations et les awqaf reconnus comme étant d'utilité publique sont exemptés de taxes, dans la limite de leur objet social ». De plus, l'article 9 du même code déclare comme dépenses déductibles « les paiements versés au profit d'organisations, de fondations, de waqf ou d'associations reconnus comme étant d'utilité publique, désignés par ordre du ministre des Finances, dans la limite de 0,5% du chiffre d'affaires du donateur ».

Projet waqf pour les daaras - Projection de revenus nets (USD)



4. Impact socioéconomique du projet waqf

Le projet waqf présente quatre niveaux d'impact distincts qui méritent d'être examinés : les **bénéficiaires finaux** ; le promoteur du projet/l'organisation bénéficiaire ; les awqaf et le secteur philanthropique ; ainsi que l'économie locale. Chacun de ces niveaux d'impact est détaillé ci-après.

a. Impact des revenus générés par le bien waqf sur les bénéficiaires finaux

En général, l'institution du waqf joue un rôle social majeur en améliorant la qualité des services publics, y compris la santé et l'éducation, tout en réduisant les charges sociales de l'État. Dans ce cas, ce projet affiche un objectif éducatif, celui de fournir au Sénégal un système de financement durable et innovant pour les daaras modernes. En fait, ce projet tente de résoudre les problèmes critiques suivants auxquels les daaras sont exposées et qui freinent leur développement.

- **Installations physiques, fournitures scolaires et équipements insuffisants et non adaptés.** La majorité des daaras existantes se caractérisent par de mauvaises conditions matérielles.
- **Supports éducatifs insuffisants, obsolètes et non-adaptés.** Contrairement au système d'éducation officiel, les daaras traditionnelles, qui sont le type le plus répandu, ne disposent d'aucun calendrier ou programme structuré. Elles n'offrent aucune garantie en termes de qualité des conditions d'enseignement et d'apprentissage. Le programme est essentiellement axé sur la mémorisation du Coran et parfois sur les sciences islamiques et la langue arabe. Les compétences de base du système d'éducation officiel (en langues, mathématiques, sciences, etc.) ne sont pas enseignées dans les daaras traditionnelles.
- **Mauvaise gestion.** Contrairement aux écoles publiques, aucun système de gestion des daaras n'est actuellement en place. Les directeurs des daaras ont des compétences très limitées en gestion des ressources humaines, administrative ou financière, voire même pédagogique. Au niveau centralisé et décentralisé du ministère de l'Éducation, le personnel spécialisé et l'éventail de compétences sont très restreints.



l'institution du waqf joue un rôle social majeur en améliorant la qualité des services publics, y compris la santé et l'éducation, tout en réduisant les charges sociales de l'État.

Le projet PROMOD de la BID, soutenu par le projet waqf pour les daaras, a été conçu pour permettre au gouvernement de relever l'un des défis majeurs du secteur, à savoir une éducation de qualité pour ceux qui choisissent l'éducation coranique. Par ailleurs, les apprenants des daaras **bénéficieraient également de meilleures conditions d'apprentissage et auraient l'opportunité d'accéder à l'enseignement secondaire (général ou professionnel) et à l'enseignement supérieur ; et il y aurait davantage de parité régionale dans l'enseignement primaire. La performance générale du système éducatif serait également améliorée** tout en renforçant l'égalité des chances quand à l'accès au marché d'emploi..

Plus précisément, le revenu généré par le projet waqf pour les daaras aidera :



64 écoles coraniques (publiques et privées) ; et



Plus de 12 500 étudiants des daaras ciblées.

b. Impact du projet waqf sur le bénéficiaire/promoteur

Au-delà de l'impact macro-économique de l'incitation à l'adoption d'un cadre légal pour les waqf et de la création de la HAW au niveau micro-économique, ce projet offrira une source durable d'aides financières et mobilisera davantage de ressources pour la HAW.

Intégré comme un volet d'un projet éducatif plus vaste, le waqf permettra de soulager le gouvernement du Sénégal des pressions liées aux coûts opérationnels des daaras. Par ailleurs, le projet waqf pour les daaras a facilité la mobilisation d'autres ressources à travers un autre projet de la BID qui profitera directement à la HAW. Une subvention d'assistance technique sera mise en place au profit de la HAW pour participer au renforcement de ses capacités opérationnelles à travers les composantes suivantes :

- Des services de conseil dédiés à la mise en œuvre de procédures de présentation de rapports sur les waqf et à l'élaboration des procédures et des manuels fonctionnels de la HAW ;
- Des services de formation ;
- Des services de conseil pour l'identification du waqf existant ; et
- L'acquisition d'un système de gestion informatique et son adaptation aux besoins de la HAW.

c. Impact du projet waqf sur le secteur des awqaf et de la philanthropie

Comme décrit dans le document d'introduction de cette étude de cas, le Sénégal s'est engagé auprès de la Banque islamique de développement depuis 2009 dans le cadre d'une coopération active visant à construire un environnement de développement favorable pour le secteur de la finance islamique dans la région de l'Afrique de l'Ouest. Ce rôle pionnier est le fruit du solide engagement politique des autorités, de la forte demande sociale et de l'intérêt particulier des entreprises et des communautés civiles.

Cette coopération s'est déroulée sur deux fronts :

- i. **Aux côtés de la Banque centrale de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)**, une institution supranationale ayant vocation à fixer un cadre réglementaire pour les segments sous sa juridiction (banque, microfinance, etc.) avec des résultats applicables à huit pays de l'UEMOA ; et
- ii. **Aux côtés du gouvernement du Sénégal** pour les dispositifs placés sous la juridiction de l'État, tels que le waqf, afin de créer une plateforme et un centre de connaissances institutionnels et réglementaires pouvant s'inscrire dans un programme de « partenariat à flux inversés » avec d'autres pays afin de diffuser et d'intégrer les réalisations du Sénégal, qui constituent le socle de l'engagement de la diaspora, des entreprises, de la société civile et de la population en général.

Parmi les autres réalisations liées à la micro finance et aux soukous, la coopération avec le Sénégal (second axe) a été particulièrement fructueuse pour les awqaf, sous-tendue par le projet waqf pour les daaras qui était en attente de l'adoption d'un environnement réglementaire favorable à sa mise en œuvre. Le point d'orgue de cette coopération a été l'élaboration d'une loi inédite réglementant le secteur waqf en Afrique subsaharienne et d'une haute autorité pour la gestion des biens waqf (2017).

L'introduction à cette étude de cas décrit le rôle du projet waqf pour les daaras en tant que moteur et catalyseur manifestes de la progression réelle de l'écosystème légal et réglementaire des awqaf au Sénégal. Néanmoins, malgré ce rôle de catalyseur, des forces plus grandes ont sans nul doute joué un rôle et l'intérêt et le soutien véritables du gouvernement du Sénégal pour la finance islamique ont été déterminants.

L'exemple ci-dessus illustre le partenariat collaboratif entre la BID et le Sénégal axé sur la création d'une plateforme pour le secteur de la finance islamique au Sénégal, qui pourrait être facilement reproduit dans les 7 autres pays membres de la communauté UEMOA. En effet, ces efforts commencent à porter leurs fruits, car la BID a déjà reçu des demandes officielles de la Guinée-Bissau et de La Gambie

pour reproduire l'expérience sénégalaise dans le cadre d'une opération Reverse Linkage. D'autres pays devraient envoyer prochainement des demandes similaires qui faciliteraient le développement du secteur waqf dans cette région majeure.

Ces réalisations importantes doivent désormais être transposées à plus grande échelle pour renforcer la capacité de la HAW à mobiliser les ressources philanthropiques internes et externes latentes en Afrique de l'Ouest. En fait, le Sénégal dénombre une diaspora importante qui lui verse près de 2 milliards USD par an. Cependant, l'essentiel de ces ressources est consacré à la consommation en raison de l'absence d'instruments et de dispositifs d'investissement pour acheminer une partie de ce montant vers des investissements sociaux productifs. Par ailleurs, le Sénégal possède une communauté dynamique d'entreprises et d'organisations de la société civile qui ont montré leur volonté d'assumer la responsabilité sociale envers leurs communautés, avec les moyens appropriés.

Intéressé par les potentielles retombées sociales positives d'un secteur de la finance islamique diversifié, notamment la finance islamique à visée sociale, le gouvernement du Sénégal s'est résolument engagé à initier la création d'un environnement légal et réglementaire favorable pour soutenir ce secteur. Il s'intéresse particulièrement aux dispositifs innovants développés par le secteur pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités, améliorer l'accès aux services sociaux de base, redistribuer les revenus, protéger les groupes vulnérables et renforcer la solidarité nationale.

Réalisant la puissance des awqaf, notamment sous la forme d'une finance islamique à visée sociale, le Sénégal a planifié la création de son environnement légal et réglementaire en trois phases : (i) la définition du cadre réglementaire ; (ii) la création de l'environnement institutionnel ; et (iii) la phase d'opérationnalisation.

Phase 1 : définition du cadre légal du waqf. Cette phase intégrait les réalisations majeures suivantes :

- i. **Adoption d'une loi spécifique sur le waqf.** À cette fin, la loi n° 2015-11 du 6 mai 2015 concernant le waqf a été adoptée par l'Assemblée nationale et promulguée par le Président de la République. Elle a créé dans l'article 26 une autorité administrative indépendante responsable du waqf comme réceptacle légal pour le waqf.
- ii. **Décret de mise en œuvre.** La loi a été complétée par un décret de mise en œuvre n° 0 2016-449 qui définit les règles d'organisation et de fonctionnement de la Haute Autorité du Waqf.
- iii. **Autres textes en préparation.** Dans le cadre de l'application des articles de la loi 2015-11 du 6 juin 2015 sur le waqf, un projet de décret fixant les conditions générales et modalités de reconnaissance d'un waqf d'intérêt public comme étant d'intérêt public, et le projet de modèle de statuts d'un waqf reconnu d'utilité publique sont en cours de validation.

Phase 2 : élaboration du cadre institutionnel/création de la Haute Autorité du Waqf (HAW). Cette phase intégrait la création de la HAW avec les objectifs suivants :

- i. Créée par la loi 2015-11 du 6 juin 2015, sous l'autorité du Cabinet du Premier ministre, la Haute Autorité du Waqf a pour objectif général de « soutenir activement, à travers le waqf, la politique sociale du gouvernement visant à réduire les inégalités, améliorer les services sociaux de base, redistribuer les revenus, assurer la protection sociale des groupes vulnérables et organiser la solidarité nationale ».
- ii. La HAW affiche les objectifs spécifiques suivants :
 - Créer des campagnes d'investissement dans des projets waqf publics capables de générer des revenus suffisants à redistribuer aux secteurs sociaux et aux populations défavorisées ;
 - Encourager les personnes à adhérer au concept du waqf ;
 - Promouvoir le développement du waqf ; et
 - Créer un système de bonne gouvernance et de transparence, inspirant confiance aux donateurs (waqif) et aux partenaires.

Phase 3 : opérationnalisation de la Haute Autorité du Waqf. L'objectif principal de cette étape est de prendre des mesures pour garantir le bon fonctionnement de cette institution (HAW) en termes de gouvernance, d'organisation et d'activités.

d. Impact du projet waqf sur l'économie locale

Au-delà des effets positifs du développement du secteur du waqf sur l'économie, y compris le relâchement des pressions fiscales, le projet waqf contribuera au développement économique du Sénégal en soutenant les Objectifs de développement durable (ODD) suivants :

- i. **ODD 4 (Éducation de qualité) :** ce projet participe directement à l'amélioration des ressources financières mises à la disposition des daaras en leur permettant de conserver un niveau de fonctionnement efficace et d'attirer du personnel qualifié ;
- ii. **ODD 8 (Travail décent et croissance économique) :** l'amélioration des programmes et des supports éducatifs des daaras pour les adapter aux besoins du marché a pour impact direct de valoriser les étudiants des daaras grâce aux connaissances requises pour entrer sur le marché du travail.
- iii. **ODD 11 (Villes et communautés durables) :** il s'agit d'un projet immobilier de haut standing qui exploitera les dernières technologies de construction et sera créé au cœur de la ville de Dakar. Il constituera une référence pour les futurs bâtiments awqaf dans cette région, fixant des normes élevées en matière de conception et d'exécution. Par ailleurs, le revenu généré par ce projet garantira la grande durabilité des installations physiques et des infrastructures des daaras au Sénégal.

5. Gestion

Le promoteur prendra les mesures nécessaires pour garantir que la gestion et l'entretien du bâtiment respecteront les normes reconnues dans le secteur après sa réalisation. Un cabinet de gestion immobilière sera recruté pour gérer le projet au nom de la Haute Autorité du Waqf.

6. Gouvernance

La Commission de supervision au niveau de la HAW supervisera directement le développement du waqf pour les daaras. Cette Commission agira comme le Comité de mutawalli/nazir du waqf et définira le mode de gestion et de distribution du revenu. En fait, la Commission de supervision sera composée de 12 membres (y compris le Président), chacun représentant les ministères compétents de l'État du Sénégal. Le ministère de l'Éducation aura un représentant chargé de proposer un système de distribution et d'attribution des fonds aux daaras. Par ailleurs, cette commission définira la politique d'investissement et guidera la HAW dans sa mise en œuvre.

La HAW devra publier chaque année ses états financiers vérifiés, ainsi que son rapport d'activités, et les partager avec les parties prenantes externes. Ces documents permettront de détailler les réalisations en matière de développement des daaras et de garantir la transparence totale du projet.

7. Durabilité

Comme indiqué précédemment, le projet waqf pour les daaras est la continuité du projet PROMOD qui a été lancé en 2011 et constitue le volet dédié à la viabilité financière de l'ensemble du projet sur le long terme. En fait, l'objectif de ce volet est de faciliter la création d'un mécanisme fiable permettant d'assurer la pérennité du système des daaras modernes, tout en préservant les bénéfices à court terme tirés de l'engagement de la BID.

8. Enseignements tirés

Le projet waqf pour les daaras présente un cas unique dans lequel l'impact macro-économique de la politique s'est matérialisé, pour partie, avant la construction réelle du bien waqf.

Le projet a justifié le déclenchement du processus de mise en place d'un cadre réglementaire pour les waqf et est considéré comme un projet pilote pour toute la région de l'Afrique subsaharienne. L'enseignement plus général tiré de ce projet est l'importance potentielle des micro-interventions au niveau macro-économique, en particulier lorsqu'il s'agit d'influencer et de promouvoir des politiques gouvernementales avantageuses.

ANNEXES

ANNEXE 01

Participants au FIBA

1. Participants au FIBA et leur contribution au capital libéré au 31/12/2018

N°	Nom du participant	Pays	Capital libéré (en millions USD)	Pourcentage
1	Banque islamique de développement	Arabie saoudite	29,50	36,91%
2	Fonds de solidarité islamique (OCI)	Arabie saoudite	15,51	19,41%
3	Autorité générale des Awqaf	Arabie saoudite	7,50	9,38%
4	Faisal Islamic Bank	Égypte	5,76	7,21%
5	Fondation publique des Awqaf du Koweït	Koweït	5,00	6,26%
6	Kuwait Finance House	Koweït	5,00	6,26%
7	Fonds de dotation iranien	Iran	2,90	3,63%
8	Social Islami Bank Limited	Bangladesh	1,75	2,19%
9	Al Baraka Islamic Bank	Bahreïn	1,00	1,25%
10	Bahrain Islamic Bank	Bahreïn	1,00	1,25%
11	Tadamon Islamic Bank	Soudan	1,00	1,25%
12	Jordan Islamic Bank	Jordanie	1,00	1,25%
13	Ministère des Awqaf et des Affaires islamiques	Jordanie	1,00	1,25%
14	Arab Islamic Bank	Palestine	1,00	1,25%
15	Amanah Raya Bhd	Malaisie	1,00	1,25%
Total			79,92	100%

2. Présentation des investisseurs du FIBA autres que la BID

Fonds de solidarité islamique (OCI)²⁸



Le Fonds de solidarité islamique, organe subsidiaire de l'OCI, a été créé en vertu d'une résolution adoptée lors de la 2^{ème} Conférence islamique au Sommet, qui s'est tenue à Lahore, au Pakistan, en safar 1394 (février 1974). Le Fonds est installé au sein du Secrétariat général de l'OCI à Djeddah, dans le royaume d'Arabie saoudite. Ses objectifs sont les suivants : prendre toutes les mesures nécessaires permettant d'élever le niveau intellectuel et moral des musulmans à travers le monde ; apporter une aide matérielle dans des situations d'urgence telles que des catastrophes naturelles ou d'origine humaine survenant dans des États islamiques ; et soutenir les minorités et communautés musulmanes afin d'améliorer leurs conditions de vie religieuses, sociales et culturelles.

Autorité générale des Awqaf²⁹



L'Autorité générale des Awqaf en Arabie saoudite est un organisme public jouissant d'une personnalité juridique propre ainsi que d'une indépendance administrative et financière, rattaché au Premier ministre et basé à Riyad. L'Autorité générale a été créée en 1431 et a émis ses premiers règlements en 1437. Elle a pour but d'organiser, de soutenir et de développer les awqaf dans le respect des exigences du waqf et de renforcer leur rôle en matière de développement socioéconomique et de solidarité sociale, conformément aux objectifs de la Charia islamique et aux règlements.

Faisal Islamic Bank³⁰



Faisal Islamic Bank of Egypt (FIBE) est la première banque islamique et commerciale égyptienne, dont les activités ont officiellement commencé le 5 juillet 1979. L'objectif des fondateurs était de créer une banque égyptienne menant ses activités conformément à la charia islamique et servant de modèle dans le secteur bancaire islamique à l'échelle mondiale. Son Altesse royale le Prince Mohammed Al-Faisal Al-Saud, Président du conseil d'administration, avait exposé cette idée à plusieurs personnalités éminentes et représentants officiels égyptiens. La banque a été constituée en vertu de la Loi n° 48 de 1977 adoptée par le Parlement, puis agréée en tant qu'organisme économique et social

sous la forme d'une société par actions de droit égyptien et menant ses activités conformément à la Charia islamique. Les actions de la banque ont fait l'objet d'une forte demande, ce qui a entraîné des hausses successives de son capital jusqu'à atteindre 500 millions USD de capital autorisé, contre 367 millions USD de capital souscrit et entièrement libéré. La banque gère environ deux millions de comptes et ses actifs totaux s'élèvent à 90 milliards EGP. Son Altesse royale le Prince Amr Al-Faisal a succédé à feu son Altesse royale le Prince Mohammed Al-Faisal Al-Saud à la fonction de président du conseil d'administration.

Fondation publique des Awqaf du Koweït³¹



La Fondation publique des Awqaf du Koweït a été créée en vertu du Décret de l'Emir du 13 novembre 1993, qui stipule que la Fondation exercera les pouvoirs conférés par le ministère des Awqaf et des Affaires islamiques consistant à superviser les affaires liées aux awqaf à l'échelle nationale et internationale. Le Secrétariat général des awqaf est chargé de promouvoir le waqf et de gérer tous les aspects y afférents, dont les fonds, les investissements et l'utilisation des revenus dans le respect des conditions du waqf. La Fondation vise à atteindre les objectifs légitimes du waqf, à soutenir le développement social et culturel et à alléger la charge qui pèse sur les nécessiteux.

Kuwait Finance House (KFH)³²



Kuwait Finance House (KFH) est l'une des figures de proue du phénomène bancaire appelé la « finance islamique » ou les « activités bancaires conformes à la charia ». KFH a été la première banque islamique créée au Koweït en 1977 et est aujourd'hui un établissement financier islamique de premier ordre à l'échelle mondiale et l'un des principaux prêteurs sur les marchés locaux et régionaux. KFH (KSE : KFIN) est cotée à la Bourse du Koweït (KSE). Au 31 décembre 2014, ses principaux actionnaires sont l'Autorité d'investissement du Koweït (direct), la Fondation publique des Awqaf du Koweït (direct), l'Autorité publique des Affaires relatives aux mineurs (direct) et l'Organisme public de sécurité sociale (indirect). KFH propose un vaste éventail de produits et services bancaires conformes à la charia dans les domaines de l'immobilier, du financement du commerce et des portefeuilles d'investissement, à destination de particuliers et d'entreprises au Koweït, dans les royaumes de Bahreïn et d'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, en Turquie, en Malaisie et en Allemagne.

28 Source: https://www.oic-oci.org/page/?p_id=64&p_ref=33&lan=en

29 Source: <http://careers.awqaf.gov.sa/EN/content.php?ulid=272128-about-awqaf>

30 Source: <http://www.faisalbank.com.eg/FIB/english/about-us/incorporation-history.html>

31 Source: <http://www.awqaf.org.kw/EN/Pages/Establishment.aspx>

32 Source: <https://www.kfh.com/en/home/Personal/aboutus/story.html>

Fonds de dotation iranien³³

Le Fonds de dotation iranien (IEF) est la branche exécutive et d'investissement de l'Organisation du waqf et de la Charité (WCO) en Iran. La WCO a été fondée en 1984 en tant qu'organisme officiel dépendant du ministère de la Culture et de l'Orientation islamique, chargé de superviser, promouvoir, gérer et mener des activités et projets awqaf. Les objectifs de l'IEF consistent à développer, rénover, reconstruire et réhabiliter des biens awqaf ainsi qu'à fournir une aide sociale conformément aux directives de l'Organisation du waqf et de la Charité.

Social Islami Bank Limited³⁴



Social Islami Bank Ltd (SIBL) est une banque commerciale de deuxième génération qui exerce ses activités depuis le 22 novembre 1995 en suivant les principes de la charia. Elle compte aujourd'hui 155 succursales à travers le Bangladesh ainsi que deux filiales : SIBL Securities Ltd. et SIBL Investment Ltd. Social Islami Bank Ltd est une banque participative du 21ème siècle qui regroupe trois secteurs bancaires en un et cible avant tout la pauvreté. Dans le secteur bancaire officiel, elle fonctionne comme une banque commerciale islamique participative avec une approche à dimension humaine, dont l'approche en matière de crédit et d'opérations bancaires est fondée sur le principe du partage des pertes et profits. Elle opère également dans un secteur bancaire non officiel en proposant des solutions de financement et d'investissement qui ont pour but d'autonomiser et d'améliorer les conditions de vie de familles très pauvres, de créer des sources locales de revenus et de décourager les exodes. La banque vise également à monétiser le secteur du bénévolat et la gestion de mosquées awqaf ; elle a d'ailleurs introduit le tout premier système monétaire waqf de l'histoire du secteur bancaire. Dans le secteur officiel destiné aux entreprises, la banque propose des services bancaires de pointe fondés sur une approche participative conforme à la charia.

Al Baraka Islamic Bank³⁵



En tant qu'établissement financier de premier ordre, Al Baraka Islamic Bank (AIB) a contribué à construire l'infrastructure et la réputation du secteur financier islamique depuis sa création en 1984 grâce à ses produits innovants et conformes à la charia. Al Baraka Islamic Bank est une banque islamique de détail agréée par la

Banque centrale de Bahreïn et immatriculée auprès du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme de Bahreïn sous le n° 14400. Elle dispose d'un capital autorisé de 600 millions USD et d'un capital souscrit et entièrement libéré de 122,5 millions USD. AIB est une entité bancaire d'Al Baraka Group (ABG), une société par actions cotée à la Bourse de Bahreïn et au NASDAQ Dubai. ABG propose des services bancaires et de trésorerie conformes à la charia islamique, à destination des particuliers, des entreprises et des investisseurs. Le capital autorisé d'ABG s'élève à 2,5 milliards USD et ses fonds propres totaux à environ 2,5 milliards USD. ABG est présent dans 16 pays via ses entités bancaires et bureaux de représentation, qui comptent pas moins de 675 succursales proposant des produits et services bancaires conformes à la Charia.

Bahrain Islamic Bank³⁶



Bahrain Islamic Bank (BisB) a été constituée en 1979 en tant que première banque islamique du royaume de Bahreïn et quatrième du CCG. Elle joue un rôle primordial dans le développement du secteur bancaire islamique et de l'économie du royaume grâce à son orientation en faveur de l'innovation. La banque est agréée en tant que banque islamique de détail par la Banque centrale de Bahreïn et est cotée à la Bourse de Bahreïn. Régie par les principes islamiques, BisB s'est positionnée comme pionnière du secteur bancaire islamique et premier fournisseur de solutions financières intégrées et conformes à la charia dans le royaume de Bahreïn. BisB poursuit ses efforts en vue de promouvoir le secteur bancaire islamique au sein du royaume et, par là même, d'améliorer les conditions de vie des populations.

Tadamon Islamic Bank³⁷



La première réunion des fondateurs de Tadamon Islamic Bank s'est tenue le 24 djoumada II 1401 (28 avril 1981) et a nommé un conseil d'administration préliminaire parmi ses membres, chargé de superviser les premières étapes de la création. La banque a été définitivement approuvée en tant que deuxième banque islamique du Soudan en 1983 ; son siège a été établi à Parliament Street et officiellement inauguré par l'ancien président Gaafar Nimeiry. La banque a été constituée comme établissement du secteur privé sans être intégrée à un groupe, mais a réussi à nouer de solides relations avec d'autres banques. Elle a mis au point un modèle concret de banque islamique exerçant l'ensemble de ses activités (telles que les opérations d'investissement et d'autres services) en conformité avec la charia. Par ailleurs, la banque a créé un département consacré aux fatwas et à la recherche en vue de les enracer dans le secteur bancaire. La banque a apporté sa pierre à

33 Source: <http://www.icrjournal.org/icr/index.php/icr/article/download/106/102>

34 Source: <https://www.sibld.com/home/profile>

35 Source: <https://albaraka.bh/en-gb/our-story/>

36 Source: <https://www.bisb.com/en/about-bisb>

37 Source: <http://tadamonbank-sd.com/index.php/ar/pages/details/8>

l'édifice bancaire islamique en contribuant au développement du secteur et la formulation de solutions alternatives, notamment en matière de formes d'investissement.

Jordan Islamic Bank³⁸



Jordan Islamic Bank a été créée en 1978 sous forme de société publique à responsabilité limitée afin de réaliser toutes sortes d'opérations bancaires, financières et d'investissement conformes à la charia et aux dispositions de la Loi spéciale de Jordan Islamic Bank, qui a été remplacée par un chapitre relatif aux banques islamiques dans la loi bancaire entrée en vigueur le 2 août 2000. La première succursale de la banque a commencé ses activités le 22 septembre 1979 et elle disposait d'un capital initial libéré d'environ 2 millions JOD, pour un capital autorisé de 4 millions JOD. Le capital de la banque a progressivement augmenté pour atteindre 200 millions JOD. En 2010, la banque a lancé sa nouvelle identité institutionnelle afin qu'elle corresponde à celle des filiales du groupe bancaire Al Baraka. La banque propose ses services bancaires, financiers et d'investissement via ses 78 succursales et 29 agences disséminées à travers le pays, ainsi que par l'intermédiaire de son bureau de liaison. La banque a connu une croissance rapide et a réussi à se hisser parmi les principales banques jordaniennes grâce à l'accent mis sur les produits conformes à la Charia.

Ministère jordanien des Awqaf, des Affaires islamiques et des Lieux saints³⁹



Le ministère des Awqaf, des Affaires islamiques et des Lieux saints du royaume hachémite de Jordanie a été instauré dans sa forme actuelle par la Loi provisoire n° 23 de 1970. Son existence est devenue permanente en vertu de la Loi n° 28 de 1972, après approbation par l'Assemblée nationale. Les « awqaf, affaires islamiques et lieux saints » ont été définis dans ces lois, qui énoncent que cette expression désigne les awqaf islamiques du royaume, les mosquées, les écoles, les instituts religieux, les orphelinats et les facultés de droit financés par le budget du ministère, les cimetières islamiques, les affaires relatives au hadj et aux fatwas, ainsi que les mosquées non financées par des dotations.

Arab Islamic Bank (Palestine)⁴⁰



Arab Islamic Bank a été créée en 1995 comme première société bancaire islamique de Palestine. Elle a été constituée en tant que société publique par actions et a commencé ses opérations bancaires au début de l'année 1996. Elle exerce ses activités bancaires et d'investissement conformément aux dispositions de la charia islamique via son siège d'Al-Bireh et ses 22 succursales à travers le pays. La banque ne possède pas de succursales en dehors de la Palestine, ni de filiales au 31 décembre 2017. Les objectifs de la banque sont notamment les suivants : avant tout, consolider et développer le système bancaire islamique ; participer activement à l'essor de l'économie palestinienne, favoriser la solidarité et atteindre les objectifs sociaux islamiques ; proposer des solutions et services bancaires islamiques compétitifs et de qualité.

Amanah Raya Bhd (Malaisie)⁴¹



Amanah Raya Berhad est la première société fiduciaire du pays, détenue à 100% par le gouvernement malaisien. Créée en 1921 en tant que département du Curateur public et de l'Administrateur officiel, l'établissement a été constitué en société en vertu de la loi Public Trust Corporation Act de 1995. Ses produits et services innovants et spécialisés dans les domaines des testaments, de la fiducie et de l'immobilier lui ont permis de conserver sa position de chef de file sur le marché ; grâce à son réseau intégré de 18 succursales, ses services sont accessibles à tous les Malaisiens. Amanah Raya Berhad s'appuie sur ses relations solides avec plusieurs organismes publics et partenaires stratégiques (dont des établissements financiers) afin de proposer une vision globale de la gestion de l'héritage.

38 Source: <https://www.jordanislamicbank.com/en/content/bank-establishment>

39 Source: <http://www.awqaf.gov.jo/Pages/viewpage.aspx?pageID=147>

40 Source: <http://aib.ps/aboutus/vision>

41 Source: <https://www.amanahraya.my/profile/>

3. Membres du Comité des participants du FIBA au 31 décembre 2018

M. Abdulhamid Abu Mousa Gouverneur de Faisal Islamic Bank of Egypt	Président
D^r Bandar M. H. Hajjar Président du Groupe de la Banque islamique de développement (Arabie saoudite)	Membre
S. E. Dr ABDEL NASER MOUSA A. Abu ELBASAI Ministre des Awqaf, des Affaires islamiques et des Lieux saints (Jordanie)	Membre
S. E. l'Ambassadeur Nasser Bin Abdallah Hamdan Al-Zaabi Président du Conseil du Fonds de solidarité islamique (OCI)	Membre
M^r Nader Alamri Directeur général et des investissements immobiliers Autorité générale des Awqaf (RAS)	Membre
M. Raed Khalid Abdullah AlKharafi Secrétaire général adjoint de la Fondation publique des Awqaf du Koweït (Koweït)	Membre
M. Meshal Abdulaziz Al Nassar Directeur adjoint des investissements immobiliers de Kuwait Finance House (Koweït)	Membre
M. Musa Abdel Aziz Shihadeh Président-directeur général de Jordan Islamic Bank (Jordanie)	Membre
M. Hassan Amin Jarrar Directeur général de Bahrain Islamic Bank	Membre
M. Mohamed Issa Al Mutaweh Directeur général et membre du conseil d'Al Baraka Islamic Bank (Bahreïn)	Membre
M. Abbas Abdulla Abbas Directeur général de Tadamon Islamic Bank (Soudan)	Membre
D^r Atef Alewneh Président du conseil d'administration d'Arab Islamic Bank (Ramallah, Palestine)	Membre
M. Ahmed Zarif Jalalians Directeur général de l'Institut iranien de développement et de réhabilitation des dotations (Téhéran, Iran)	Membre
M. Adenan Mohamad Yusof Directeur général du groupe Amanah Raya Berhad (Malaisie)	Membre
M. Quazi Osman Ali Directeur général de Social Islami Bank Limited (Bangladesh)	Membre

4. Membres du Comité de supervision du FIBA au 31 décembre 2018



S. E. D' Bandar M. H. Hajjar
Président du Groupe de la BID
Banque islamique de
développement

Président



M. Nadir Alamri
Directeur général et des
investissements immobiliers
Autorité générale des Awqaf
Arabie saoudite.

Membre



Hon. Fouzia Zaaboul
Directrice exécutive
Banque islamique de
développement

Membre



Mr. Abdulhamid Abu Mousa
Gouverneur de Faisal Islamic Bank
of Egypt , Égypte

Membre



Hon. Mohammed Gambo Shuaibu
Executive Director,
Islamic Development Bank

Membre



M. Raed Khalid Abdullah AlKharafi
Secrétaire général adjoint
Fondation publique des Awqaf du
Koweït (Koweït)

Membre



**Hon. Abdolrahman Nadimi
Boushehri**
Directeur exécutif
Banque islamique de
développement

Membre



**M. Meshal Abdulaziz Al-
Nassar**
Directeur adjoint des
investissements immobiliers

Membre



**S. E. l'Ambassadeur Nasser Bin
Abdallah Hamdan Al-Zaabi**
Président du Conseil du Fonds de
solidarité islamique (OCI)

Membre



M. Abdallah S. A. Daajeh
Secrétaire adjoint
Ministère des Awqaf, des Affaires
islamiques et des Lieux saints
(Jordanie)

Membre



M. Ibrahim Abdullah Al-Khuzayem
Directeur exécutif du Fonds de
solidarité islamique (OCI)

Membre

ANNEXE 02

Les informations ci-après s'adressent aux investisseurs potentiels

<p>Nature et forme juridique</p>	<p>Le Fonds d'investissement des biens awqaf (FIBA) est libellé en dollars américains et géré par la Banque islamique de développement, conformément au concept islamique de moudaraba et au Règlement du FIBA. La BID endosse le rôle de moudarib et agit en qualité de gestionnaire et dépositaire du FIBA. De ce fait, le FIBA bénéficie des fonctions de soutien de la BID (ex. achats, service juridique, KYC et contrôle financier) ainsi que de l'écosystème global de développement de la BID fondé sur la finance islamique.</p> <p>Le moudarib (gestionnaire du fonds), à savoir la Banque islamique de développement (BID), est un établissement financier multilatéral de développement dont le siège est sis à Djeddah, en Arabie saoudite. Elle a été fondée en 1973 en tant qu'organisme spécialisé de l'Organisation de Coopération Islamique (OCI) et dont le capital est détenu par 57 pays membres actionnaires.</p>
<p>Actionnaires (participants)</p>	<p>La souscription au capital du FIBA est ouverte aux ministères des awqaf, aux directions et organismes awqaf, aux banques et établissements financiers islamiques ainsi qu'aux investisseurs particuliers.</p>
<p>Structure organisationnelle</p>	<p>Le FIBA dispose d'un Comité des participants, chargé de superviser l'application des statuts et des Directives d'investissement régissant l'utilisation des ressources financières du Fonds, ainsi que d'examiner le rapport annuel et d'approuver les comptes du FIBA pour les soumettre à l'approbation définitive du Conseil des Directeurs exécutifs (CDE) de la BID.</p> <p>Le FIBA dispose par ailleurs d'un Comité de supervision (sous-comité du Comité des participant associant trois parmi les membres du Conseil des Directeurs exécutifs de la BID), chargé d'examiner les comptes trimestriels du FIBA et de proposer des politiques et directives au CDE. Il procède également à l'évaluation périodique de la performance du fonds et soumet les rapports y afférents au Comité des participants et au Conseil des Directeurs exécutifs de la BID.</p> <p>En vertu des statuts du FIBA, les modalités de représentation au sein des comités s'établissent comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les actionnaires investissant plus d'un million de dollars des Etats-Unis (montant minimum d'investissement) peuvent assister à la réunion du Comité des participants du FIBA ; • Les actionnaires investissant entre 5 millions USD (montant minimum d'investissement) et 10 millions USD ont un représentant au sein du Comité de supervision ; et • Les actionnaires investissant plus de 10 millions USD ont deux représentants au sein du Comité de supervision.

Structure du capital et ressources	<p>Le capital autorisé du FIBA s'élève à 100 millions USD, divisé en 10 000 certificats type « A » d'une valeur nominale de 10 000 USD chacun.</p> <p>Le moudarib peut mobiliser des ressources supplémentaires pour le FIBA en investissant dans certains projets, en recourant à la syndication ou au cofinancement, ou encore en émettant des certificats type « B » sous la forme de muqarada, d'Idjara (crédit-bail), etc. Les participants peuvent acheter des certificats type « B ».</p> <p>Afin d'accroître les ressources du FIBA, la BID a ouvert une ligne de financement de 100 millions USD, destinée à être utilisée dans le cadre des projets du FIBA.</p>								
Rentabilité	<p>Bien que le FIBA ait été créé pour servir une noble cause, ses activités sont axées sur le marché afin d'obtenir un rendement suffisant pour ses investisseurs. Toutefois, la priorité absolue est d'assurer la continuité du FIBA en constituant une solide réserve générale à hauteur de 50% du capital libéré, avant de garantir un ratio élevé de distribution de dividendes aux investisseurs.</p>								
Répartition des bénéfices	<p>Le moudarib peut transférer jusqu'à 20% du résultat net annuel vers la réserve générale. Le régime d'affectation des bénéfices s'établit donc comme suit :</p> <table border="1" data-bbox="660 888 1270 1061"> <thead> <tr> <th>Affectation</th> <th>Pourcentage du total</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Commission de gestion (du moudarib)</td> <td>10%</td> </tr> <tr> <td>Réserve générale</td> <td>0 - 20%</td> </tr> <tr> <td>Dividendes distribuables</td> <td>70% - 90%</td> </tr> </tbody> </table>	Affectation	Pourcentage du total	Commission de gestion (du moudarib)	10%	Réserve générale	0 - 20%	Dividendes distribuables	70% - 90%
Affectation	Pourcentage du total								
Commission de gestion (du moudarib)	10%								
Réserve générale	0 - 20%								
Dividendes distribuables	70% - 90%								
Mécanisme de sortie	<p>Depuis le quatrième exercice financier du FIBA, la BID s'engage à racheter aux détenteurs de certificats type « A » 50% maximum des certificats détenus par chacun d'eux, sous réserve que ce rachat n'ait pas pour conséquence qu'un participant détienne des certificats d'une valeur nominale totale inférieure à un million de dollars des Etats-Unis.</p>								
Sécurité	<p>Le moudarib (la BID) fait preuve d'une extrême prudence lorsqu'il octroie un financement issu des ressources du FIBA. Parmi les mesures prises à cette fin, citons l'exigence de garanties émanant d'un État ou d'une banque de premier ordre, ou sous forme d'hypothèque ou d'assurance souscrite auprès de sociétés d'assurance-crédit réputées.</p> <p>Afin d'éviter le risque de concentration, le FIBA est tenu de diversifier son portefeuille en fixant des plafonds par pays et par bénéficiaire au sein d'un même pays.</p>								
Commissaires aux comptes	<p>Le FIBA est audité par un cabinet d'audit de renommée internationale qui examine et certifie ses états financiers.</p>								

ANNEXE 03

Informations destinées aux bénéficiaires du FIBA

Le tableau suivant décrit la marche à suivre pour bénéficiaire du financement du FIBA.

Périmètre	<p>Activités du FIBA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Construction • Rénovation de biens existants • Acquisition de biens existants <p>Projets dans les secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Résidentiel • Locaux à usage de bureaux • Locaux pour commerce de détail • Installations mixtes
Éligibilité au financement du FIBA	<ul style="list-style-type: none"> • Ministères/organismes awqaf • Organisations/fiducies caritatives exerçant leurs activités conformément aux principes du waqf dans les pays membres et non-membres de la BID • Contribution du bénéficiaire : <ul style="list-style-type: none"> o Au moins 25% du financement pour l'acquisition d'un bâtiment existant o Terrain destiné à la construction ou bâtiment existant proposé à la rénovation ou l'extension.
Principale condition de financement	À la fin de la période de financement, le projet sera, , enregistré comme waqf ou doté d'un statut juridique équivalent (ex. fiducie).
Modes de financement	<ul style="list-style-type: none"> • Crédit-bail ; Istisnaa' • Mourabaha ; ou • Tout autre mode de financement conforme à la charia.
Valeur du projet	Supérieure à 5 millions USD
Modalités de financement	La durée maximale est fixée à 15 ans, dont une période de gestation maximale de trois ans
Nantissement	En fonction de la nature du projet (garantie souveraine ou bancaire, hypothèque, etc.)
Tarifcation/marge	Au cas par cas
Devise de financement	Dollar américain
Documents à fournir pour soumettre une candidature	<ul style="list-style-type: none"> • Demande de financement (lettre) indiquant l'objectif du waqf, l'exposé du projet ainsi que les coûts et revenus estimés. • Immatriculation et statuts de l'organisation. • Présentation de l'organisation (objectifs et activités de l'organisation et des membres du conseil). • Titre foncier (acte à jour attestant de la propriété permanente et de l'absence de toute charge ou aliénation). • Etats financiers de l'organisation pour les trois derniers exercices.



📍 8111, King Khalid St.
Al Nuzlah Al Ymania Dist.
Unité No.1 DJeddah 2444-22332
Royaume d'Arabie Saoudite

☎ +966 12 636 1400
☎ +966 12 636 6871
✉ APIF@isdb.org
🌐 www.isdb.org/apif
🌐 www.isdb.org